RAPPORT D'ENQUÈTE

Pacte civique

SOBRIÉTÉ ET PAUVRETÉ

La parole des premiers concernés pour une transition écologique juste

Équipe projet, auteurs du rapport :

Thomas Mattei, éducateur spécialisé, doctorant en sociologie (EHESS)

Marie-Laurence Pitois-Pujade, administrateur général de l'État (honoraire)

Projet réalisé sous l'égide du Pacte civique.

Comité de pilotage : Jean-Baptiste de Foucauld, Jacky Richard, Éric Thuillez et équipe projet

Avec la participation des co-enquêteurs associatifs et des personnes concernées ayant contribué à l'enquête qualitative

Design graphique et mise en page :
Guénolé Le Gal

Remerciements des auteurs

Nous tenons avant tout à exprimer notre profonde gratitude aux personnes concernées qui ont accepté de répondre à notre enquête et de partager avec nous leurs expériences, leurs analyses et leurs espoirs. Leur confiance et la richesse de leurs témoignages sont au cœur de ce rapport et en constituent la substance vivante. Par respect pour leur anonymat, il ne nous est toutefois pas possible de les nommer individuellement.

Nos remerciements vont également à Solène Bouchet, Aurel Engolo Ndi, Khaled Medjaoui et Élisabeth Sénégas, qui ont pris part à l'enquête en tant que co-enquêtrices et co-enquêteurs. Leur implication sur le terrain, leur écoute attentive et leur connaissance fine des réalités locales ont largement contribué à la qualité et à la profondeur des matériaux recueillis.

Nous remercions aussi tous les autres interlocuteurs qui se sont mobilisés pour la recherche de contacts de terrain, et en particulier Danièle Passelaigue, Zineb Deronce et Catherine Padovani, interlocutrices précieuses dont le concours constant a permis de tisser des liens indispensables à la réalisation de cette enquête.

Enfin, nous remercions vivement l'Association Georges Hourdin, dont le soutien a permis la réalisation de ce projet.

Droits d'auteur

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source.

© Pacte Civique – Août 2025

pactecivique.fr

4
INTRODUCTION

6
LE SONDAGE

Les modalités du sondage 7
Les enseignements du sondage 9
Conclusion de l'enquête quantitative 11

12
L'ENQUÊTE QUALITATIVE

Introduction 12
Enjeux de la sobriété dans les milieux populaires 12
Méthodologie de l'enquête qualitative 14
Réceptions des notions de « Sobriété » et de « Pauvreté » 18
Sobriété 19
Pauvreté 27
Réception des politiques de sobriété énergétique 32
« Être comme tout le monde » : le chauffage, l'eau et l'espace personnel comme conditions d'une vie digne 32
« On est pas des animaux » : seuil social d'acceptation de la limitation de l'usage des ressources 34
Des politiques pour les autres : le sentiment de ne pas être concerné 34
« On ne peut pas demander la même chose à tout le monde » : appel pour une sobriété ancrée dans les pratiques concrètes 36
Critiques et oppositions aux politiques de transition 38
« On n'y croit pas » : formes explicites de rejet et suspicion face aux politiques écologiques 38
Une critique du « double discours » : le soupçon d'un usage instrumental de la sobriété 40
Critiques d'une mise à contribution asymétrique perçue entre entreprises et ménages 40
Critiques d'un manque d'exemplarité des « élites » 42
Crainte du renforcement du contrôle social 44
Motifs d'adhésion aux politiques de transition écologique 45
Des pratiques préexistantes recodées comme écologiques 46
Soucis de soi et santé comme levier d'adhésion majeur 48
Une écologie du lien : morale partagée, inclusion, démocratie 51
Focus : Les métiers de la transition 54
Synthèse des propositions méthodologiques formulées par les personnes concernées pour une transition juste 60
Conclusion de l'enquête qualitative 63

66
CONCLUSION GÉNÉRALE

68
POSTFACE DU PACTE CIVIQUE

En s'appuyant sur la parole des plus vulnérables, penser et construire autrement la sobriété 68

INTRODUCTION

La sobriété constitue, aux côtés de la justice, de la fraternité et de la créativité, l'une des quatre valeurs fondatrices du Pacte civique, portée de longue date par l'un de ses fondateurs, Jean-Baptiste de Foucauld. C'est une notion riche, aux multiples facettes. La définition qu'en donne aujourd'hui le GIEC est l'une des plus complètes : « l'ensemble des mesures politiques et des pratiques du quotidien qui évitent la demande en énergie, en matériaux, en sols et en eau, tout en assurant le bien-être pour tous dans les limites planétaires »[1]. Cette définition souligne que le bien-être recherché dans les limites planétaires ne saurait se faire au détriment des plus vulnérables. Elle invite ainsi à articuler exigence écologique et impératif de justice sociale.

C'est dans cette perspective qu'a été lancé le projet « Sobriété et Pauvreté », porté par le Pacte civique. L'objectif était, avant tout, de partir de la parole des personnes concernées. Non seulement pour comprendre comment les personnes en situation de pauvreté perçoivent la sobriété, mais aussi pour réfléchir, avec elles, aux conditions d'une transition écologique juste. Le projet repose sur une conviction forte : les personnes les plus précaires sont à la fois les premières exposées aux conséquences du dérèglement climatique et de l'effondrement de la biodiversité, mais elles sont aussi porteuses de savoirs pratiques et d'expériences éclairant de façon décisive ces enjeux, ainsi que de propositions fortes. Partir directement de leurs paroles est apparu essentiel, tant cette parole est souvent peu entendue, ignorée ou parfois même altérée.

L'enquête s'est déroulée en deux volets distincts mais complémentaires : une enquête quantitative par sondage et une enquête qualitative par entretiens.

Le premier volet a permis un premier aperçu des perceptions et des pratiques des personnes en situation de précarité à travers un sondage. Les personnes interrogées vivaient sous le seuil de pauvreté, fixé à 60 % du revenu médian. Le questionnaire a été construit et testé avec attention, afin de garantir la bonne compréhension des questions posées et des conditions d'écoute respectueuses des personnes.

1 GIEC, 2023, *Résumé à l'intention des décideurs du Rapport de synthèse du sixième Rapport d'évaluation du GIEC*, GIEC, Genève, Suisse, p.29.

© Unsplash

Les résultats de l'enquête quantitative ont rapidement fait apparaître plusieurs éléments saillants. Contrairement à certaines idées reçues, les personnes en situation de pauvreté ne se désintéressent pas des questions environnementales. Au contraire, une large majorité exprime une préoccupation réelle face aux dérèglements climatiques, à la perte de biodiversité et aux transformations environnementales en cours. Cette inquiétude est même exprimée à un niveau comparable à celui ressenti à l'égard des inégalités sociales. Par ailleurs, la plupart des personnes interrogées déclarent déjà pratiquer une forme de sobriété dans leur quotidien. Elles évoquent des efforts pour limiter le gaspillage, réduire certaines consommations ou privilégier des solutions alternatives, et ce non seulement en raison de contraintes économiques, mais aussi par choix citoyen. Ces pratiques témoignent d'une attention réelle aux enjeux environnementaux, dans un contexte souvent marqué par des contraintes lourdes. Les personnes interrogées sont ainsi majoritaires à accepter de faire davantage d'effort dans certains domaines, mais par sur tout, et pas toutes seules.

Ces premiers résultats appelaient à être prolongés par une approche qualitative permettant de documenter plus finement les pratiques concrètes et les formes d'expression des personnes. C'est dans cette optique qu'a été menée, durant deux ans, une enquête qualitative approfondie, qui constitue le second volet de ce travail. La pauvreté ne peut être réduite aux seuls indicateurs monétaires. Elle renvoie à des situations sociales et relationnelles complexes, que l'enquête qualitative a permis d'aborder. Les personnes rencontrées l'ont ainsi été par interconnaissance au sein de réseaux locaux et associatifs, dans un souci constant d'instaurer une relation de confiance indispensable à la qualité de l'expression recueillie.

Pour cela, le choix a été fait de recourir, en plus de l'équipe projet, à des co-enquêteurs associatifs qui ont joué un rôle essentiel. Leur présence a facilité la prise de contact, accompagné le déroulement des entretiens et permis de réduire certains écarts sociaux entre enquêteurs et personnes interrogées. Grâce à leur connaissance fine des situations de vie, ils ont également contribué à enrichir l'analyse des matériaux recueillis, dans le respect de la confidentialité garantie à chacun.

Une attention particulière a été portée à la diversité des profils rencontrés. Il ne s'agissait pas de rechercher une représentativité statistique, mais bien de rendre compte de la pluralité des expériences et des rapports concrets à la sobriété et aux politiques de transition écologique dans les situations de précarité.

L'enquête qualitative poursuivait ainsi trois objectifs complémentaires. Le premier était de décrire les pratiques effectives et les arbitrages quotidiens réalisés par les personnes concernées, en documentant à la fois leurs contraintes et les ressources qu'elles mobilisent. Le deuxième visait à recueillir les analyses critiques et les propositions qu'elles peuvent formuler à l'égard des politiques publiques de sobriété et de transition écologique. Enfin, le troisième consistait à dégager, à partir de l'ensemble du matériau recueilli, les conditions susceptibles de rendre les politiques de transition écologique réellement recevables pour les personnes en situation de précarité.

Les enseignements de cette double enquête sont présentés dans le présent rapport. Ils confirment la conscience qu'ont les premiers concernés des enjeux de la transition écologique ainsi que la richesse de leurs réflexions et de leurs suggestions de méthode, qui constituent des ressources indispensables, bien que souvent invisibilisées. Ces pratiques ne sauraient toutefois être idéalisées : elles témoignent de tensions et d'épreuves sociales réelles, et soulignent la nécessité d'articuler les enjeux environnementaux et sociaux dans toute politique de transition.

Au-delà de la simple observation, ce travail vise à apporter une contribution aux débats actuels sur la transition juste. Par leur parole et leurs analyses, les personnes concernées rappellent qu'elles sont des acteurs à part entière, porteuses d'une expérience précieuse pour la réflexion collective. C'est à cette condition qu'une transition écologique pourra réellement constituer un levier de justice sociale et de transformation collective.

PARTIE 1

LE SONDAGE

© Unsplash

Pourquoi ce sondage ?

Pacte civique a exploré la perception de la sobriété à travers plusieurs sondages successifs : en population générale, auprès des salariés des entreprises, notamment au sein des ESS. Il lui a paru intéressant de poursuivre cette démarche en intégrant la réalisation d'un sondage de même nature au périmètre du projet « Sobriété et Pauvreté ».

Un sondage a ainsi été prévu en amont du cœur du projet, l'enquête qualitative menée auprès des personnes en situation de pauvreté dans le contexte de la recherche d'une transition écologique juste.

Encore fallait-il que puissent être définies des modalités adaptées à la situation des personnes en situation de pauvreté tout en respectant les exigences méthodologiques d'un sondage.

L'intérêt de travailler sur cette convergence s'est ajouté à celui du sondage lui-même.

Les travaux menés en ce sens par l'équipe projet ont en effet permis, non seulement de donner à ce sondage des bases solides, mais également de confirmer l'importance de la chaîne de confiance à garantir tout au long de l'ensemble du projet « Sobriété et Pauvreté » et d'en donner une première déclinaison.

01. LES MODALITÉS DU SONDAGE

a. LES POINTS D'ATTENTION SPÉCIFIQUES AU SONDAGE

Pour construire cette enquête d'opinion, trois exigences ont été particulièrement posées :

Tout d'abord, définir clairement le **critère** définissant la population interrogée dans le cadre du sondage.

La réalité de la pauvreté est multiple et complexe. De nombreux travaux ont mis en lumière cette pluralité, en soulignant à la fois ses causes diverses et ses conséquences multiples sur la vie des personnes concernées[1].

Cette diversité des regards et des approches se reflète tout particulièrement dans l'enquête qualitative du projet, qui explore plus finement les perceptions, les expériences et les mots des personnes concernées.

Toutefois, dans le cadre du sondage, il était nécessaire de retenir un critère d'inclusion précis et univoque. Celui-ci repose sur un revenu inférieur ou égal au seuil de pauvreté, soit 60 % du revenu médian, ce qui représentait, à l'époque de l'enquête, environ 1 200 € mensuels pour une personne seule.

Ensuite, préciser **la notion de sobriété.**

Le mot « sobriété », très peu utilisé il y a quelques années, est aujourd'hui employé dans de multiples acceptions : souvent réduit aux seules questions énergétiques, ou étendu à d'autres champs de consommation, ou encore entendu comme définissant plus globalement un mode de vie, etc.

Pour la présentation du terme aux personnes interrogées dans le cadre du sondage, les responsables du projet ont demandé aux enquêteurs de s'appuyer sur la définition qu'en a donnée le GIEC, soit : « l'ensemble des mesures politiques et des pratiques du quotidien qui évitent la demande en énergie, en matériaux, en sols et en eau, tout en assurant le bien-être pour tous dans les limites planétaires »[2].

Enfin, définir des **modalités** qui permettent de contacter effectivement les personnes concernées et de leur permettre d'exprimer leur pensée **en toute confiance**.

Après examen des différentes hypothèses envisageables, le choix s'est porté sur une interrogation/conversation par **téléphone** – fixe et surtout mobile-.

Cette formule a paru en effet la plus adaptée à la spécificité de ce sondage, en permettant d'une part de surmonter les difficultés de contact avec les personnes concernées – le mobile est souvent le seul « point fixe » pour des personnes sans domicile – et d'autre part d'humaniser, par l'échange oral, le recours à un questionnaire.

Des **précautions spécifiques** ont été prises pour lever certaines difficultés potentielles, par exemple :

Pour prévenir une éventuelle inquiétude quant à l'objet de l'entretien (par exemple craintes de révision des aides perçues) : il n'a pas été demandé à la personne contactée de donner son revenu précis pour déterminer si elle était ou non dans le champ du sondage. Des **classes de revenus** lui ont été proposées en fonction de la composition du foyer, à l'intérieur desquelles elle a pu se placer (classes établies par combinaison des références utilisées pour le seuil de pauvreté, pour le RSA, etc), ce qui permettait de déterminer de manière non intrusive si la personne était ou non dans le champ de l'enquête.

Pour éviter des difficultés de compréhension : une grande attention a été portée au contenu du questionnaire ; sur la base des thèmes définis par l'équipe projet – cf infra – la formulation définitive des questions, le rythme d'interrogation, les modes d'énonciation des propositions ont fait l'objet d'un **test** suivi des ajustements apparus comme souhaitables.

1 Voir notamment les études d'ATD Quart Monde, particulièrement sur *Les dimensions cachées de la pauvreté* (2019), ainsi que l'enquête participative de l'INSEE, Document de travail n°2023-02, octobre 2023 menée conjointement par ATD Quart Monde et le Secours Catholique – Caritas France (SCCF).

2 GIEC, 2023, *Résumé à l'intention des décideurs du Rapport de synthèse du sixième Rapport d'évaluation du GIEC*, GIEC, Genève, Suisse, p.29.

b. LA RÉALISATION DU SONDAGE

Trois instituts de sondage de qualité ont répondu à la consultation ouverte par Pacte civique. Après appréciation de la qualité méthodologique des propositions et de la prise en compte des précautions requises afin d'assurer celle des échanges avec les personnes concernées, l'institut Viavoice a été retenu.

Les personnes interrogées

L'enquête a été menée du 26 mai au 6 juin 2023, auprès de 478 personnes issues, après interrogation sur les classes de revenus, d'un échantillon national de 2086 personnes, représentatif de la population âgée de 18 ans et plus[1].

L'échantillon retenu pour l'enquête – revenu inférieur ou égal au seuil de pauvreté – est ainsi composé :

→ 41 % d'hommes et 59% de femmes (vs 48% et 52% dans l'échantillon général) ;

→ 18 % entre 18 et 24 ans (vs 10%), 15% entre 25 et 34 ans (vs 15%), 23% entre 35 et 49 ans (vs 24%), 24% entre 50 et 64 ans (vs 24%), 21% au-dessus de 60 ans (vs 27%) ;

→ 31% sont des inactifs hors retraités (vs 14%) 30 % sont des actifs CSP (vs 29%), 19 % sont des actifs CSP+ (vs 29%), 20% des retraités (vs 28%) ;

→ La répartition régionale est la suivante : région parisienne :17%, Nord Est : 21%, Ouest : 22%, Sud-Ouest : 15%, Sud Est : 25% (les chiffres de l'échantillon général sont respectivement 18%, 22%, 23%, 11%, 26%) ;

→ 16% des personnes de l'échantillon du sondage vivent en région parisienne (taux identique à celui de l'échantillon général), 34% dans des communes de plus de 100 000 habitants hors RP, 13% dans des communes 20 000 – 99 999 habitants, 16% dans des communes 2000 – 19 999, et 21% dans des communes de moins de 2000 habitants (respectivement 30%, 15%, 18%, 21% dans l'échantillon général).

1 Représentativité de l'échantillon national assurée par la mise en place de quotas sur les critères de sexe, âge et profession.

Le contenu du questionnaire

Le questionnaire a été travaillé minutieusement, en tenant compte des points d'attention spécifiques mentionnés ci-dessus.

Certaines des questions permettent de faire écho aux sondages précédemment menés par Pacte civique ainsi qu'aux travaux des experts du climat.

9 thèmes ont ainsi été proposés à l'appréciation de la personne interrogée :

→ Son niveau de préoccupation sur plusieurs sujets identifiés, dont le dérèglement climatique et la perte de la biodiversité ;

→ Sa perception de l'adéquation aux besoins de son niveau de consommation ;

→ Les domaines dans lesquels la personne se sent principalement limitée ou restreinte ;

→ L'existence – ou non – de raisons autres que financières d'une limitation de sa consommation ;

→ Les domaines, s'il y en a, dans lesquels la personne limite sa consommation pour des raisons autres que financières ;

→ Les raisons autres que financières, s'il y en a, qui l'amènent à limiter sa consommation ;

→ Les domaines dans lesquels la personne est le plus prête à réduire encore sa consommation ;

→ Les actions que les Pouvoirs Publics devraient appliquer en priorité pour aider les citoyens à être plus sobres (illustration par 9 propositions et ouverture libre à d'autres suggestions) ;

→ Conformément au cadrage d'amont, la formulation de ces questions et leur mode d'énonciation ont fait l'objet d'un test et d'ajustements avant d'être finalisés et mises en œuvre.

02. LES ENSEIGNEMENTS DU SONDAGE

On peut au préalable relever un intérêt marqué pour l'exercice proposé : les personnes contactées ont effectivement répondu aux questions de l'enquête, jusqu'au bout du questionnement ; aucune difficulté particulière n'a été signalée par les enquêteurs.

Les résultats apportent tout d'abord une **confirmation de résultats attendus :**

→ La baisse du pouvoir d'achat est une préoccupation majeure pour 85% des répondants ;

→ 55 % estiment leur consommation inférieure à leurs besoins ;

→ Principalement dans le champ alimentaire (57%) et dans les loisirs vacances (45%).

Mais aussi **l'émergence de résultats moins prévisibles :**

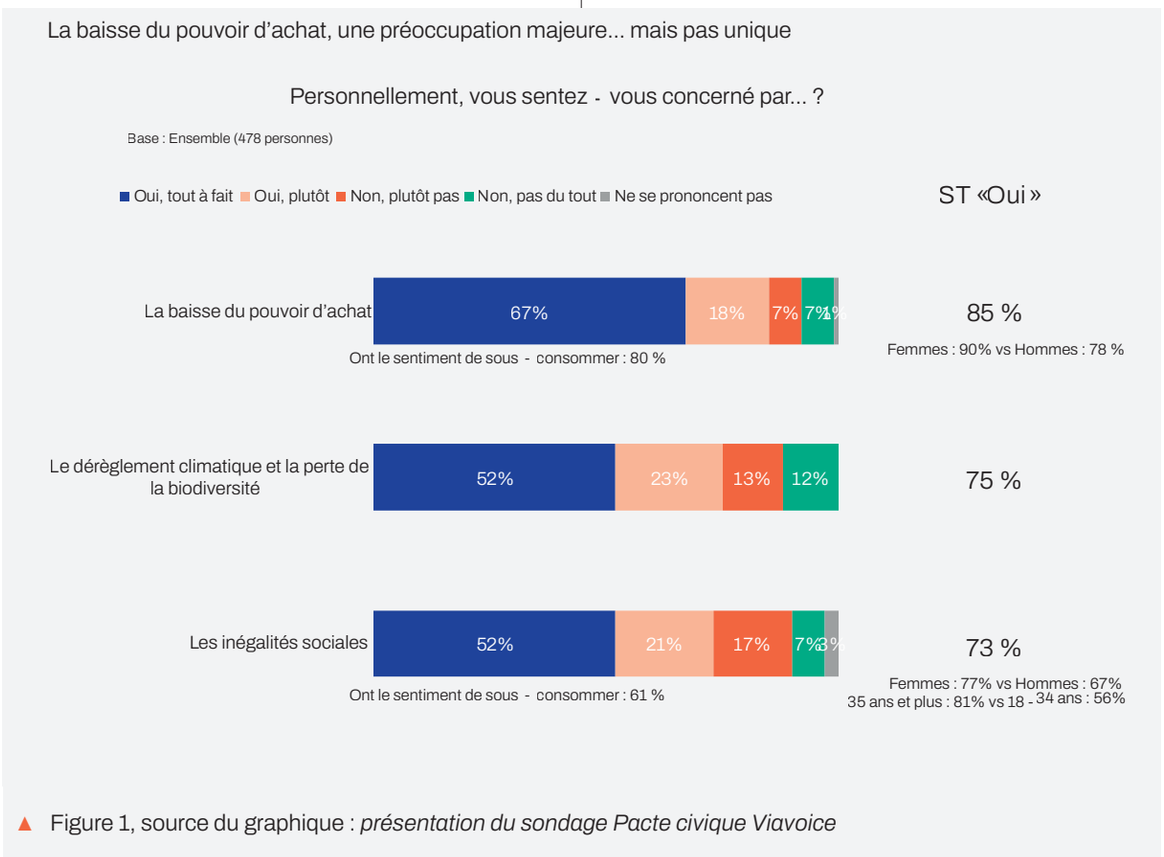
→ 75% se sentent concernés par le dérèglement climatique et la perte de la biodiversité, un niveau équivalent, voire légèrement supérieur – à celui relatif aux inégalités sociales (73%) ;

→ 85% font attention à limiter leur consommation pour des raisons autres que financières, principalement pour limiter le gaspillage (58%) et pour limiter leur empreinte écologique (46%) ;

→ 86% se déclarent prêts à **faire des efforts supplémentaires**, notamment en ce qui concerne l'eau et l'énergie (39%) ou les vêtements (34%) ;

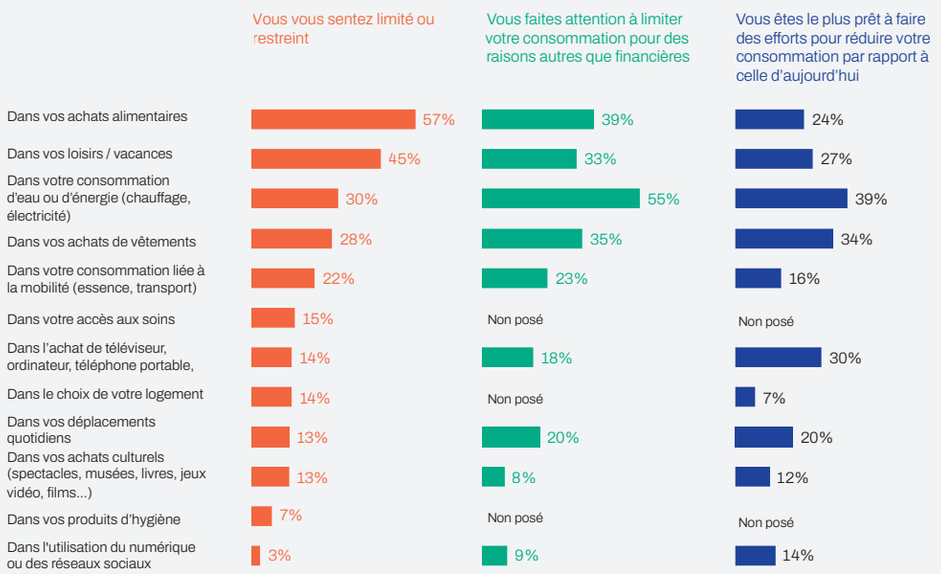
→ En revanche, le choix d'un logement (7%), les achats culturels (12%), l'utilisation des réseaux sociaux (14%) , la consommation d'essence et de transport (16%) ne peuvent que très difficilement à leurs yeux faire l'objet d'efforts de sobriété supplémentaires.

Les figures 1 et 2 reprennent l'ensemble de ces éléments de manière synthétique.



▲ Figure 1, source du graphique : *présentation du sondage Pacte civique Viavoice*

Contrainte , autolimitation et inclination à faire davantage d'efforts par domaine
Domaines dans lesquels...



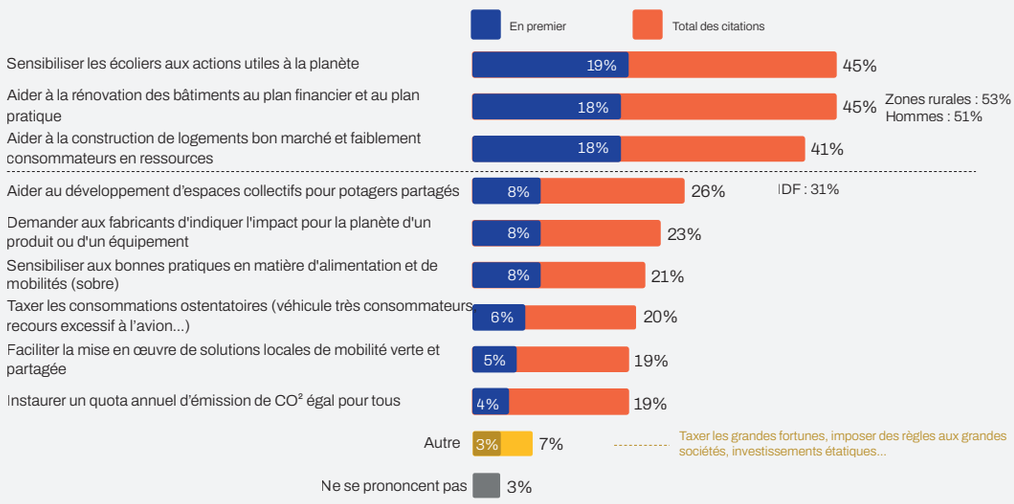
▲ Figure 2, source : *présentation du sondage Pacte civique Viavoice*

Pédagogie à l'école, rénovation des bâtiments et construction de nouveaux logements : les options les plus appréciées pour les pouvoirs publics face au défi de sobriété

Parmi les propositions suivantes, qu'elles sont celles que les pouvoirs publics devraient appliquer en priorité pour aider les citoyens à être plus sobres ?

Base : Ensemble (478 personnes). 3 réponses possibles. Total supérieur à 100%.

Définition présentée de la sobriété : La sobriété, telle que définie par le Giec (Groupement intergouvernemental qui rassemble des scientifiques du monde entier sur le climat), incite à poser et accepter des limites à l'exploitation de la nature, à la recherche du seul intérêt personnel, à la satisfaction infinie et instantanée des désirs. La sobriété acceptée, revendiquée, s'oppose à l'austérité imposée aux plus faibles. C'est une conviction qui conduit à consommer avec plus de discernement pour mieux partager les richesses produites.



▲ Figure 3, source du graphique : *présentation du sondage Pacte civique Viavoice*

Il est intéressant de regarder plus précisément **le champ de ce qui ne peut faire l'objet d'efforts supplémentaires aux yeux des personnes interrogées** : choix d'un logement, achats culturels, utilisation des réseaux sociaux, consommation d'essence et de transport. On voit en effet se dessiner clairement deux sous-ensembles très différents :

S'agissant du **logement,** les personnes en situation de pauvreté notent parallèlement qu'elles attendent des pouvoirs publics qu'ils aident concrètement à la rénovation des bâtiments (45%) et à la construction de logements bon marché et peu consommateurs de ressources (41%). Implicitement, elles disent qu'en ce domaine, elles sont impuissantes à agir seules vers plus de sobriété.

S'agissant en revanche des autres rubriques pour lesquelles les personnes interrogées déclarent qu'elles ne sont pas prêtes à des efforts supplémentaires, **achats culturels, utilisation des réseaux sociaux, consommation d'essence et de transport**, on peut noter qu'elles s'articulent toutes autour de la mobilité et de la relation à autrui : ces réponses suggèrent le **refus de sacrifier le tissage de liens et l'ouverture aux autres.**

Interrogées à partir de plusieurs propositions sur **les actions que les Pouvoirs Publics devaient mettre en œuvre pour aider les citoyens à être plus sobres**, les personnes interrogées souhaitent également , au-delà d'actions majeures sur le logement, que les pouvoirs Publics interviennent pour faciliter la diffusion des comportements appropriés : sensibilisation des écoliers : (45%), sensibilisation aux bonnes pratiques en matière d'alimentation et de mobilité (21%) ou pour mettre en œuvre des signaux d'alerte (Éco-score 23%), (Figure 3).

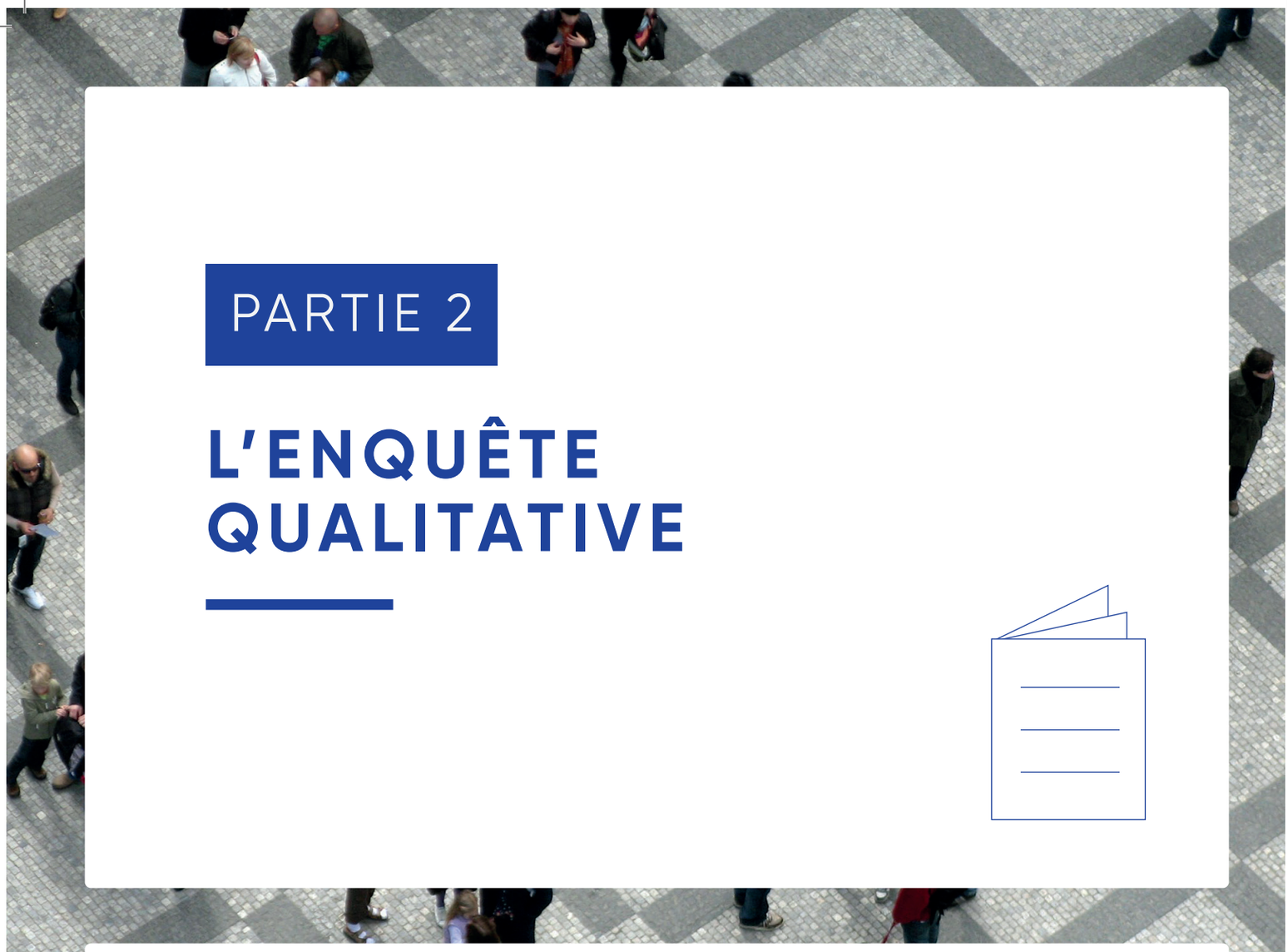
03. CONCLUSION DE L'ENQUÊTE QUANTITATIVE

Les réponses apportées dans le cadre de ce sondage par des personnes vivant au seuil de pauvreté – ou en dessous – font ainsi apparaître, de manière parfois inattendue :

- L'ampleur du nombre des répondants (3 sur 4) qui se déclarent préoccupés par le dérèglement climatique et de la perte de la biodiversité ;
- Une sobriété de fait déjà substantielle, par nécessité mais aussi par choix citoyen ;
- Une disponibilité à contribuer à des dispositions concrètes ;
- Un attachement vital au maintien de liens avec autrui ;
- Une attente forte vis-à-vis des pouvoirs publics.

Ces résultats ont confirmé l'intérêt de poursuivre au-delà de l'enquête d'opinion, pour mener une enquête qualitative approfondie, en engageant la deuxième partie du projet, celle des entretiens semi directifs avec des personnes en situation de précarité.

© Unsplash



PARTIE 2

L'ENQUÊTE QUALITATIVE

Introduction

ENJEUX DE LA SOBRIÉTÉ DANS LES MILIEUX POPULAIRES

La transition écologique repose de plus en plus explicitement sur des politiques visant à encourager la sobriété des usages, qu'il s'agisse de consommation d'énergie, d'eau, de mobilité ou d'alimentation. Dans ce contexte, les milieux populaires sont placés au cœur des interrogations sociales et politiques que suscitent ces transformations à l'œuvre. Leur place est cependant ambivalente : d'une part, elles sont désignées en tant que populations particulièrement vulnérables aux effets des crises écologiques et des ajustements socio-économiques qui les accompagnent ; d'autre part, en tant qu'acteurs déjà engagés dans des pratiques de sobriété de fait, souvent issues de stratégies de gestion des ressources contraintes.

Les débats publics et les discours institutionnels tendent parfois à envisager cette question de manière trop binaire. Deux figures principales en ressortent. D'un côté, celle d'une sobriété « choisie », mise en avant dans les milieux les plus aisés ou engagés politiquement dans la transition, valorisée comme le fruit d'une démarche volontaire et responsable. De l'autre, celle d'une sobriété « subie », assignée aux plus précaires, réduits à restreindre leurs usages sous la contrainte de ressources insuffisantes. Cette opposition réductrice masque toutefois la complexité des situations vécues, ainsi que la diversité des arbitrages et des significations sociales que ces pratiques revêtent au quotidien.

En réalité, les situations observées dans les milieux populaires révèlent une pluralité de formes de sobriété qui ne peuvent se laisser réduire à des oppositions trop schématiques. On y rencontre des pratiques de restriction contrainte, mais aussi des formes de rationalisation domestique, des arbitrages minutieux entre dépenses prioritaires, des régulations collectives dans les solidarités

© Unsplash

familiales ou amicales, ainsi que des formes de fierté de savoir « se débrouiller ». La sobriété peut alors être revendiquée comme un savoir-faire, une transmission familiale, une manière d'éviter le gaspillage, d'assurer la durabilité des objets ou de préserver des ressources alimentaires par l'économie des restes. Ces dimensions sont souvent associées à un « bon sens populaire » qui valorise l'économie sans pour autant rechercher la privation.

L'enquête qualitative s'attache ainsi à sortir des cadres trop réducteurs, en s'intéressant aux pratiques effectives des personnes concernées et à la manière dont elles les qualifient, les justifient ou les questionnent. Il ne s'agit pas ici de plaquer des catégories d'analyse extérieures aux réalités vécues, mais de restituer les usages concrets des notions de « sobriété » et de « pauvreté », tels qu'ils apparaissent dans les discours des enquêtés eux-mêmes. Cette démarche permet d'appréhender les logiques d'action situées, les ressources mobilisées, les arbitrages opérés, les idéaux exprimés et les contraintes auxquelles les personnes doivent faire face.

Les pratiques de sobriété ne se réduisent pas à une simple limitation des consommations imposée par la rareté des ressources financières. Elles s'inscrivent dans des économies domestiques complexes, mouvantes, où se croisent des formes d'optimisation quotidienne, des savoir-faire transmis, des solidarités familiales et de voisinage, ainsi que des arbitrages constants entre besoins fondamentaux, aspirations à la dignité et pratiques citoyennes revendiquées.

La sobriété populaire ne peut être abordée sans comprendre la dimension morale et collective des choix opérés et des pratiques de consommation. Ce qui est perçu comme « superflu » dans une configuration, peut être considéré comme une norme minimale de confort ou de dignité dans une autre. De nombreux enquêtés revendiquent ainsi le droit à certains usages parfois considérés comme de « confort » comme relevant non de pratiques à bannir, mais de conditions minimales de reconnaissance sociale et d'appartenance à la collectivité.

Dans ce cadre, les politiques publiques de sobriété risquent, lorsqu'elles sont conçues sans une connaissance fine des réalités populaires, d'être perçues comme de nouvelles formes d'injonctions inégalitaires, voire de stigmatisation supplémentaire. Certaines mesures, notamment celles visant à restreindre l'accès à certains biens ou services au nom de l'environnement, peuvent être interprétées comme des atteintes à la dignité ou à l'égalité des droits.

Les tensions qui traversent ces situations ne sont pas anecdotiques. Elles structurent en profondeur la façon dont les individus perçoivent et vivent les politiques de transition. D'un côté, une sensibilité à la protection des ressources est souvent présente, fondée sur des pratiques domestiques, parfois de longue date. De l'autre, subsiste un sentiment d'injustice lorsque les efforts demandés apparaissent comme ignorant les sacrifices déjà consentis au quotidien par les personnes concernées.

La manière dont les politiques publiques sont perçues par les personnes interrogées reflète et amplifie ces tensions sous-jacentes. Nombre d'enquêtés expriment une forme d'incompréhension face à des mesures qu'ils considèrent comme déconnectées de leur réalité quotidienne. La perception selon laquelle les ménages populaires seraient invités à réduire encore leur consommation pendant que d'autres catégories sociales continuent de bénéficier de modes de vie couteux en ressources alimente un sentiment de décalage, voire de défiance. Ce constat nourrit une critique plus globale de l'équité des politiques de transition, parfois perçues comme s'appliquant de manière inégalitaire selon les positions sociales.

Au-delà de la seule critique des mesures, plusieurs enquêtés insistent sur l'absence de reconnaissance de leurs propres efforts quotidiens. Ils expriment le besoin d'être entendus non seulement comme des « bénéficiaires » des politiques sociales, mais aussi comme des acteurs ayant développé des compétences pratiques dans la gestion des ressources.

L'enquête qualitative poursuivait trois objectifs principaux. Le premier était de décrire et de comprendre les pratiques effectives des personnes enquêtées, leurs arbitrages quotidiens, leurs contraintes concrètes mais aussi leurs ressources et leurs savoir-faire. Le deuxième était de recueillir des témoignages permettant aux enquêtés d'exprimer leurs propres analyses critiques et propositions à l'égard des politiques publiques. Le troisième objectif consistait à analyser transversalement l'ensemble des matériaux recueillis afin de dégager les conditions sociales et politiques de recevabilité des politiques de sobriété.

L'ensemble de ces objectifs a conduit à privilégier une méthode d'enquête qualitative, centrée sur des entretiens semi-directifs approfondis. Le dispositif méthodologique s'est appuyé sur la mobilisation de co-enquêteurs issus des milieux associatifs ou des territoires concernés afin de garantir une véritable chaîne de confiance. L'ensemble des entretiens s'est déroulé dans un cadre garantissant la confidentialité stricte des propos recueillis et le respect de l'anonymat des

participants. Une attention particulière a été portée au rythme des échanges, au respect des temporalités individuelles, ainsi qu'à la diversité des profils et des trajectoires représentées. Cette pluralité constitue une ressource essentielle pour restituer la complexité des expériences de sobriété vécues.

L'analyse des matériaux recueillis fait apparaître un ensemble de tensions structurantes. D'une part, une forte sensibilité aux enjeux environnementaux est présente chez de nombreux enquêtés, souvent exprimée sous la forme de pratiques de bon sens, de lutte contre le gaspillage, ou d'éducation familiale à la gestion des ressources. D'autre part, les politiques publiques sont souvent perçues comme éloignées des réalités concrètes, voire comme déconnectées des arbitrages réels auxquels les personnes sont confrontées. Cela invite à considérer la sobriété non comme une norme uniforme à appliquer indistinctement, mais comme un objet d'enquête ancré dans les pratiques, les discours et les épreuves sociales des personnes concernées.

01. MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE QUALITATIVE

a. CADRAGE ET PRÉCAUTIONS MÉTHODOLOGIQUES

La quantification est essentielle pour saisir l'ampleur et les évolutions du phénomène de la pauvreté, ainsi que pour justifier la mise en place de politiques à l'égard des personnes en situation de pauvreté. Une grande quantité d'indicateurs de pauvreté ont été élaboré par différentes institutions ou groupes de recherche, que l'on peut regrouper en trois grandes catégories : les indicateurs monétaires (revenus fiscaux, ressources financières, etc.), les indicateurs des conditions de vie (comme ceux établis par l'INSEE), ou les indicateurs administratifs (par exemple, le nombre de personnes bénéficiaires des minimas sociaux). Pour autant, les recherches, nombreuses, sur la pauvreté, ont mis en avant l'importance de ne pas se limiter aux seuls indicateurs quantitatifs pour y intégrer à la fois la critique des limites de ces indicateurs, mais aussi les évolutions historiques et relationnelles des processus sociaux à l'œuvre dans la définition et le traitement de la pauvreté.

Le sociologue Serge Paugam rappelle, dans son livre *La disqualification sociale*, paru pour la première fois en 1991, que la notion de pauvreté, par sa grande ambiguïté et ses usages multiples, doit faire l'objet d'une grande prudence quant à ses usages en sociologie, la qualifiant de prénotion au sens que donnait Émile Durkheim à ce terme. C'est pourquoi, selon S. Paugam, il est nécessaire d'éviter l'écueil d'une catégorisation trop rigide de populations « dont on sait pertinemment par ailleurs que les frontières qui les distinguent des autres groupes sociaux ne sont jamais claires et valables une fois pour toutes » (2017). Le sociologue appelle à porter une attention particulière au risque de réification des catégories sociales. Pour s'en prémunir, il convient de s'éloigner d'une approche substantialiste de la pauvreté, pour réinsérer le caractère historique et relationnel des processus sociaux qui conduisent notamment à la disqualification sociale de ces populations, en s'inspirant des travaux fondateurs du sociologue allemand Georg Simmel.

Pour G. Simmel, l'hétérogénéité des situations de pauvreté doit interdire d'en produire une définition partant de la caractérisation des pauvres, faisant courir le risque de séparer ce groupe du reste de la société : « ce groupe ne demeure pas uni par l'interaction de ses membres, mais par l'attitude collective que la société, en tant que tout, adopte à son égard » (1907). Ainsi défini, ce groupe social appartenant pleinement au tout de la société, il ne peut plus en être distingué, et le destin de ce groupe est alors inextricablement lié au destin de l'ensemble des membres de la société. Le sociologue Robert Castel, dans son ouvrage majeur *Les métamorphoses de la question sociale* (1995), parlera des « désaffiliés » : « la question sociale se pose explicitement sur les marges de la vie sociale, mais elle "met en question" l'ensemble de la société ». En insistant sur les formes sociohistoriques du réseau d'interdépendances entre les pauvres et le reste de la société, les deux auteurs mettent en lumière la nécessité d'inclure dans l'analyse les formes sociales institutionnelles qui visent la catégorisation des pauvres, dans une société donnée, à un moment spécifique de son histoire. R. Castel ajoutant à l'approche de G. Simmel une attention portée à l'expérience sociale vécue, telle que l'incertitude du lendemain.

La prise en compte de l'hétérogénéité des groupes et des expériences désignées sous la notion de « pauvreté » doit permettre de porter une attention toute particulière à la façon dont les personnes pensent, divisent et hiérarchisent la société et les groupes et sous-groupes

qui la composent. Ces logiques d'exclusion et de distinction sont essentielles à investiguer pour parvenir à mieux comprendre les tendances à l'adhésion ou à la résistance d'un groupe à certaines idées ou à certains changements sociaux. L'origine sociale de nos catégories et de nos formes de classifications doit nous conduire à ne pas dissocier les pratiques décrites par les enquêté(e)s (par exemple les choix de consommation) des jugements moraux, du sens de la justice et des normes qui leur donnent leur sens, et constituent une économie morale des pratiques subalternes.

La dernière recommandation concerne la réflexivité que les enquêteurs doivent mettre en place pour contrôler la façon de recueillir et d'analyser les données. Les sociologues Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, dans leur étude *Le savant et le populaire* (1989) mettent en garde contre les deux tendances qui menacent les études sur les classes populaires : d'un côté, la tendance au populisme qui, sous couvert d'une forme de célébration de l'authenticité et de la richesse inaperçue du goût et des pratiques populaires, nie ou oublie la dimension dominée de ces cultures ; de l'autre, la tendance à ne saisir ces cultures qu'en termes de manque ou de nécessité, cédant alors au misérabilisme. Contrôler les effets de la distance des enquêteurs au monde social des personnes enquêtées passe alors par le souci de toujours repartir de la façon dont les acteurs eux-mêmes catégorisent le monde social et leurs pratiques, ici tout particulièrement les notions de « sobriété » et de « pauvreté ».

Le style des entretiens choisi est donc d'orientation praxéologique[1], c'est-à-dire tournés vers les pratiques concrètes, les expériences situées, ancrées, des personnes. L'une des caractéristiques de ce type d'entretien est de ne pas se centrer exclusivement sur l'individu, mais vers les difficultés et tensions qu'il rencontre, avec d'autres, en pratique, et qui font émerger des processus critiques ou des dispositions morales au cœur même des expériences vécues. Ceci permettant de déboucher, en fin d'entretien, sur des propositions des enquêté(e)s formulées en lien avec ces pratiques, mais aussi sur une dimension plus globale, aussi bien pour la personne que pour l'ensemble de la société.

La démarche étant inductive, au sens d'une démarche « dynamique d'allers-retours, d'ajustements constants entre la formulation des hypothèses de recherche, l'élaboration de catégories conceptuelles, l'analyse et l'accumulation progressive des données issues du terrain »[2], il ne s'agit pas d'obtenir une représentativité statistique, mais bien, en partant des situations contrastées, de rechercher des données significatives au regard de l'objet de l'enquête. L'enquête ne s'arrête donc pas après un nombre strictement prédéfini d'entretiens, mais au moment de saturation, c'est-à-dire lorsque les entretiens ne fournissent plus d'apport significatif à la question de départ.

Durant ces entretiens, d'une à deux heures, les personnes sont invitées à partager leurs expériences et savoirs propres autour de questions pratiques, portant notamment sur leur réception des nouvelles demandes de sobriété, les effets sur leur quotidien des débats et controverses autour de ces questions, sur les pratiques qu'elles souhaitent voir abandonnées et celles qu'elles veulent conserver ou renforcer, ainsi que sur les propositions et les demandes qu'elles formulent pour une société plus inclusive et plus juste. La situation d'entretien est une co-construction entre une personne enquêtrice et une personne enquêtée : la formulation des questions, le rythme de l'entretien et le type de réponse formulée sont sans cesse ajustés, afin de permettre le maintien d'une relation de confiance et le respect de la parole recueillie et de la temporalité des personnes.

b. CRITÈRE D'INCLUSION ET DISPOSITIF D'ENQUÊTE

Afin de respecter notre approche relationnelle de la pauvreté, les personnes interrogées ont toutes été incluses non sur un critère monétaire, mais sur un critère qualitatif : elles devaient, au moment des entretiens, avoir recours à des formes instituées de solidarité, c'est-à-dire bénéficier de dispositifs solidaires de type associatif, quelles qu'en soient la forme ou les raisons. L'ensemble des personnes a ainsi été approché par interconnaissance au sein de réseaux locaux associatifs. Ce mode d'inclusion permet de s'appuyer sur des situations relationnelles concrètes, mais n'inclut pas l'ensemble des personnes en situation de pauvreté, notamment celles durablement éloignées de tout dispositif d'accompagnement.

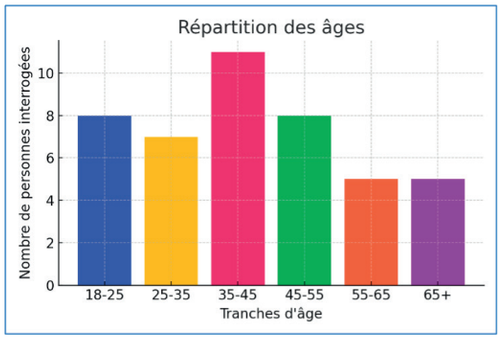
1 Cyril Lemieux, *La sociologie pragmatique*, coll. Repères, Paris, La Découverte, 2018.

2 Janine Barbot, « Mener un entretien de face à face », dans Serge Paugam (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, p. 115-141.

Un guide pour les entretiens a été élaboré en amont de la phase de terrain afin d'assurer la cohérence de l'enquête, tout en laissant une large place à l'adaptabilité nécessaire aux échanges. Ce guide proposait une trame de thématiques à aborder systématiquement, sans pour autant figer ni l'ordre ni la formulation des questions. Cette trame se présente comme une liste de questions regroupées par thème. Les questions n'ont pas nécessairement été posées dans l'ordre ; chaque question est reformulée au cours même de la situation d'entretien, et selon le jugement de l'enquêteur quant à ce qui lui semble possible de dire ou de ne pas dire au cours même de l'échange ; toutes les questions ne seront pas nécessairement posées, quand d'autres émergeront lors de l'échange. Ainsi, la trame d'entretien n'est pas un « outil figé », mais un « outil évolutif dans lequel certaines questions présentes au début de l'enquête seront progressivement reléguées, tandis que d'autres apparaîtront ou s'étofferont. » (Ibid.).

Au total, 44 personnes ont été interrogées, dans 37 entretiens, dont 3 entretiens collectifs regroupant de deux à cinq participants. Les entretiens, d'une durée moyenne d'environ une heure, ont été systématiquement enregistrés, retranscrits dans leur intégralité, résumés et classés thématiquement pour l'analyse. À l'issue de cette phase de retranscription, le corpus s'est constitué de 1400 pages d'entretiens, complétées par 72 pages d'extraits thématiques issus du travail de codage réalisé pour l'analyse et la sélection des verbatim contenu dans le présent rapport.

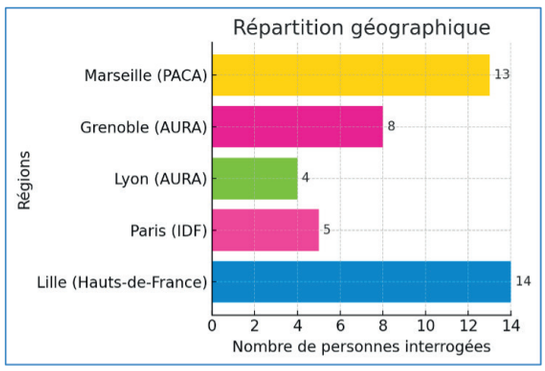
L'échantillon rassemble une diversité significative de situations sociales. Sur les 44 personnes interrogées, 23 sont des femmes et 21 des hommes. Les âges, les niveaux de diplôme, les situations professionnelles et les sources de revenus sont variés. Des personnes étrangères ont également été intégrées à l'enquête (n=9), participant à la richesse des témoignages recueillies. L'ensemble de ces éléments assure une approche large de différentes formes de précarité.



▲ Figure 1 : *Répartition des âges.*

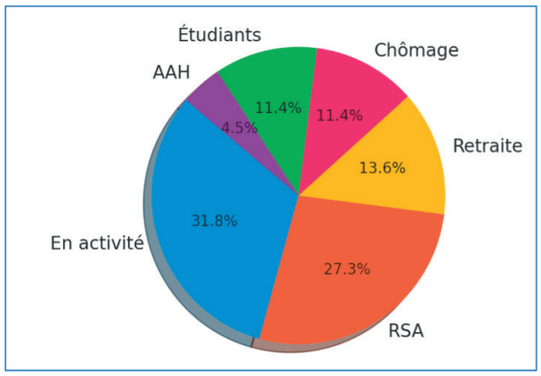
Personne la plus jeune : 19 ; la plus âgée : 78.

Sur le plan géographique, l'enquête s'est déployée dans plusieurs territoires urbains et périurbains, reflétant une diversité de contextes locaux. Les entretiens ont été principalement conduits dans les régions de Lille, Marseille, Grenoble, Paris et Lyon. Cette diversité territoriale contribue à renforcer la pluralité des situations et des expériences recueillies.



▲ Figure 2 : *Les régions de l'enquête.*

***Lille** (Béthune, Wattignies, Tourcoing...) : n=14 ; **Marseille** : n=13 ; **Grenoble** (Voiron, Échirolles, ...) : n=8 ; **Paris** (Chaville, Nanterre, Châtillon...) : n=5 ; **Lyon** (Vénissieux, Vienne, ...) : n=4*



▲ Figure 3 : *Source principale de revenu des personnes interrogées.*

En activité : 14 ; Allocataires RSA : 12 ; Allocation de retraite : 6 ; Allocataires chômage 5 ; Étudiants : 5 ; Allocataires AAH : 2

c. LA PARTICIPATION DE CO-ENQUÊTEURS

Afin de favoriser l'accès au terrain et de garantir une qualité d'écoute maximale lors des entretiens, l'enquête a mobilisé un dispositif intégrant des co-enquêteurs issus des territoires et des milieux associatifs concernés. Ces co-enquêteurs et co-enquêtrices, au nombre de quatre, ont joué un rôle déterminant à plusieurs niveaux de la démarche.

Leur présence a d'abord permis d'instaurer un climat de confiance propice à la prise de parole. En partageant certaines connaissances et spécificités des contextes locaux, ils ont facilité l'entrée en relation avec les participants et levé certains obstacles à la participation, en particulier auprès de personnes habituellement peu sollicitées dans les dispositifs d'enquête classiques ou rétives à des situations d'entretien pouvant être perçues comme proches de situations scolaires ou d'entretiens administratifs.

Au-delà de cette facilitation d'accès, les co-enquêteurs ont également contribué à la conduite même des entretiens. Le rythme des échanges, la formulation des questions et la profondeur des thèmes abordés ont pu être ajustés en temps réel, en fonction des attentes, des disponibilités et des sensibilités de chaque personne interrogée. Cette capacité d'adaptation et de tact a permis de respecter la parole des enquêtés, d'éviter les surinterprétations et de laisser émerger des expressions souvent plus libres et plus nuancées.

d. LES PRINCIPES ÉTHIQUES ET DÉONTOLOGIQUES DE L'ENQUÊTE

Tout au long du processus d'enquête, une vigilance constante a été portée aux enjeux éthiques et déontologiques, dans le souci de garantir la protection des personnes interrogées et la qualité des données recueillies. Dès le premier contact, les participants ont été informés des objectifs de la recherche, du déroulement des entretiens et de l'usage des matériaux recueillis. Aucun entretien n'a été mené sans l'accord explicite et éclairé des personnes concernées.

L'enregistrement systématique des entretiens a été réalisé avec l'accord des participants, qui conservaient la possibilité de refuser à tout moment. Une fois les retranscriptions effectuées, les enregistrements audio ont été détruits, conformément aux engagements pris. Les verbatim retranscrits dans le présent rapport ont fait l'objet d'une anonymisation rigoureuse, garantissant l'absence de tout élément permettant d'identifier les personnes interrogées. Tous les prénoms ont été modifiés afin d'assurer la discrétion et la protection des personnes concernées, dans le respect de la parole donnée.

Le rythme et la durée des entretiens ont été systématiquement ajustés aux disponibilités et au confort des participants, dans le respect des temporalités individuelles.

L'ensemble des données recueillies a été traité selon des protocoles de conservation sécurisée, avec un accès limité aux seuls membres de l'équipe projet directement impliqués dans le traitement des données. Ce cadre éthique rigoureux visait à instaurer une relation de confiance durable avec les personnes rencontrées, condition indispensable à la qualité et à la profondeur des matériaux collectés.

Dans ce type d'enquête, la qualité des matériaux recueillis repose largement sur la solidité de la relation de confiance établie avec les participants. Cette confiance

s'est construite progressivement, à travers une chaîne d'intermédiation sécurisante où chaque acteur (du co-enquêteur de terrain à l'équipe projet, en passant par des structures associatives ou des relais locaux passeurs) garantissait un cadre protecteur, respectueux de la parole donnée.

e. LE TRAITEMENT ET L'ANALYSE DES MATÉRIAUX

L'analyse des matériaux recueillis a reposé sur une démarche inductive attentive aux propos des enquêtés, à la richesse des situations évoquées et à la pluralité des justifications exprimées. Une fois l'ensemble des retranscriptions finalisées, le corpus a fait l'objet d'un travail systématique de codage thématique visant à organiser les données autour des grands enjeux identifiés au fil des entretiens.

Plutôt que d'appliquer des grilles d'analyse prédéterminées, le traitement des matériaux s'est construit progressivement, à partir des formulations mêmes des participants. Cette logique ouverte de codification a permis de repérer des récurrences, des tensions et des registres d'arbitrage revenants dans les récits, tout en respectant la spécificité des paroles individuelles. **Les extraits thématiques issus de ce travail ont servi de base pour alimenter l'analyse transversale présentée dans les chapitres du rapport.**

L'approche a ainsi cherché à restituer, au plus près, les manières dont les personnes interrogées donnent sens à leurs pratiques de sobriété, aux contraintes qu'elles rencontrent et aux politiques qui les affectent.

Le volume des matériaux collectés, la diversité des expériences recueillies, la richesse des expériences décrites et la récurrence de certains motifs argumentatifs permettent d'en dégager des régularités robustes, une pluralité de positions, et de formuler des analyses transversales étayées. Ces résultats constituent ainsi une contribution à la compréhension des tensions sociales autour des politiques de sobriété, tout en laissant ouvertes les possibilités de comparaison et de généralisation prudente à d'autres contextes et pour d'autres enquêtes.

02. RÉCEPTIONS DES NOTIONS DE « SOBRIÉTÉ » ET DE « PAUVRETÉ »

Ce chapitre s'attache à restituer la manière dont les personnes interrogées comprennent, mobilisent ou discutent les notions de sobriété et de pauvreté, dans le contexte de la transition écologique. L'enjeu n'est pas ici de poser des définitions normatives, mais d'éclairer la diversité des significations attribuées à ces mots lorsqu'ils sont saisis dans des récits de vie, des expériences situées, ou dans des prises de position plus critiques. Que disent les personnes concernées elles-mêmes ? Qu'en est-il lorsque ces termes rencontrent le langage ordinaire, les vécus quotidiens, ou les formes d'engagement, de retrait ou de critique ?

Nous avons choisi de partir des mots que les personnes utilisent elles-mêmes, et de leur manière de se situer, ou non, par rapport à ces catégories. Pour cela, les enquêteurs et enquêtrices ont systématiquement posé la question : « Que vous évoque le mot sobriété ? » ou encore « Est-ce que vous vous considérez comme pauvre ? »

En répondant à ces questions, les personnes ne livrent pas seulement une opinion, mais un point de vue situé, façonné par des expériences, des épreuves sociales ou encore des systèmes de valeurs pris dans des rapports entre groupes sociaux. Ce sont ces rapports concrets aux mots qui nous intéressent ici : les adhésions, les hésitations, les rejets, les glissements de sens, les reformulations. Il s'agit de saisir comment ces notions sont reçues, comprises, contestées ou transformées.

Ce chapitre s'organise en deux temps. La première partie est consacrée à la réception de la notion de sobriété, entre appropriation éthique et critique des injonctions. La seconde porte sur le terme de pauvreté, souvent contesté, parfois réapproprié, mais toujours discuté à partir de situations concrètes. L'ensemble vise à restituer la diversité des usages sociaux de ces mots.

a. SOBRIÉTÉ

Le mot de « sobriété » s'est imposé récemment dans le débat public, en particulier à partir de 2022, à la faveur des politiques de transition énergétique. Pourtant, les entretiens réalisés montrent que ce terme reste largement absent du vocabulaire ordinaire des personnes rencontrées, ou qu'il circule dans des acceptions très différentes. Il est parfois méconnu, associé à d'autres réalités (notamment l'alcool), ou chargé d'une dimension morale et existentielle.

Cette section explore la diversité des usages, des résonances et des critiques que suscite la notion de sobriété chez les personnes interrogées, à partir de rapports situés aux normes sociales, aux conditions matérielles et aux collectifs de vie dans lesquels évoluent les enquêtés.

• « La sobriété ? Ça ne m'évoque rien. » Absence de réception et éloignement du débat public

L'analyse s'ouvre sur les situations dans lesquelles le terme de sobriété demeure absent du répertoire lexical des personnes interrogées, ou ne renvoie à aucune signification mobilisable dans leur expérience sociale. Le cas d'Élisabeth illustre une situation fréquente rencontrée durant l'enquête : une absence de familiarité avec le mot « sobriété », qui ne traduit ni un désintérêt pour les enjeux collectifs, ni une indifférence aux difficultés matérielles du quotidien, mais révèle plutôt un éloignement des lieux et des espaces où s'élaborent, se diffusent et se commentent les discours publics.

Lorsque nous arrivons sur le lieu de rendez-vous que nous a donné Élisabeth pour parler de notre enquête, celle-ci est occupée à nourrir la dizaine de chats dont la retraitée s'occupe depuis plusieurs années, au fond d'une impasse d'une zone résidentielle pavillonnaire. Ce refuge informel pour animaux qu'a construit Élisabeth sur l'espace public est constitué d'un assemblage d'objets de récupération, allant de matériaux de chantier (tôles, cartons, planches de bois, grillages, etc.) à des articles d'animalerie (arbres à chat, cages de transport, peluches pour chiens, etc.). Les différents objets sont disposés de façon à former un lieu dont le visiteur comprend qu'il est constitué de différents espaces centrés autour du soin et de la protection des pensionnaires. Protection matérialisée par un panneau fixé sur le trottoir, mentionnant « Ne pas déranger les animaux », ainsi que de cordes et de caisses formant une frontière entre intérieur et extérieur du refuge.

Élisabeth nous accueille en nous précisant d'emblée qu'elle ne sait plus pourquoi nous l'avons sollicité. Elle oriente alors la conversation sur ce qui la préoccupe depuis un moment, à savoir la mise en danger de son refuge. En effet, celui-ci occupe le fond d'une allée, adossé à une butte sur laquelle se trouve les rails du TER. La retraitée nous explique qu'elle a des relations fluctuantes avec le voisinage, notamment les maisons de l'impasse, mais que venant plusieurs fois par jour s'occuper des lieux, les propriétaires et les agents de la voirie l'autorisent à rester. Son problème vient de la réhabilitation des voies de chemin de fer : Élisabeth a entendu dire qu'un chantier de rénovation est en cours, chantier qui empiétera sur l'espace dont elle a l'usage, notamment par l'installation de renforcements en béton qui l'empêcheront de réinstaller son refuge. Elle interprète ces travaux comme une volonté directe de mettre fin à son activité de secours aux animaux.

Nous abordons alors la question de ce que peut signifier pour elle le remplacement de son refuge par des blocs de béton, et si cette image lui évoque un rapport avec la question écologique. Nous lui rappelons également que nous sommes là dans le cadre d'une enquête ayant pour titre « Sobriété et pauvreté », dans le contexte de la transition écologique.

Sa réponse est très directe : *« La sobriété ? Ça ne m'évoque rien. »* Nous lui demandons alors sa réaction lorsque le Président de la République en a fait usage pour s'adresser à la nation, en demandant de réduire la consommation d'énergie, notamment le chauffage individuel. Élisabeth met alors en lien sa méconnaissance du mot, avec son éloignement du débat public et de l'actualité politique. Pour elle, ce sont « *des grands mots* », et les questions qu'on « *entend à la télé* » ne la concernent pas, ni son entourage. Elle oppose le discours politique, un discours « *de guerre* », à l'action locale, tourné vers « *les êtres* » : *« ils ne s'intéressent pas aux gens comme nous. Maintenant, qu'est-ce qu'ils [les animaux] vont devenir ? Et qu'est-ce que je vais devenir ? ».* Ce jour-là, Élisabeth acceptera le principe d'un entretien enregistré et réalisé quelques jours plus tard chez elle, mais elle ne donnera finalement plus suite à nos demandes après ce premier contact.

Deux choses ressortent de cet échange, qui sont convergentes avec les réponses données par les personnes enquêtées disant ne pas connaître le terme de sobriété. D'une part, toutes font part de leur éloignement, ou de leur désintérêt, pour les débats politiques, culturels ou médiatiques en général, qui leur semblent formuler des problèmes trop à distance de leurs préoc-

cupations quotidiennes. D'autre part, elles relatent évoluer dans un monde de relations avec des personnes ou des choses d'où ce terme est absent : les collectifs dans lesquels elles sont intégrées sont caractérisés par une dimension plus locale, avec des réseaux peu étendus et plutôt stables, se renouvelant peu voire se réduisant avec le temps[1].

Pour autant, ces personnes, lorsque nous évoquons une des définitions possibles du terme de sobriété, disent qu'elles pourraient y reconnaitre leur mode de vie. Le terme n'est donc pas méconnu par désintérêt en soi pour les questions environnementales ou sociales, mais s'explique par le fait qu'elles ne fréquentent pas des espaces et des collectifs où le terme a pu être approprié en lien avec des problèmes pratiques reliés à leurs propres expériences sociales, et a un intérêt pour soi. Dans d'autres entretiens, le terme de sobriété est davantage identifié, mais il renvoie en priorité à d'autres registres de signification, notamment à la consommation d'alcool, avant de renvoyer aux questions d'économie d'énergie.

• Quand sobriété évoque le rapport à l'alcool avant les questions d'économie d'énergie

Le mot sobriété convoque spontanément, chez de nombreuses personnes interrogées, un double registre : celui de l'abstinence alcoolique, et celui de la gestion des ressources.

C'est ainsi que Pauline, une mère célibataire de 38 ans, répond à la question de l'enquêteur :

Enquêteur

« *Qu'évoque pour vous le mot sobriété ?*

Pauline

« *Alors, en premier, sobriété, je pense à ne pas consommer d'alcool. Ensuite, je peux penser à la sobriété énergétique, du coup, de faire attention à ce qu'on consomme, etc.*

Pauline vit dans le Pas-de-Calais, avec ses deux enfants à charge, et travaille depuis 15 ans comme ouvrière dans l'agroalimentaire. Durant l'entretien, elle explique penser d'abord à la consommation d'alcool en raison de son histoire personnelle : après s'être mise très jeune en couple avec un homme plus âgé qu'elle, elle a subi des violences de la part de son conjoint qui était également « *très porté sur la boisson* ». De nombreuses tentatives de prises en charge n'ont jamais abouti, et Pauline est sortie *« très marquée par cette histoire ».* Le père de ses enfants, avec qui elle est actuellement *« en bons termes »,* a lui *« toujours été sobre ».*

Pour se *« reconstruire »,* Pauline s'est engagée activement dans le bénévolat, notamment auprès de deux associations où elle pratiquait le volleyball auprès de personnes sans abri. C'est durant cette période qu'elle dit avoir été sensibilisée à l'écologie : elle trie ses déchets, privilégie les transports en commun quand elle le peut et sensibilise ses enfants à adopter un mode de vie *« plus respectueux de la planète ».* À son travail aussi, elle a été confrontée à un *« discours sur l'écologie »* à l'égard duquel elle se dit toutefois *« très méfiante ».*

Cette ambivalence entre engagement individuel et méfiance vis-à-vis du discours dominant sur l'écologie est récurrente dans les entretiens. Les pratiques de tri, de sobriété alimentaire ou de transport sont bien présentes, mais elles ne s'accompagnent pas nécessairement d'un sentiment d'appartenance à une cause écologique globale. L'écologie est alors moins une idéologie qu'une éthique implicite, inscrite dans des contraintes économiques mais aussi dans une morale quotidienne fondée sur le respect, la simplicité et l'effort, souvent décrite comme de *« bon sens »* et transmise par héritage familial.

Mais le mot de sobriété, elle l'a redécouvert aux informations, lorsque le gouvernement a appelé les Français à limiter la température du chauffage à 19 degrés : *« Je regarde tous les jours le JT et j'avais été étonnée qu'on emploie ce mot comme ça. »* Pour réduire ses dépenses, Pauline fait déjà attention à sa consommation d'énergie, consomme peu de viande et de produits de marque. Pour elle, la sobriété est maintenant d'abord *« énergétique ».*

1 Il ne semble pas pertinent d'appliquer ici à Élisabeth la catégorie de « désocialisée » : elle décrit des échanges réguliers avec des propriétaires du quartier, des agents municipaux, des services sociaux, des associations de protection animale et des proches lui prêtant main-forte. Elle évoque néanmoins un isolement croissant, qu'elle associe à son âge et à sa précarité. Les liens qu'elle entretient avec les animaux de son refuge participent, selon elle, à ce qui la « maintient en vie », en contraste avec la « mort » que représenterait la destruction de ce milieu-refuge qu'elle habite et investit.

La réponse de Pauline illustre la façon dont les significations attribuées à un mot sont façonnées par les expériences vécues : ici, un passé marqué par des violences conjugales et une trajectoire de reconstruction que l'emploi de ce mot réactive. La sobriété n'est pas une notion abstraite mais une catégorie vécue, ici associée à des pratiques de résistance, de maîtrise de soi ou de protection. La mobilisation du mot dans le contexte des politiques de sobriété énergétique a pu réactiver, chez certaines personnes, des échos affectifs ou moraux qui précèdent largement les enjeux énergétiques.

La compréhension que Pauline donne de la sobriété, articulée autour de la gestion de l'alcool et de l'énergie, se retrouve de manière récurrente dans les entretiens menés. Ce double registre, sobriété comme abstinence et comme économie des ressources, n'est pas seulement révélateur de la polysémie du terme, il souligne aussi la manière dont celui-ci est reçu à travers des expériences concrètes et situées socialement. Dans de nombreux cas, c'est la recommandation gouvernementale de limiter le chauffage à 19 degrés qui constitue la principale entrée dans le débat public sur la sobriété. Cette mesure agit alors comme un point de contact entre les discours institutionnels et les pratiques domestiques, suscitant des interprétations diverses, souvent critiques, sur lesquelles nous reviendrons plus en détail.

Le cas de Pauline illustre la diversité des significations que revêt la notion de sobriété dans les milieux populaires. Il ne s'agit pas tant d'un malentendu lexical que d'une pluralité d'usages ordinaires, ancrés dans des répertoires de sens préexistants, souvent décalés par rapport aux significations promues par les politiques publiques ou les campagnes de sensibilisation. Mais à côté de ces usages liés à la contrainte ou à des expériences de rupture, d'autres personnes s'emparent du mot de sobriété comme d'un repère éthique. Dans cette perspective, la sobriété devient le support d'une réflexion sur le rapport à soi, aux autres et au monde.

• La sobriété comme éthique de vie

La réduction de la notion de sobriété à la seule question des économies d'énergie ne rend pas compte de l'ensemble des significations que les personnes interrogées lui attribuent. Nous verrons dans cette partie comment de nombreuses personnes enquêtées se saisissent de la sobriété pour lui donner un sens éthique, à la croisée de multiples dimensions, mais tournée vers la valorisation de styles de vie.

Une éthique de la sobriété fondée sur la simplicité et l'attention

Sofia, 42 ans, réside à Roubaix. Issue d'une fratrie de six enfants, elle a grandi au sein d'une famille dont les parents sont originaires d'Algérie et du Maroc. Depuis le décès de son père, elle bénéficie d'un soutien financier de sa mère, malgré les ressources modestes de cette dernière, en raison de sa propre situation de bénéficiaire du RSA. Elle apporte également une aide régulière à deux de ses frères, l'un en situation de handicap, l'autre souffrant de troubles psychiques invalidants, dont elle s'est longuement occupée par le passé.

Pour Sofia, la sobriété est un mode de vie qu'elle a adopté par *« nécessité »*, en raison de sa situation financière précaire, mais aussi par *« conviction écologique »*. Elle fait attention à ne pas gaspiller l'eau, l'électricité et à limiter sa consommation de produits industriels. Elle privilégie les produits locaux, bio et végans lorsque c'est possible. Mais elle associe la sobriété à bien d'autres facettes de sa vie :

Enquêteur

« Qu'est-ce que ça évoque pour vous, le mot de sobriété ?

Sofia

« La sobriété, je pense, c'est faire attention à soi, faire attention aux autres. Être simple. Voilà, c'est tout ce qui est calme, quoi. Sans excès.

La première réponse de Sofia n'évoque ni directement la sobriété à l'alcool ni la sobriété énergétique. Elle charge la notion d'un contenu éthique, positif, rattaché au souci de soi et des autres. Cet engagement est ainsi directement lié, à ses yeux, à son engagement en tant que bénévole, dans une grande association de solidarité agissant contre la pauvreté et l'exclusion : *« Moi, je ne sépare pas la question de la sobriété de la question du rapport aux autres. Quand tu te comportes mal avec les autres, tu te comportes mal avec toi-même, et tu te comportes mal avec la planète. »*

La question de *l'attention* est importante pour Sofia, et c'est un motif récurrent, dans les entretiens, de la dimension éthique de l'agir que contient un certain sens donné à la sobriété. L'attention est un effort porté à différents modes de présence, qui ne se limite pas aux humains : *« Être sobre, c'est vraiment faire atten-*

tion à tout ce qui est. Par exemple, j'ai un papier dans la poche, pourquoi je vais le jeter par terre alors que je peux attendre de trouver une poubelle ? »

L'exemple du papier par terre comme exemple de geste attentatoire à la planète est très présent chez toutes les personnes interrogées. Il témoigne d'un souci de prendre en compte son environnement et d'une éthique de la responsabilité, que Sofia rattache à une dimension plus importante que la lutte contre la pollution, ou la prévention de la saleté des rues : *« c'est une façon de vivre, de prendre en compte ce qui nous entoure. »*

La sobriété comme voie vers soi et vers les autres

Cette dimension éthique est exprimée également clairement chez Manon, une étudiante de 22 ans en master à Lille, pour qui la sobriété *« c'est dépenser sans ostentation, en pensant aux autres. C'est éthique. »* La sobriété n'est donc pas associée systématiquement au manque ou au moins : pour l'étudiante, il s'agit d'un geste compatible avec le fait de *« dépenser »,* mais sans égoïsme.

Malgré un budget contraint, Manon revendique le terme de sobriété pour définir un idéal dans lequel elle se reconnaît, et que l'étudiante associe, comme Sofia, à l'ouverture au monde et aux autres :

Enquêteur

« Quelles sont pour vous les priorités, s'il fallait mettre un ordre de priorité ?

Manon

« Du coup, la priorité, je dirais, c'est d'être soi-même. Dans le sens où... En fait, quand on choisit ce qui nous permet de nous sentir bien dans notre vie, de réfléchir et d'être plus sobre, enfin de choisir d'être plus sobre aussi, on comprend qui on est, et du coup on est plus heureux. Et pour moi, je suis intimement convaincue que quand on est plus heureux, on crée beaucoup plus de bien autour de nous. Parce que c'est en se renfermant sur soi-même, en voulant du superflu, qu'on oublie ce qui nous entoure. Et justement, en trouvant cette sobriété, on se choisit. On se choisit, on choisit d'avoir un cadre de vie plus simple en même temps et de se tourner vers les autres.

Manon inverse ici le mouvement proposé par Sofia, qui partait de la rencontre vers les autres pour se tourner vers soi, en proposant de *« se choisir »* pour s'ouvrir aux autres, soit d'aller à la découverte de soi pour aller vers les autres. Dans les deux cas, la sobriété est un vecteur éthique d'une réflexion de sa place dans le monde, parmi et avec les autres. Le motif de l'attention revient aussi pour Manon à ce sujet :

Manon

« Moi je dirais tout simplement faire attention à notre environnement, tout ce qui nous entoure. Juste faire plus preuve d'observation et moins vivre dans notre tête et vivre dans le monde, tout simplement. Parce que c'est le premier problème, c'est qu'on est toujours sur nos écrans, on a toujours la musique au casque, c'est pas le plus gros problème d'avoir écouté de la musique, mais je pense qu'on s'est vraiment fermé au monde. Donc là il faut juste découvrir ce qui nous entoure, écouter les autres, et prendre conscience qu'il y a une réalité à laquelle on essaie d'échapper à tout prix, mais qui est présente. Et donc, exactement tout ce que j'ai dit avant, peut-être créé des associations, des événements qui nous permettent de nous rassembler, c'est ça le plus important aussi.

Pour Manon, la réduction du *« superflu »,* par une réflexion consciente sur ses choix et mode de vie, devrait nous permettre de nous concentrer sur *« l'essentiel »,* c'est-à-dire *« faire attention à notre environnement »* et *« nous rassembler ».* Le but existentiel qu'elle se fixe est alors explicite : être *« plus heureux »,* avec soi et les autres. Ici, la sobriété est indissociable de la notion de bonheur, où la sobriété est une valeur permettant de lutter contre la tendance au monisme, au repli sur soi, au *« chacun pour soi »* qui caractériserait à ses yeux notre situation collective.

Une sobriété inscrite dans des appartenances héritées et un rapport au temps

Sofia, dont nous venons de voir qu'elle valorise aussi la dimension collective de la sobriété, pose la question à partir d'un autre point de vue. La sobriété est pour elle la poursuite d'une réflexion sur nos appartenances collectives déjà là : c'est-à-dire qu'il s'agit moins de lutter contre une tendance à l'individualisme égoïste que de poursuivre, renouveler et renforcer les solidarités héritées et transmises, par la famille, la religion, les collectifs associatifs ou de voisinage. Cette façon d'envisager les choses conduit Sofia à lier la sobriété avec le rapport

au temps. À la fois dans la longue chaîne de la transmission : *« Pour moi, la sobriété, nos ancêtres, ils l'avaient déjà. C'est eux qui doivent nous apprendre. »* ; mais également dans le temps présent : *« Pour moi c'est ralentir. Ralentir. Les gens deviennent fous aujourd'hui avec la manière dont on les presse. C'est le calme. C'est ça aussi, être sobre : pas surexcité. »*

Lier la sobriété au rapport au temps est une position que partage Béatrice. Cette aide-soignante de 39 ans, fille unique d'une mère secrétaire et d'un père menuisier, vit dans une courée[1] de la région lilloise. Voici comment elle répond à la question posée :

Enquêteur

« Qu'évoque pour vous le mot « sobriété » ?

Béatrice

« Se détacher du superflu ? Réfléchir à l'impact de ses actes de consommation, et puis peut-être ne pas se presser quand on doit acheter quelque chose, essayer de mesurer si on en a vraiment besoin. Est-ce qu'on a vraiment besoin de ça aujourd'hui ?

Comme Manon, Béatrice associe la sobriété à une réflexion sur nos actes d'achat, et sur nos besoins. Elle y ajoute l'aspect temporel d'une pause, d'une suspension du flux de nos actions pour engager une réflexivité sur nos actes : tout à la fois sur leurs conséquences et sur leur nécessité.

Béatrice

« Et puis dans les affaires qu'on a aussi, est-ce qu'on ne peut pas faire le tri de temps en temps pour partager, donner à ceux qui en ont besoin ? Aujourd'hui, je réalise que même si on essaye de réduire les affaires qu'on possède, on a quand même beaucoup de choses chez soi. Des fois, je me dis qu'on a trop d'affaires. Quand on déménage, on se rend compte qu'on a trop d'affaires. Des fois, ça fait du bien de trier. Peut-être que c'est ça qu'il faudrait que je fasse un peu plus. Trier mes affaires, puis donner ce qui ne nous sert pas.

1 Les courées désignent un mode d'habitat ouvrier typique du Nord de la France, constitué d'un alignement de petites maisons modestes disposées autour d'une cour commune. Ce type de logement s'est développé à la fin du XIXe siècle pour répondre aux besoins des populations laborieuses dans les villes industrielles telles que Lille ou Roubaix. Malgré des conditions souvent précaires, ces espaces ont longtemps été le lieu d'une forte sociabilité de voisinage.

Ce rapport au temps permet un retour sur soi et un mouvement vers les autres, à travers une réflexion sur les objets qu'on possède. Le temps et ses usages sont des motifs de réflexion importants pour Béatrice. La vie qu'elle mène avec son compagnon dans une courée lui permet d'avoir des échanges fréquents avec ses voisins, dont elle apprécie *« la solidarité et la mixité sociale »*. Le temps qu'elle gagne en *« refusant les smartphones et la télé »* lui permet de s'engager dans des associations, pour *« une société plus sobre, solidaire et respectueuse de l'environnement »*. Le choix de ses loisirs, contraint par un budget limité, se fait également en privilégiant ce qui laisse ou donne du temps (randonnées, camping, activités manuelles, etc.), bien qu'elle regrette ne pas avoir assez de moyens pour aller au cinéma.

Une morale pratique partagée : réflexivité, temporalité et responsabilité

Sofia, Manon et Béatrice disent chacune à sa manière ce que les personnes enquêtées répondent lorsqu'elles associent la sobriété à une valeur positive et éthique : la sobriété est reliée à un rapport aux mondes, à une attention à soi, aux autres et *« à tout ce qui est »*, qui engage une réflexivité sur ses actions, dont la dimension temporelle montre qu'elle est un principe pratique aux yeux de ces personnes. C'est de cette façon également que le résume Rita, une serveuse de 48 ans vivant dans la région lyonnaise : *« La sobriété, c'est être conscient de nos actions, de faire le plus attention possible, et je pense que c'est... c'est à la fois économique, environnemental et social. C'est faire attention à ce qu'on fait, et être conscient du coût que ça a, pour soi, les autres et la planète. C'est faire plus avec moins, et être plus disposé à écouter et partager, à faire attention en prenant du recul. »*

La sobriété imposée ou subie : critique de la contrainte sociale

Si certaines personnes interrogées investissent la notion de sobriété comme éthique de vie, d'autres en dénoncent un usage prescriptif, voire culpabilisant. Ces critiques s'inscrivent dans une sensibilité appuyée à la critique des contraintes économiques, où l'idée même de choix serait mise en question.

La critique la plus récurrente exprimée durant les entretiens rejoint une critique répandue, dont nous avons vu en introduction qu'elle structure la controverse sur

les rapports entre sobriété et pauvreté : la sobriété, qui serait nécessairement choisie, ne devrait pas être associée aux personnes ayant un mode de vie contraint.

C'est une critique que porte Patrice, un employé en insertion de 52 ans. Durant l'entretien, Patrice critique les discours *« écologistes »,* qu'il juge déconnectés des réalités des classes populaires et estime que les priorités sociales doivent être résolues avant les préoccupations environnementales. À la question de ce qu'évoque pour lui la sobriété, voici ce qu'il répond :

Patrice

« Moi, pour les gens de mon époque, c'est on ne picole pas. Mais au jour d'aujourd'hui, c'est Pierre Rabhi, c'est... la sobriété heureuse. [...] Je comprends, mais on ne peut être sobre que si on a l'occasion de faire des excès. [...] Nous, on vit sobrement parce qu'on n'a pas le choix de tout cramer. Nous, c'est la sobriété obligatoire.

Patrice tient d'abord à rappeler que l'usage du mot de sobriété, pour ceux de son entourage, renvoie d'abord à la question du rapport à l'alcool. Mais il fait remarquer que l'usage du mot a progressivement changé, pour être investi d'un contenu plus positif et élargi. Il tient d'abord à bien marquer sa compréhension des enjeux, en citant un concept *(la « sobriété heureuse ») et* son auteur. De cette façon Patrice tient à montrer qu'il ne critique pas la sobriété par méconnaissance, mais que sa critique se fonde précisément en opposition à ce qu'il perçoit comme une dérive progressive : celle qui a vu s'imposer aux classes populaires une définition de la sobriété éloignée des réalités pratiques de ces classes.

Durant l'entretien, il rapproche la question de la sobriété liée à l'alcool au moment de convivialité qu'il vit avec *« une bande de pote » : « le dimanche, on dit qu'on va chercher le pain, et on va au café avec les copains. Faut être honnête, c'est pas toujours que du café. Mais on fait rien de mal, et on sait s'arrêter. On blague, on discute, et puis on rentre. »* À ses yeux, la montée progressive de la popularité du terme de sobriété est concomitante de la disqualification d'un style de vie ouvrier : *« C'est des bobos qui viennent te dire comment tu dois te comporter. J'étais jardinier avant d'être en incapacité parce que le travail m'a tué mon dos. Et je peux te le dire : ils ont les leçons à la bouche, mais faut pas gratter le vernis. C'est ceux qui vont pas vouloir te payer, te demander de venir à des heures impossibles, t'apprendre ton propre métier ou bien te faire refaire dix fois le même truc pour rien. Un exemple, tient. Un mec un jour me dit : "vous faites trop de bruit avec le souffleur, pourquoi vous ne ramassez pas les feuilles au balai ?" Mais, vas-y toi, tu as déjà ramassé les feuilles au balai ? Tu ne voudrais jamais me payer trois jours pour les ramasser au balai, et tu veux que ce soit fait en deux heures ? Super déconnectés. »*

Ainsi, à la critique liée à l'impossibilité matérielle de pouvoir vivre une sobriété choisie (*« Nous, on vit sobrement parce qu'on n'a pas le choix de tout cramer »,* soit l'impossibilité de *« flamber »* dans des dépenses impulsives) Patrice ajoute la violence symbolique consistant à vouloir imposer un style de vie prônant la retenue alors même que ce qui rend possible cette retenue est la possibilité de faire des *« excès ».* Il fonde ainsi sa lecture autour d'un antagonisme, entre un *« eux »* et un *« nous ».* Mais il ne pense pas les échanges de l'un à l'autre impossibles.

En effet, si Patrice vient d'un milieu *« modeste »,* son fils s'est marié avec une *« bourgeoise bohème, une ancienne rédactrice en chef d'un magazine zen et de yoga. Tu vois le genre. Le genre qui peut dépenser beaucoup d'argent pour une activité consistant à ne rien faire... ».*

De ce fait, il constate que son fils est très investi dans la *« cause écolo »,* alors que sa fille, qui a épousé un ancien collègue qui a une entreprise de jardinage et pour lequel elle travaille *« s'en fout complètement ».* Ce qu'il explique par le fait que son gendre qui *« conduit un camion benne, monte aux arbres et coupe des branches toute la journée »* n'aurait pas les moyens de prendre en compte ces considérations écologiques, ni sa fille, du fait de leur travail prenant. L'expérience familiale de Patrice a renforcé sa conviction d'un clivage entre ceux qui ont l'expérience des épreuves que traversent les classes laborieuses et ouvrières, et ceux qui n'ont pas conscience de ces réalités concrètes.

Il en retire la conviction que les porteurs de l'écologie politique sont une *« bande de nantis », « déconnectés des réalités des classes populaires »,* qui *« n'habitent pas dans les HLM où les ascenseurs ne marchent pas, ils n'habitent pas ça. »* D'ailleurs, Patrice dit constater qu'il n'y a pas d'écolos dans son immeuble HLM.

Patrice ne manifeste donc pas une hostilité de principe à la sobriété : ce qu'il vise, ce sont ceux qu'ils désignent comme les porteurs d'une définition de la sobriété qui, en ne prenant pas en compte les contraintes matérielles des classes populaires, souhaiteraient substituer purement et simplement la question environnementale à la question sociale.

La question centrale pour lui est celle du choix. C'est d'ailleurs l'un des rares enquêtés à se déclarer comme pauvre : *« Moi, je suis pauvre. Je pense que t'es pauvre*

quand t'es obligé de choisir fromage ou dessert. » L'écologie et l*a « sobriété heureuse »* ne sont donc pas, en soi, à rejeter. Mais, à ses yeux : *« C'est un luxe. D'accord. C'est bien, c'est génial, mais c'est un luxe. Quand tout le monde aura à bouffer... Quand tout le monde aura à se loger, ça sera génial de penser à ça. »* L'urgence, c'est *« que tout le monde puisse avoir les besoins primaires, que tout le monde puisse se nourrir et se loger de façon convenable, et plus ou moins équitable. »* Il subordonne donc la question écologique, et le style de vie qu'il lui associe, aux questions sociales : *« Et le jour où vous m'aurez changé ça, moi je veux bien bouffer des graines. Je veux bien bouffer des graines, il n'y a pas de problème. À mon avis, ce n'est pas en bouffant des graines qu'on va arranger mon habitat. »*

Les positions de Patrice illustrent les critiques portées à la notion de sobriété lorsque celle-ci est associée à la volonté d'un groupe social d'imposer à un autre son style de vie, volonté qu'il s'agit de dévoiler, en ce que les bonnes intentions prônées cacheraient un projet de négation de la question sociale et des antagonismes de la société.

Écologie subie et écologie déconnectée : la défiance envers les injonctions

Une autre source de critiques de la notion de sobriété dans l'enquête vient de son association avec la contrainte, au sens d'une restriction injustifiée imposée à autrui. Elle s'adosse tendanciellement plutôt à la sobriété prise sous l'angle de la réduction énergétique.

Serge est au chômage depuis plus de 15 ans, et vit dans une sous-location en attendant une solution plus pérenne. S'il a accepté l'idée d'un entretien, c'était *« pour faire plaisir à Sacha »,* une bénévole d'une association qui l'accompagne depuis plusieurs mois. Bien que Sacha lui ait présenté les objectifs de l'enquête avant l'entretien, Serge se montre de plus en plus agacé par les questions que lui pose l'enquêteur, qui lui semble complètement *« à côté de la plaque »*. Il finira par mettre brutalement fin à la discussion après une quinzaine de minutes d'échanges, s'excusant de la méprise sur sa volonté de parler de ces sujets, bien qu'il accepte quand même que les premières minutes enregistrées soient conservées pour le rapport d'enquête *: « Même si je vois pas bien à quoi ça va vous servir. »*

Voici ce qu'il répond lorsque la sobriété est abordée : *« Alors, moi, de toute façon, je n'ai pas le choix puisqu'il fait moins de 19 chez moi. Et moi, je n'ai pas le choix puisque de toute façon, il faut que je paye ma facture, et donc j'éteins tout. Mais je ne vois pas pourquoi on me dit d'acheter une voiture électrique, si je n'ai pas assez pour allumer une ampoule dans ma salle de bain. »* Il ajoute : *« On nous dit de faire ci, et de faire ça. La sobriété ? Mais de quoi on parle ? On se restreint, on peut rien faire, on part pas en vacances, on va pas au restaurant, et on va venir nous dire qu'on doit faire attention à ci ou ça ? C'est toujours pour les mêmes de faire des efforts. Et c'est toujours les mêmes qui peuvent faire comme ils veulent. »* À ce moment, Serge commence à manifester plus clairement son opposition à l'entretien, en poursuivant *: « Vous venez pour quoi ? Parce que c'est pas ici qu'il faut venir. Nous, c'est pas notre problème. C'est pas ici qu'il faut venir. »*

Bien que l'entretien ait eu lieu dans les locaux de l'association, il semble que Serge ait associé l'enquêteur à un agent participant de l'injonction faite aux plus pauvres de restreindre encore leur consommation. Et si les premières questions ne faisaient pas le lien entre sobriété et question énergétique, c'est bien ainsi que Serge associa le terme et le disqualifia.

Une critique de la sobriété comme injonction dépolitisante

C'est également sur l'anticipation de ce type de réaction que Marwan, auto-entrepreneur en situation précaire et vivant de revenus fluctuants, âgé de 40 ans, aborde l'objet de notre enquête lors de l'entretien :

Marwan

« Sobriété, alors je ne sais pas si c'est le moment où je le laisse pour la fin, mais je voulais rebondir sur le titre, « Pauvreté et Sobriété ». Je pense que c'est un titre très mal choisi. Il ne veut absolument rien dire. Je ne sais pas si tu connais, si tu écoutes Jancovici, il l'explique très bien. Il y a trois formes de sobriété : l'efficacité, la sobriété et la pauvreté. C'est-à-dire que la pauvreté c'est de la sobriété, sauf qu'elle est imposée. C'est tout. Donc c'est des mots incompatibles. Pour moi, hein. Quand j'ai vu le titre, j'ai fait : « oh la la qu'est-ce qui se passe ?!? » Soit on le prend comme ça, soit... j'en ai parlé, je crois que c'est ma mère qui m'a fait la remarque : je lui ai dit qu'est-ce que tu penses de ce titre ? Elle m'a dit « oh la la », c'est-à-dire que, c'est un peu, un peu je sais pas, indécent. Ça ne se fait pas. Ça ne se fait pas. Ça ne se fait pas d'aller dire à des pauvres « soyez sobres » !

L'échange est cordial, et Marwan ouvert à la discussion. Lorsque l'enquêteur explique alors que l'enquête vise précisément à documenter ces questions du point de

vue des personnes concernées, et qu'une partie du rapport final traitera de la façon dont ces deux termes sont perçus par les répondants, il semble tout à fait satisfait de la réponse.

Pour autant, cela n'empêche pas Marwan de revendiquer une sensibilité écologique très forte, héritée pour parti de son éducation familiale, et de chercher à adopter des pratiques plus durables (achat de produits bio, locaux, zéro déchet, etc.) dans la mesure de ses moyens financiers *« très limités »*. C'est même bien au nom de cette cause qu'il critique ce qu'il perçoit comme une *« injonction à la sobriété »*.

Si Marwan, comme Patrice, critique l'intensification de l'usage du terme de sobriété dans le débat public, particulièrement lorsqu'il est rapproché des questions de pauvreté, ce n'est pas sur les mêmes motifs que l'un et l'autre s'appuient pour dénoncer ce phénomène : leur interprétation des raisons et des intentions de l'usage de ce terme diverge.

Ainsi, pour Marwan, c'est bien en raison d'une volonté de ne pas lutter réellement contre les causes du changement climatique, volonté émanant ainsi bien des milieux industriels que politiques, que l'injonction à la sobriété, loin d'être portée par des *« écolos »* soucieux de mettre à mal les styles de vie populaires, qui serait portée par des milieux anti-écologiques, masquant leurs intérêts au travers d'injonctions faites aux individus.

Selon lui, pour une véritable transition écologique, il faut des mesures politiques fortes, comme l'interdiction de certains secteurs polluants, plutôt que des injonctions individualisantes aux *« petits gestes écologiques »*, bien qu'il ne s'oppose pas à ces gestes qu'il pratique lui-même. Il prône une approche par le haut, en s'attaquant d'abord aux plus gros émetteurs, et estime que les personnes précaires n'ont aucun rôle à jouer dans la transition écologique car leurs gestes ont un impact négligeable comparé aux personnes riches et aux entreprises. Cependant, il pense qu'il faut inclure les personnes les plus précaires dans cette transition pour des raisons de justice sociale. À la différence de Patrice, la critique des injonctions à la sobriété de Marwan ne s'accompagne pas d'une opposition entre justice sociale et justice environnementale. Mais comme Patrice, ce n'est pas la sobriété en soi qui cristallise les critiques de Marwan, mais sa réduction à des demandes contraignantes perçues comme injustes et irréalistes envers les moins responsables de la situation. Marwan pointe ici un enjeu décisif du sujet : la réaction que suscite chez les personnes concernées la demande d'une contribution supplémentaire à l'effort national de réduction de la consommation d'énergie à ceux qui n'ont pas les moyens d'avoir un usage irresponsable de la ressource.

Ces critiques, bien que portées à partir de cadrages distincts – dénonciation d'un rapport de classe chez Patrice, contestation de la distribution des contraintes chez Serge, mise en cause des logiques systémiques d'injonction chez Marwan – convergent autour d'un même point : la sobriété ne peut constituer un impératif collectif légitime que si elle s'ancre dans une prise en compte des inégalités sociales et des responsabilités différenciées.

Conclusion

La sobriété ne suscite pas d'hostilité de principe parmi les personnes rencontrées. Ce qui est contesté, ce n'est pas l'idée en elle-même, mais les conditions de sa formulation, les formes de sa mise en circulation, les implicites qu'elle peut transporter. Dès lors qu'elle est perçue comme une injonction descendante, déconnectée des réalités ordinaires ou imposée à celles et ceux qui disposent de peu de marges de manœuvre, elle devient suspecte de masquer des rapports de pouvoir ou des injustices. C'est dans ce déplacement que beaucoup des personnes interrogées perçoivent, de la notion à son usage, de l'expérience vécue à la normalisation implicite, que se loge l'essentiel des critiques formulées.

Mais l'enquête montre aussi que cette même notion peut être réinvestie, appropriée, rechargée de significations sensibles et situées. Elle devient alors le support d'une éthique fondée sur l'attention, la retenue, la simplicité choisie, le respect des autres et du monde. Ce que les personnes interrogées mettent en avant, ce sont moins des principes généraux que des manières de vivre et d'agir, souvent modestes, mais réfléchies. Dans ces cas, la sobriété n'est ni une contrainte ni une renonciation, mais une forme d'équilibre, un effort pour faire plus avec moins, pour ménager les ressources autant que les liens. Elle s'enracine dans des épreuves vécues, dans des appartenances familiales, religieuses ou associatives, et s'articule à des engagements concrets, parfois discrets, mais durables.

Autrement dit, la sobriété devient un objet de débat dès lors qu'elle touche à des enjeux de justice : qui a le droit d'en parler ? à qui s'adresse-t-on ? dans quelles conditions cette parole est-elle entendue comme légitime, pertinente, recevable ? C'est à partir de cette interro-

gation que les personnes rencontrées évaluent le sens de la notion. Elle est toujours filtrée par un point de vue situé – une position sociale, un parcours, une épreuve – dans un ancrage collectif qui conditionne à la fois sa compréhension et sa réception.

Ces éléments invitent à ne pas traiter la sobriété comme un mot-valise consensuel ou une valeur universelle, mais comme une notion socialement clivée, traversée de tensions symboliques et d'usages différenciés. Elle ne peut faire sens que lorsqu'elle s'articule à une reconnaissance explicite des inégalités, des responsabilités différenciées et des écarts de condition. C'est à cette condition qu'elle peut devenir partageable, discutable, voire mobilisatrice. La suite du rapport reviendra sur ces lignes de fracture, à partir des réactions suscitées par la mise en relation explicite entre sobriété et pauvreté.

b. PAUVRETÉ

Si le chapitre précédent montrait combien le terme de sobriété pouvait être investi de manières multiples, ou au contraire susciter des réactions critiques lorsqu'il est perçu comme imposé, la notion de pauvreté semble, elle aussi, faire l'objet de réceptions ambivalentes. Loin d'être une catégorie simplement descriptive, elle est souvent discutée, reformulée ou rejetée par les personnes interrogées.

Cette attention à la façon dont les personnes nomment et catégorisent leur propre situation s'inscrit dans une série de travaux qui permettent de dépasser une définition strictement monétaire de la pauvreté. Nicolas Duvoux et Adrien Papuchon (2018), en s'appuyant sur les données du Baromètre d'opinion de la DREES, ont confirmé que le sentiment de pauvreté ne coïncide pas mécaniquement avec les critères statistiques habituels[1]. Il dépend fortement d'un ensemble de facteurs relationnels et biographiques : éloignement du marché du travail, appartenance de classe, configuration familiale, statut d'occupation du logement, mais aussi parcours de vie et expériences accumulées. Ce déplacement vers une approche plus subjective ne consiste pas à abandonner la mesure des inégalités, mais à reconnaître que la pauvreté se vit et se dit depuis des positions sociales situées, qui modulent à la fois la perception de soi et la réception des politiques publiques.

1 Nicolas Duvoux, Adrien Papuchon, « Qui se sent pauvre en France ? Pauvreté subjective et insécurité sociale », *Revue française de sociologie*, vol. 59, n° 4, 2018, p. 607-647.

C'est dans cet esprit que l'enquête qualitative a été menée : en s'attachant à recueillir, dans chaque entretien, les mots utilisés par les personnes rencontrées pour désigner leur situation, et notamment en posant systématiquement la question de savoir si elles se considèrent comme pauvres. Les réponses données ne se contentent pas de valider ou d'invalider une catégorie : elles l'éprouvent, en soulignent les limites, la charge morale ou symbolique, et renvoient à des expériences vécues, des attaches, des formes d'entraide et de reconnaissance. Cette section explore également les usages, les contournements et les critiques que la notion de pauvreté suscite dans les propos des personnes interrogées, en tenant compte des tensions qui s'y expriment.

• Ceux « qui ne touchent rien » et ceux « qui tombent »

Marcel est un homme de 45 ans, qui réside dans une commune de moins de 30 000 habitants du sud-est de la France. Ce père célibataire d'une petite fille placée en famille d'accueil, n'a pas de diplômes, et fait face à une situation financière très précaire, vivant du RSA et de l'aide alimentaire. Il a des dettes à régler et des difficultés à payer son loyer et ses factures. Il est contraint de faire des choix par rapport à ses dépenses, privilégiant *« l'essentiel »,* comme la nourriture.

Ayant vécu de grandes périodes de *« galère »,* notamment des hébergements en foyer, il n'a aujourd'hui presque plus de contacts avec sa famille, bien qu'il insiste pour que l'enquêtrice regarde les photos de ses sœurs, de ses cousines et de sa fille qu'il a installées dans son appartement. Il rend visite encore parfois à sa mère, retraitée, *« qui faisait les marchés »,* et vit aujourd'hui dans une autre ville. Le père de Marcel, poissonnier puis chauffeur routier, est aujourd'hui décédé. Marcel évoque sa disparition avec beaucoup d'émotion, *« un traumatisme ».* Il fréquente peu de monde, surtout quelques personnes de son immeuble, avec qui il entretient principalement des relations d'entre-aide, et des personnes au sein d'associations de lutte contre l'exclusion.

Après avoir fait beaucoup d'intérim depuis très jeune, en préparation de commande, en traitement de charpente, en démolition, en travail saisonnier dans l'agriculture, en réparation de pièces de camion, etc., Marcel ne travaille plus depuis plus de 15 ans. Il voudrait obtenir à nouveau un travail dans l'espoir de retrouver la garde de sa fille.

Enquêtrice

« Est-ce que tu te considères comme pauvre ?

Marcel

« Pauvre ouais, mais on ne peut pas dire que je suis pauvre. Parce qu'il y a pire que nous, il y a pire que moi. Il y en a qui ne touchent rien. Ils tombent dehors, dans la rue, ils n'ont même rien à manger. [...] ouais, je pense, comment on pourrait dire ça ? ça, cette question elle est... voilà tu vois elle est un peu... elle est un peu, je trouve... pauvre, qu'est-ce que pauvre ? ouais, on peut pas se plaindre, on a un toit sur notre tête comme on dit, y en a qui sont pires que nous, dans des pays, des trucs comme ça c'est pire, en plus comme je dis, avec tout ce qui se passe en ce moment, les [manifestations des] agriculteurs, et tout...

L'hésitation de Marcel face à cette question de l'enquêtrice revient chez la majorité des personnes interrogées. Il ne s'agit pas ici d'une hésitation liée à la crainte du jugement de celle-ci à l'évocation de ses difficultés : le lien de confiance créé avec elle est en fait bien antérieur à la situation d'enquête, et Marcel ne manifeste pas d'opposition, dans le reste de l'entretien, à aborder sa situation personnelle et familiale, comme le montre son accord d'être interrogé chez lui, sa volonté de montrer ses photos familiales ou de partager son émotion face à la mort de son père.

Son hésitation exprime l'insatisfaction qu'a Marcel face à cette catégorie qu'il interroge : *« qu'est-ce que pauvre ? »*. Le mouvement qu'il effectue ne consiste pas à nier d'emblée qu'il puisse en faire partie, mais à mettre en relation sa situation avec d'autres pour qualifier la place qu'il occupe dans l'espace social. Comme en témoigne l'usage du *« nous »,* puis du *« moi »,* il ne s'agit pas d'un positionnement purement subjectif, mais de la mise en équivalence avec d'autres situations de personnes. En l'occurrence, ceux qui *« ne touchent rien »* et ceux qui *« tombent »*.

Ainsi, Marcel ne mentionne pas d'abord son faible niveau de revenu pour désigner sa situation : il se situe du côté de ceux qui ont des aides, en rapport à ceux qui n'ont rien. Les relations de solidarité dans lesquels il se trouve intégré fournissent l'appui qui justifie du fait *« qu'on peut pas se plaindre » :* qu'ils s'agissent de mécanismes liés à la redistribution (RSA) ou des solidarités de proximités (voisins et amis de l'immeuble avec qui il échange des services : *« C'est donnant-donnant. La dernière fois [Mon voisin] m'a filé des cigarettes, ben ce matin il est venu boire un café et je lui ai filé un paquet de clope. »).*

C'est une réponse très proche que nous livrera Stéphane. Titulaire d'un BEP en électronique et d'un bac-calauréat professionnel en maintenance réseau, bureautique et télématique, Michel a travaillé 15 ans dans une chaîne de supermarché de centre-ville, avant de s'arrêter durant 8 ans pour s'occuper à plein temps de sa mère, en situation de handicap, jusqu'à son décès. Durant ces huit années, il ne percevra aucun revenu, et entreprendra une demande de RSA au moment de son décès, alors qu'il se retrouve seul. Âgé de 44 ans, cet employé en insertion en Île-de-France raconte une période très difficile, entre le deuil et les difficultés financières. Les solidarités qu'il décrit sont une raison pour Stéphane de ne pas se considérer comme pauvre :

Enquêteur

« Dans votre nouveau logement, vous avez pu rencontrer des gens ?

Stéphane

« Ah oui, alors là parfaitement, oui. [...] Et ouais, non, j'ai trouvé que là-bas, ouais, l'entraide... C'était magnifique. Et suite au décès de ma mère, j'ai eu un petit problème financier. On s'en doute bien que comme je ne touchais rien, et puis le temps que le RSA se mette en route, ça met trois mois, le temps qu'ils étudient le dossier et qu'ils commencent à payer. Donc voilà, pendant trois mois, je n'avais pas de revenus. Et c'était uniquement les assistantes sociales qui m'ont dépanné un petit peu d'argent. [...] Ça fonctionne comme une carte bleue, on ne peut ni retirer dans les distributeurs, ni aller au bureau de tabac ou n'importe quoi, c'est uniquement pour acheter de l'alimentaire en grande surface. Je n'avais que ça, et comme je suis fumeur, ben, un petit peu compliqué. Donc du coup, les premiers mois, j'ai gratté un petit peu les voisins, on va dire. Et il y en a beaucoup qui m'ont dépanné. Et dès que j'ai reçu mon premier salaire [en emploi d'insertion], j'avais noté le nom de toutes les personnes, bien soigneusement, de combien je leur avais emprunté pour aller les rembourser. Et dès que j'ai touché mon premier salaire, je suis allé au distributeur, je l'ai retiré. Je suis passé voir tout le monde. Il y en a même un qui m'a dit, c'était un musulman de mon immeuble, qui m'a dit, « ouais, mais c'était la fête de l'Aïd », là, il n'y a pas longtemps. Et la fête de l'Aïd, c'est donner aux autres un petit peu et partager. Il m'a fait, donc, ce que je t'ai donné, tu n'as pas besoin de me le rembourser. Je lui ai fait, écoutez, pour une fois, vous savez quoi ? Je lui ai dit, la fête de l'Aïd, ça va aussi être dans l'autre sens. Vous m'avez dépanné une fois, ça m'a bien servi. Eh bien, maintenant, c'est mon tour. [...]

Enquêteur

« Est-ce que tu te qualifierais de pauvre ?

Stéphane

« De pauvre ? Non, pas spécialement pauvres, modestes, on va dire. J'ai quand même eu quelques aides, notamment avec l'épicerie solidaire. Déjà, c'est une aide énorme. J'ai quand même également les APL qui m'aident un petit peu aussi avec le loyer. Les assistantes sociales au début qui m'ont vraiment énormément aidé. [...] Ils m'ont aussi permis de garder le bail. Donc, je suis toujours dans le même appartement. Donc, c'est super. Et non, non, je ne suis pas pauvre. J'ai des moyens assez... assez, comment dire, pas énormément élevé, mais j'arrive à m'en sortir et à joindre les deux bouts. Et j'ai un toit sur la tête.

Revenons à Marcel. Comme d'autres personnes interrogées répétera plusieurs fois *« on ne peut pas se plaindre ».* Mais il ne s'agit pas d'une acceptation passive de sa situation, moins encore que de l'expression d'un sentiment de satisfaction. Lorsque Marcel mentionne les plaintes, il évoque alors la *« crise des agriculteurs »,* désignant les manifestations régulières de mécontentement de cette catégorie de la population surexposée au risque de suicide. Il relit alors sa propre situation aux fluctuations de l'actualité politique : *« Les gens, ils en ont marre, c'est le ras-le-bol total. [...] Il faut comme en mai 1968, hein, tout le monde sort, tout le monde dans la rue, tout le monde, les pauvres, les... et voilà, et puis ça bougera peut-être ! Et encore... [...] On est pas entendu. »* Malgré sa situation, Marcel se met en retrait relatif de ceux qu'ils désignent comme les pauvres, mais non pour s'en éloigner ou les incriminer, puisqu'il finira par réaffirmer un *« nous » : « on est pas entendu ».* Le « *nous* » sera d'ailleurs renforcé à la question suivante :

Enquêtrice

« Est-ce que tu te sens intégré à la société ?

Marcel :

« Je dirais plutôt est-ce que la société est intégrée avec nous ? Je ne sais pas. [...] Je ne crois pas qu'ils aient déjà vécu la galère. [...] Ça peut faire que tu te reconnais plus comme un humain.

La reprise d'un « *nous* » s'effectue ici pour marquer une césure de ceux qui n'ont pas partagé le même type d'épreuves : c'est bien parce qu'il a lui-même connu la *« galère »,* qu'il relie particulièrement au moment où ils vivaient dans des foyers, et qu'aujourd'hui il a *« un toit sur la tête »,* que Marcel éprouve à la fois un sentiment de proximité avec les personnes pauvres, un sentiment de solidarité et une certaine distance.

L'accession à un logement marque pour lui une stabilisation relative qui le fait sortir partiellement de la catégorie de *« pauvre » :* la pauvreté n'est donc pas d'abord associée à un statut, mais à l'ensemble, et à la force ou à la faiblesse, des relations qui soutiennent la personne. Et dont la manière d'habiter fait partie : *« ceux qui tombent dehors, dans la rue »,* qui ne disposent plus, ou pas encore, d'un logement conventionnel, sont alors désignés, avec ceux qui ne bénéficient pas de relations solidaires, comme ceux légitimes à être considérés comme vraiment pauvres, ceux dans la *« galère »,* ceux pour qui les *« épreuves de la vie leur a pas fait de cadeau »,* au point de constituer une catégorie de personne à qui il serait indécent de se comparer en risquant de minimiser l'ampleur des épreuves qu'ils ont à affronter et à subir, particulièrement dans la rue.

L'hésitation à se qualifier de pauvre, pour Marcel comme pour d'autres personnes interrogées, ne vient donc ni du déni de leur situation, ni de la volonté de se distinguer d'une classe jugée inférieure : elle se loge dans la tension entre la volonté d'exprimer la réalité des difficultés que l'on rencontre, avec d'autres, tout en rendant hommage à ceux pour qui les épreuves dégradantes sont d'une intensité plus forte.

• Résistances au terme « pauvre » et préférences pour des qualifications alternatives

Marwan met également en avant l'importance, pour la façon dont il perçoit sa situation, des ressources et de l'appui qu'offrent les réseaux qu'il a construits dans le milieu associatif. Sa famille et ses amis d'enfance étant restés dans son pays d'origine, il est d'abord venu chercher de l'aide au sein d'associations, avant d'offrir de son temps comme bénévole : *« Je continue à venir, pour filer un coup de main. C'est vrai que je suis un peu entre les deux, mais quand tu vois des gens à la rue, moi quand même, tu vois ce que je veux dire... C'est de la précarité de luxe. »* Pour la grande majorité des personnes interrogées, le terme *« précarité »* est choisi à celui de *« pauvreté ».*

C'est aussi ce terme que préfère Lisa, lors de l'entretien :

Enquêteur

« Comment vous qualifieriez votre situation ?

Lisa :

« Modeste. Moi je dirais précaire. Malheureusement, c'est vivre dans la précarité. En fait, avoir des enfants dans des quartiers difficiles, c'est aussi pas de bus, pas de cantines, il y a des grèves. Voilà, en fait, c'est la précarité. Il n'y a pas d'autre mot. Il y a pire comme situation, je ne sais pas s'il y a mieux, parce que je vois qu'il y a des personnes qui ont plus de moyens, mais ils ne vivent pas mieux. Donc finalement, c'est une précarité agréable. Parce qu'il y a de l'entraide et des liens fraternels.

En proposant de qualifier sa situation de précaire, Lisa ne cherche pas à individualiser sa situation : elle la replace dans son environnement quotidien et dans les épreuves qu'elle traverse, avec d'autres. Elle ne rejette pas les difficultés liées à ses revenus modestes, mais elle les envisage dans la dynamique des formes de solidarité qui s'éprouvent pour y faire face, et au sein desquelles peut émerger une positivité, malgré tout. La tension est ici entre l'expression des difficultés et du manque *(« modeste », « quartiers difficile »)* et la reconnaissance de ce qui peut y éclore *(« agréable »).* Le terme de pauvreté lui semble trop renvoyer aux seules difficultés d'un statut personnel, en insistant seulement sur l'une des dimensions de son existence, alors qu'il convient plutôt de le réserver pour ceux dont le seul commun est de *« n'avoir rien, ni où se tourner ».*

C'est également par insatisfaction pour ce que le terme de pauvreté peut avoir de *« réducteur »* que Zohra, marseillaise, ancienne femme de ménage aujourd'hui au RSA depuis la crise du Covid, préfère employer le terme de *« précarité » :*

Enquêteur

« Est-ce que vous qualifieriez comme pauvre ? Comment vous qualifieriez votre situation ?

Zohra :

« Oui et non.

Enquêteur

« Je vous écoute.

Zohra :

« Oui, parce qu'effectivement, comme je vous dis, on ne peut pas s'acheter ce qu'on veut. Et non, parce qu'en fait, je suis en bonne santé, j'ai un appartement qui me convient, je suis entourée, je suis là où je veux être pour l'instant, même si je n'ai pas tout encore, mais je suis quand même bien. Donc, je ne me qualifie pas de pauvre émotionnellement ou intellectuellement, mais financièrement.

En Île-de-France, Matthieu, employé en insertion, partage ce souci de distinguer qualification de sa situation financière et ce qu'elle empêche, et volonté de ne pas résumer sa vie et ses choix à une définition trop réductrice :

Enquêteur

« Est-ce que tu te considérerais comme pauvre ?

Matthieu :

« Par rapport à ce que la société... J'allais dire, nous propose quand on est plus jeune, alors en tout cas, c'est le modèle voiture, maison, femme, enfant et compagnie. Oui, je pourrais me dire pauvre, mais riche du reste. Mais effectivement, pauvre, pécuniairement ou effectivement, comme je disais tout à l'heure, est-ce que c'est mon niveau de précarité qui fait la personne que je suis ? Est-ce que j'essaierais d'avoir les mêmes

idées si je n'avais pas eu le souci de faire attention à ce que je dois acheter ? Ma mère était assez économe dans le sens où elle n'achetait pas les choses futiles, elle n'avait pas d'argent non plus. Donc, j'ai quand même cette éducation-là. Mais ça fait du bien de se lâcher quand on a en tout cas de l'argent. Donc, je dirais que j'ai dû mettre un peu d'eau dans mon vin à un moment où je commençais à toucher un peu plus d'argent. Voilà, me détendre un petit peu, mais il y a des choses, je ne reviendrai pas en arrière. Je ne ferai pas de surconsommation, je n'achèterai pas un truc juste parce que je peux l'acheter, même si je réfléchirai vraiment à deux fois. Mais oui, je pense que je me mettrai dans la case pauvre, question d'argent en tout cas. [...] Voilà. Je ne me sens pas pauvre. Je me sens pauvre. Par rapport à peut-être certains qui vont acheter. [...] Qu'est-ce que la richesse ? Qu'est-ce que la pauvreté ? Si c'est financier, oui, je me sens pauvre, je dirais, dans l'ensemble. Pauvre, pécuniairement, mais pas pauvre émotionnellement. Je suis riche de relation.

© Unsplash

Conclusion

Arrivés à ce point de l'analyse des réponses des personnes interrogées, un premier constat peut être fait : le terme de *« pauvre »* ne satisfait pas les répondants, bien qu'ils et elles puissent l'utiliser ou se désigner en partie de cette façon. La qualification de la pauvreté comme manque, ou vulnérabilité rencontre des résistances chez un grand nombre de personnes interrogées. Si des personnes se reconnaissent comme *« pauvre économiquement »,* une crainte pointe chez l'ensemble des personnes rencontrées, que peut résumer la parole de Lisa : *« Je ne dirais pas que je suis pauvre, je ne me reconnais pas dans ce terme : c'est stigmatisant. »*

La notion de pauvreté paraît, pour certaines personnes, figée, pour ce qui est perçu comme relationnel et mouvant : le terme de *« précaire »* est souvent préféré pour son caractère dynamique, à la fois dans sa réversibilité dans le temps (si on *« tombe »* dans la pauvreté, expression récurrente, on peut aussi *« toucher le fond pour mettre un coup de pied et remonter »).* Être pauvre, plus qu'un critère économique, est une qualification combinant le statut, l'identité et les rapports sociaux. L'image alors emblématique de la catégorie devient la personne à la rue, sans logement, sans ressources, ni liens. C'est bien cette définition uniquement par le manque que les personnes rejettent, pour partie : elle ne saurait décrire l'ensemble d'une vie, pour soi et en commun, et sa dimension positive, particulièrement dans les enseignements et la chaleur des liens qui se vivent dans les épreuves. S'y ajoute également un critère lié à la solidarité nationale, aux formes d'assistances sociales que toutes les personnes rencontrées mentionnent : qu'il s'agisse de ceux dans *« les autres pays »* ou de ceux qui, ici, n'en bénéficient pas, c'est à l'aune de l'existence de ces formes de solidarités qu'un critère de séparation s'établit à l'intérieur même des groupes sociaux, entre les plus pauvres et les précaires.

C'est donc au cœur d'une tension entre reconnaissance des difficultés, des manques et des épreuves infligées par la situation de pauvreté et reconnaissance des formes de *« richesses »* alternatives qui s'y expriment, à travers des façons d'habiter, des liens, des expériences, des morales partagées, comme le montre la centralité donnée aux critères du logement et de la solidarité, que se loge la critique ou l'emploi du terme de pauvreté.

Si le terme peut avoir une vertu, elle se trouve, pour certaines des personnes interrogées, moins dans sa capacité à décrire adéquatement la texture des situations concrètes de vie que dans sa charge critique. C'est ce qu'exprime Fabien, 42 ans, sans domicile fixe

et interrogé sur le banc qu'il occupe en journée depuis deux ans avec un *« pote de galère » : « Non, mais, tu peux dire pauvre, les assos et tout, c'est bien ça, parce que faut faire bouger les choses, tu vois. Déjà moi j'aurais pas cru en arriver là, donc c'est pas toujours simple de se dire que ben, j'en suis. [...] Après, ben, moi je le reprendrai pas trop pour moi, parce que je suis d'abord une personne, je suis Fabien, et je vaux pas plus pas moins que n'importe qui, mais je pourrai en apprendre aussi, et on a notre façon à nous de vivre aussi, et ça ils le voient pas. »*

Ce que révèlent ces usages prudents, critiques ou détournés du mot "pauvreté" par les personnes interrogées est moins une volonté de refuser une réalité qu'une exigence de justesse : celle de dire des vies dans toute leur complexité, entre manque matériel, solidarité vécue et affirmation de dignité.

03. RÉCEPTION DES POLITIQUES DE SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE

À l'automne 2022, dans un contexte de tensions sur l'approvisionnement énergétique liées à la guerre en Ukraine et à une disponibilité réduite du parc nucléaire, le gouvernement français a présenté un plan de sobriété énergétique visant à réduire la consommation d'énergie de 10 % d'ici 2024. Parmi les mesures phares figuraient la limitation du chauffage à 19 °C dans les bâtiments publics et privés, la réduction de l'utilisation de l'eau chaude sanitaire dans les bureaux, ainsi que le décalage de la période de chauffe lorsque les conditions le permettaient. Progressivement, la notion de « sobriété » a été entendue comme réduite au seul champ énergétique

Ce chapitre examine la manière dont les injonctions à la sobriété énergétique ont été perçues et interprétées par les personnes rencontrées dans le cadre de l'enquête qualitative. Loin de se réduire à un rejet uniforme ou à une adhésion systématique, les récits et expériences recueillis mettent en évidence une pluralité de rapports à ces politiques, façonnés par des contraintes matérielles, des normes de vie ordinaire, et un attachement marqué à certaines ressources considérées comme indispensables à la dignité et à l'intégration sociale. Ces éléments soulignent la nécessité d'élaborer des politiques énergétiques prenant appui sur les pratiques concrètes et les aspirations réelles des populations concernées.

a. « ÊTRE COMME TOUT LE MONDE » : LE CHAUFFAGE, L'EAU ET L'ESPACE PERSONNEL COMME CONDITIONS D'UNE VIE DIGNE

Didier a 51 ans, et vit depuis plus de 15 ans dans le nord de la France. Ayant pour seul revenu l'allocation adulte handicapé (AAH), Didier évoque longuement, auprès de l'enquêteur, les dettes financières qui *« le rendent nerveux »* et la difficulté qu'il rencontre à trouver une issue à cette situation qui lui semble *« hors de contrôle »*.

Didier raconte avec beaucoup de détails toutes les *« combines »* qu'il met en œuvre pour économiser de l'argent, des listes de produits classés selon les magasins où ils coûtent le moins cher, au *« troc »* avec les amis sur les produits du jardin partagé ou bien encore les *« bons plans »* qu'il parvient à trouver pour partir en camping ou rendre visite à sa famille dans le sud de la France.

Mais il y a des dépenses sur lesquelles Didier refuse de transiger :

Enquêteur

« Vous vous souvenez peut-être qu'à la fin de l'année 2022, le gouvernement avait appelé à faire preuve de sobriété, notamment à cause de la guerre en Ukraine et des enjeux liés à la transition énergétique. Il s'agissait, entre autres, de réduire le chauffage...

Didier

« Ah oui, oui ! Je me souviens très bien. Non, mais, et puis quoi encore ? Ils vont nous couper l'eau ? Et venir chez nous avec le thermomètre ? Bon, moi je chauffe comme tout le monde quoi, ni plus ni moins.

Enquêteur

« Donc vous n'avez pas cherché à baisser le chauffage à cette période ?

Didier

« Non, parce que je fais attention tout le temps, je ne fais pas n'importe quoi.

Enquêteur

« Par exemple, là, c'est chauffé chez vous ? Vous savez à peu près à combien ?

Didier

« Euh, à non, non, enfin normal quoi. Ben venez.

[Didier emmène l'enquêteur près d'un radiateur électrique.]

« Je sais pas trop. Mais bon, c'est normal quoi. Je vais quand même pas avoir froid chez moi ! S'il fait froid, je chauffe, c'est tout. Normal quoi.

Enquêteur

« Vous avez une idée de combien ça fait dans votre budget ?

Didier

« Non, alors là non. Je vous dis : s'il fait froid, je chauffe. Je sais pas moi, c'est quand même le minimum. C'est le minimum. C'est pas parce qu'on a pas beaucoup de moyens qu'on pas vivre avec un minimum de... je sais pas... de dignité quoi. Si t'as froid chez toi, c'est comme si tu vivais dehors, je sais pas, juste ce qu'il faut quoi, pour vivre normalement.

Ce que Didier exprime ici de façon explicite, c'est que le chauffage, pour une partie importante des personnes interrogées, représente bien plus qu'une simple question de confort. Bien que Didier décrive des pratiques économes sur de nombreux produits et services, qu'il puisse détailler à l'enquêteur le prix de certains biens et qu'il compare ses achats entre magasins, le montant du coût de son chauffage lui est inconnu. Car pour Didier, il n'est pas possible de se passer d'un logement chauffé : avoir un logement et pouvoir le chauffer sont indissociablement la même chose, en ce que cela constitue tout à la fois ce qui le sépare de la rue, et ce qui le soutient dans sa *« dignité »,* en tant que personne.

Ainsi, la nécessité de se chauffer malgré un budget contraint ne peut être comprise uniquement sous le prisme du rapport de Didier à son *« confort »* ou à sa résistance physique au froid. Il s'agit bien plus, à travers sa capacité à maintenir son logement à une certaine température, de montrer aux autres qu'il est en capacité de garantir son autonomie et son niveau social, en vivant *« normalement »,* selon les normes des collectifs dans lesquels Didier évolue : *« Je recevrais personne chez moi si c'est pour recevoir et que les gens se gèlent. [...] Ils vont se dire : "le pauvre Didier, il a même pas de quoi se chauffer". Non, ça, je peux pas. »*

Marcel, que nous avons déjà rencontré, exprime également des positions proches :

Enquêtrice

« Pour l'eau, c'est toi qui paies ce que tu consommes en eau ?

Marcel

« Je crois que c'est compris dans les charges. L'eau froide, mais pas l'eau chaude, c'est la chaudière.

Enquêtrice

« Et du coup, est-ce que tu fais attention à ce que tu consommes en eau ou pas particulièrement ? non ?

Marcel

« [Rire] Ben quand j'ai besoin de prendre l'eau, je prends de l'eau ! comme tout le monde quoi, je pense comme tous les gens ! Je suis tout seul en plus, donc des fois j'ai des amis qui viennent, s'ils restent deux, trois jours, bon, pour prendre une douche la personne, ben va prendre ta douche c'est normal ! voilà quoi, autrement, du moment que j'ai ma vaisselle le soir, moi, voilà quoi.

[...] Voilà, et après au bout d'un moment, j'ai fait une demande de logement pour essayer de récupérer ma fille. J'ai fait une demande de logement dans le coin là, je n'étais pas spécialement d'ici. Et j'ai posé ma candidature, peut-être trois mois après j'ai eu une réponse. Je suis venu visiter, j'ai dû dire oui direct. Au foyer, ce n'était

pas non plus une vie quoi, voilà. C'est tout collectif, la plupart. La cuisine est collective, t'as une douche, une salle de bain par palier. C'est pas cool. Si t'es en pleine nuit, t'as une colique, quoi que ce soit, qu'il faut que t'ailles aux toilettes... et t'as tous les autres qui savent quoi.

Pour Marcel également, l'accès à l'eau ne peut se réduire à une question de confort, même si cette dimension n'est pas négligeable. Il ne s'agit également de la façon dont il peut percevoir sa place au sein du monde social (avoir l'eau courante, *« comme tout le monde »),* dont sa dignité peut être maintenue face aux autres (en cas de *« colique »* par exemple, la possibilité de garder un espace de l'intimité, pour sauvegarder le secret et la maîtrise de ce qu'on rend visible de sa personne), mais également de la façon dont les institutions de l'assistance et de l'État vont avoir comme effet sur sa vie, ici en jugeant des possibilités d'accueil de sa fille pour en récupérer la garde.

Les enjeux liés à l'accès et à l'usage des énergies et de l'eau ne peuvent ainsi pas être réduit aux questions de *« confort ».* L'effet d'une demande de baisse de quelques degrés du chauffage individuel, de restriction à la consommation d'eau ou de promotion d'une augmentation des usages en communs peuvent se heurter à une incompréhension liée à une erreur d'interprétation sur ce que ces résistances signifient : non pas une mauvaise volonté de refuser de *« faire des efforts »,* mais bien un ensemble d'enjeux sociaux qui touchent au maintien du statut de personne, de sa dignité et de la reconnaissance de l'appartenance à des collectifs humains.

b. « ON EST PAS DES ANIMAUX » : SEUIL SOCIAL D'ACCEPTATION DE LA LIMITATION DE L'USAGE DES RESSOURCES

Une expression revient souvent chez les personnes interrogées lorsqu'elles abordent les limites acceptables de l'accès à certains biens et ressources : *« on est pas des animaux. »* C'est ainsi que répond Béatrice lorsqu'on l'interroge sur la demande de limitation du chauffage individuel à 19 degrés : *« Si c'était que ça, ça va ! Mais ça commence comme ça, et après ça va être quoi ? T'as plus le droit de prendre ta douche tous les jours ? On est pas des animaux quand même. »*

De ce fait, reconnaître la nécessité d'un seuil de confort minimal relève d'une logique sociale qui ne peut être réduite à la question des besoins physiologiques ou d'un manque de conscience des enjeux environnementaux. Pour Marwan, il s'agit à la fois d'un enjeu de réception des demandes gouvernementales de réduction des consommations, autant que de la reconnaissance du minimum nécessaire à une vie digne :

Marwan

« Il faut commencer par des propositions politiques et sociales économes en termes d'opposition sociale. C'est-à-dire, qui ont le moins d'impact social et négatif possible, qui font le moins de mécontents. Quand tu fais de la gouvernance, c'est ce qu'on t'apprend : une bonne décision politique, c'est une décision qui fait le moins de mécontents. Ce n'est pas forcément une décision qui fait le plus de satisfaits, mais qui fait le moins de mécontents. Donc, c'est un angle d'attaque, tout à fait. Et ensuite, tu as les émissions aussi, les externalités négatives, c'est-à-dire... qu'est-ce qui pollue le plus ? On commence par ça. C'est ridicule et c'est dangereux, des fois, de commencer par le bas. Le chauffage individuel, je trouve que c'est vraiment une connerie. De dire aux gens, « mettez à 17 au lieu de... ». Ils tombent malades. C'est vraiment une connerie parce que tu touches au vrai confort, presque le dernier. Après ça, tu leur dis, ne mangez pas ou mangez moins ! Les gens ne sont pas des animaux. Laissez les gens avoir un minimum de confort, c'est se sentir humain et leur dire : « on vous traite comme des humains ».

c. DES POLITIQUES POUR LES AUTRES : LE SENTIMENT DE NE PAS ÊTRE CONCERNÉ

Pour autant, la majorité des personnes interrogées affirment limiter leur consommation de façon subie, voire ne pas allumer leur chauffage de tous l'hiver :

Maria

« Moi cette question ça me passe un peu au-dessus, parce que moi je ne me chauffe pas l'hiver, j'ai pas les moyens du tout. Alors j'espère que vais vous

être utile pour votre enquête, parce que je ne suis pas la bonne cliente, je ne me chauffe pas. [...] Toutes les personnes autour de moi, c'est pareil : soit on chauffe pas, soit c'est vraiment le nécessaire. Et c'est pas facile, mais c'est comme ça. Alors qu'est-ce qu'on devrait dire, nous ? On fait avec, c'est tout. Et on met un pull, des chaussettes. [...] J'aimerais bien parfois ne pas avoir froid aux mains, ça me fait des problèmes de dos aussi.

La situation que décrit Maria est une situation subie, qui concerne également les personnes avec lesquelles elle est en relation. L'idée de relier cette privation à autre chose qu'une contrainte « *lui passe un peu au-dessus* », au sens, qu'elle explicitera un peu plus tard dans l'entretien, de ne pas *« très bien voir l'intérêt de parler de réduire sa consommation alors que tout le monde ne peut pas se le permettre ».* Non seulement évoquer cette question est à ses yeux inutile, mais très éloignée de ses problèmes pratiques : tant que la réalité de la privation matérielle n'est pas abordée de façon directe, les questions de transition écologique ou de sobriété lui apparaissent comme *« des choses pour les autres ».*

Pour Jean, la contrainte liée à l'impossibilité de se chauffer est à la fois critiquée pour des raisons similaires, mais également mise en équivalence avec ceux qui n'ont pas de logement, ce qui le conduit à relativiser le caractère négatif de la contrainte :

Jean

“ Parce que moi je ne chauffe pas. Je n'ai pas chauffé un seul jour.

Enquêtrice

“ Et comment tu fais quand il fait froid ?

Jean

“ J'ai pas froid. Parce qu'au minimum, je suis tombé à 16,5. Ce n'est pas pour ça que je mets le chauffage. Parce qu'un jour, je me suis dit qu'il y a des gens qui vivent dans la rue. Et le lendemain ils sont là, ils ne sont pas morts. Pourtant, ça peut descendre à 0 ou à 5 degrés dans la nuit, voire pire. Donc moi, si j'ai 16,5, ou 17...

Pour Jean, la mesure de ce qui est tolérable en termes de température intérieure n'est pas relative à une norme générale ou abstraite (comme peut l'être une norme physiologique par exemple) : il s'agit d'évaluer sa situation à l'aune de ceux pour qui l'épreuve de l'hiver est la plus rude. Cette mise en équivalence, que Jean réalise à partir de sa propre expérience de *« précarité »,* relativise à ses yeux la contrainte de ne pas pouvoir se chauffer *« sans y penser »,* en raison de son budget contraint. Cette contrainte est alors atténuée à ses yeux, bien que réelle : si ceux qui sont exposés à des conditions plus rudes y résistent, pourquoi des conditions plus favorables, bien qu'inférieures aux standards actuels, ne pourraient pas être supportées ?

Il n'y a donc pas une opposition systématique aux demandes de réduction de la consommation chez les personnes interrogées, notamment pour des raisons de transition écologique, mais les personnes interrogées expriment que ces propositions leur paraissent venir d'un autre point de vue que le leur, bien éloignées de leur réalité matérielle et vécue :

Enquêteur

“ Fin 2022, le gouvernement avait recommandé de faire preuve de sobriété, dans le contexte de la guerre en Ukraine, et avait affirmé la nécessité de réduire la consommation par rapport à la guerre et par nécessité de transition énergétique. Il était recommandé de baisser sa consommation, et notamment le chauffage à 19 degrés.

Matthieu

“ Je pense que, pour dire simple, je n'ai pas de chauffage. Quand j'entends des mesures comme ça, je trouve ça génial, mais je ne rentre pas dans ces paramètres-là. Mon chauffage, je le mets uniquement quand j'ai très froid, parce que c'est électrique. Donc, encore une fois, moins précaire, peut-être que je laisserai plus longtemps tourner et peut-être que c'est une mesure qui me concernerait plus. Et là, je dirais, oui, effectivement, je ne le mets pas à 21, je le mets à 19. Là, en l'occurrence, c'est... Moi, je rigole, c'est narquois, c'est presque nerveux de dire, bon, c'est bien gentil cette mesure, je n'ai même pas de chauffage. Alors, je ne peux pas baisser plus que ce que déjà je n'ai pas. Et c'est là où des fois, je dirais que... Je pense qu'il y a beaucoup de messages qui s'adressent à des personnes qui n'ont pas mon niveau de vie, tout simplement. Donc, peut-être que ces personnes... alors, comme je disais, ma précarité m'emmène à ça : si j'avais plus d'argent, je ferais peut-être plus partie de ces personnes-là qui font moins attention, tout simplement. Peut-être que oui, je devrais faire plus attention à ce genre de messages.

Ce qu'exprime ici Matthieu, c'est que les messages liés à la sobriété énergétique ne sont pas systématiquement critiqués pour leur contenu en soi, mais qu'ils peuvent être reçus comme des messages adressés à des catégories de la population auquel les plus précaires n'appartiennent pas, eux qui *« n'ont pas les moyens d'être irresponsables ».* De ce fait, l'attention portée à ces messages s'en trouve affaibli : ne se sentant pas destinataire, le contenu du message perd de sa pertinence aux yeux des personnes, même lorsque celle-ci adhère au fond du propos, comme c'est le cas de Matthieu.

d. « ON NE PEUT PAS DEMANDER LA MÊME CHOSE À TOUT LE MONDE » : APPEL POUR UNE SOBRIÉTÉ ANCRÉE DANS LES PRATIQUES CONCRÈTES

Patricia est une jeune mère de famille vivant en logement social dans la région de Marseille, avec son mari, Ludovic, conducteur de bus, et leur fille de 2 ans. Patricia et sa famille font attention à leur consommation, principalement pour des raisons financières. Ils achètent des produits moins chers, vont dans les magasins discount et évitent le gaspillage alimentaire. Ces jeunes parents n'achètent que le strict nécessaire et renoncent à certains produits jugés trop chers comme le poisson frais ou la viande. Patricia aimerait pouvoir voyager, mais leur budget ne le permet pas pour l'instant. Ses principales activités sont la marche et l'utilisation des réseaux sociaux.

Patricia est *« consciente »* des enjeux environnementaux, mais estime que ses efforts individuels sont vains si les autres ne *« suivent pas ».* La jeune mère *« au foyer »* essaie de limiter son impact environnemental en achetant des produits locaux quand c'est possible et en évitant le gaspillage alimentaire. Elle suggère de revenir à des modes de consommation plus sobres comme l'achat en vrac et la réduction de l'utilisation des emballages, et aimerait pouvoir acheter plus de produits bio pour réduire l'utilisation des pesticides, mais le coût de ces produits est un frein pour sa famille.

Si Patricia pense que *« les gens ne comprennent pas l'urgence de la situation »,* elle n'est pas convaincue par les mesures gouvernementales, comme la limitation du chauffage :

Patricia

« Alors moi, je ne suis pas d'accord avec l'idée de réduire la consommation pour tout le monde, avec des mesures comme « pas plus de 19 degrés ». Si j'étais seule, bien sûr. Mais j'ai une fille en bas âge. C'est hors de question que je réduise ma consommation et que ma fille en pâtisse. On ne peut pas demander la même chose à tout le monde, comme si tout le monde avait la même situation. Ils disent ça, mais c'est comme s'ils ne pensaient pas à la situation de chacun. Il y a des personnes qui vivent seules, qui vont... Moi, je suis une mère de famille, donc je dois chauffer la maison, aérer la maison, faire vivre la maison comme je peux. Pas forcément comme je veux. Et voilà, ces économies d'énergie, non... La maison, elle doit être chauffée, il doit y avoir de l'eau, et de l'eau chaude pour se laver, de l'eau chaude pour faire la vaisselle, pour dégraisser. En fait, il y a vraiment... on ne retourne pas au Moyen Âge.

Ce que montre la position de Patricia, c'est que le refus des demandes de sobriété énergétique ne vient pas nécessairement d'un désintérêt ou d'une opposition aux mesures de transition énergétique. Il s'agit d'une demande de prise en compte des situations personnelles, pour mieux répartir et individualiser l'effort collectif. En tant que mère de famille, Patricia refuse de réduire une partie de sa consommation, même à budget contraint : le chauffage familial est d'abord rendu nécessaire par le bien-être de sa fille, qui ne doit pas, à ses yeux, être négligé en raison de mesures jugées trop générales, ne prenant pas en compte la particularité de certaines situations de vie. Ce refus s'exprime également sur l'achat de certains biens de consommation qui traduisent des formes de socialités : *« Par exemple, quand mes neveux sont à la maison, j'achète du coca, des choses comme ça. Bien sûr que faudrait pas, pour le plastique, etc. Mais je vais pas les priver, alors que les autres enfants en ont. Et les prix sont abordables. Alors oui, pour faire attention, mais c'est au cas par cas je vais dire, on peut pas tout généraliser. »*

Le manque de reconnaissance de la singularité des situations est la manifestation, aux yeux de Patricia, d'une *« infantilisation »* des demandes gouvernementales, et d'un *« deux poids, deux mesures »* dans la responsabilisation des différents groupes sociaux : *« On va dire aux pauvres "attention à ce que vous achetez", et puis à côté ils vont dire que c'est la liberté d'acheter un yacht et que ça fait la croissance économique. »*

Pour Patricia, les demandes de restriction de consommation, notamment liées à l'énergie, sont inquiétantes, car elles remettent en cause le *« confort moderne »* : *« je ne pensais pas qu'en plus du fait qu'on doive se priver, on nous dirait un jour que ma fille n'aurait pas*

droit à profiter de tout ce que nos parents ont reçu. » C'est alors l'avenir et la confiance dans les institutions politiques qui sont fragilisées : *« Ça me fait très peur. Ça me fait très peur. Tu te dis, est-ce que finalement ils vont être à nos côtés quand la crise sera encore plus grave ? Si déjà ils demandent des trucs irréalistes, déconnectés, qu'est-ce qu'ils vont faire quand les vrais problèmes seront là ? Y'aura ceux qui auront droit à rien, et ceux qui auront des endroits bien au chaud, avec le confort et tout, comme dans les films ! Je crois que les politiques, ils sont pas nombreux à se préoccuper de ce qu'on vit, alors quand les problèmes seront là… »*

© Unsplash

Conclusion

Dans l'ensemble des entretiens menés, les personnes interrogées expriment un attachement fort à l'accès et à l'usage de certaines ressources à leurs yeux fondamentales telles que le chauffage, l'eau courante ou encore un espace de vie personnel. Cet attachement ne peut être interprété comme la simple revendication d'un certain confort : il s'agit de marqueurs minimaux d'une vie « ordinaire », associés à la dignité, à la possibilité de vivre « comme tout le monde » et à l'appartenance à un collectif social reconnu.

Face aux injonctions gouvernementales à la sobriété énergétique, exprimées notamment dans le cadre du plan énergétique de fin 2022, les réactions observées ne relèvent pas d'un rejet systématique des impératifs écologiques. Elles traduisent plutôt un malentendu sur ce qui peut être considéré comme ajustable dans des vies déjà marquées par la restriction. Le chauffage, l'accès à l'eau, la capacité d'accueillir, ou simplement celle de préserver un espace d'intimité, sont investis comme des seuils infranchissables, où se joue la frontière entre vie digne et relégation sociale.

Dans les discours recueillis, ces usages ne sont pas isolés de considérations plus larges : ils constituent des indicateurs de position dans la société, de reconnaissance symbolique, et de confiance (ou de défiance) envers les institutions politiques. Ainsi, le sentiment d'être traité à égalité, d'appartenir pleinement à la citoyenneté, semble profondément lié à la possibilité de maintenir un accès à ces ressources, même dans un contexte de précarité.

Nombre d'enquêtés insistent sur la nécessité d'adapter les politiques publiques à la diversité des situations vécues. La voix de cette mère de famille refusant de baisser le chauffage pour ne pas exposer son enfant au froid résume à elle seule une exigence récurrente : celle de politiques de transition écologiques qui prennent en compte la réalité concrète des foyers, leurs contraintes, leurs priorités, et leur besoin fondamental de reconnaissance.

Au-delà du contenu des mesures, c'est aussi la façon dont elles sont formulées et adressées qui est interrogée : nombre de personnes rencontrées expriment le sentiment que ces politiques « ne sont pas pour eux », qu'elles émanent d'un univers éloigné de leur quotidien, de leurs urgences pratiques et de leurs arbitrages économiques constants, qui ne tient pas compte des efforts déjà consentis, dans une vie « *où l'on a pas les moyens de ne pas faire attention* ». Pour qu'une poli-

tique de sobriété soit entendue, elle doit partir de ces réalités vécues, de ces arrangements quotidiens avec le manque, et prendre en compte les aspirations à vivre dans la continuité de certaines promesses de la modernité : avoir un logement, pouvoir le chauffer, s'y laver, y accueillir, y préserver sa vie et celle de ses proches. C'est dans cet écart entre le référentiel de ceux qui décident et celui de ceux qui reçoivent les injonctions que se joue une part de la distance croissante entre institutions et classes populaires.

04. CRITIQUES ET OPPOSITIONS AUX POLITIQUES DE TRANSITION

Les entretiens menés font apparaître, aux côtés de formes d'adhésion aux objectifs écologiques, un ensemble de critiques exprimées à l'égard des politiques de transition. Ces critiques ne relèvent pas toutes d'un rejet global de la cause environnementale, mais traduisent plutôt des réserves, des incompréhensions ou des tensions suscitées par les modalités concrètes de mise en œuvre de ces politiques, en particulier dans les milieux les plus précaires.

Ce chapitre propose de restituer ces critiques en les organisant selon plusieurs registres. Il s'ouvre sur les formes les plus explicites de mise à distance ou de rejet des politiques écologiques. Il examine ensuite les critiques fondées sur le sentiment d'un « double discours » entre les pratiques attendues des citoyens et celles observées chez les responsables publics ou les grandes entreprises. Une troisième section porte sur la dénonciation d'un déséquilibre perçu entre les efforts demandés aux ménages et ceux attendus des acteurs du champ économique.

Le chapitre revient ensuite sur la question de l'exemplarité des élites, qui apparaît, pour plusieurs enquêtés, comme une condition de légitimité des demandes à la sobriété. Enfin, une dernière section est consacrée aux inquiétudes liées à un usage perçu des politiques écologiques à des fins de contrôle social. Ces différents éléments permettent d'éclairer certains facteurs de distance, de méfiance ou de résistance face aux politiques de transition, dans des contextes marqués par des inégalités de ressources, de reconnaissance et de pouvoir d'agir.

a. « ON N'Y CROIT PAS » : FORMES EXPLICITES DE REJET ET SUSPICION FACE AUX POLITIQUES ÉCOLOGIQUES

Bien que les discours critiques sur la transition écologique soient présents dans de nombreux entretiens, la forme explicite de rejet des politiques de transition reste minoritaire. Seules cinq personnes interrogées manifestent une hostilité franche à la fois aux principes et à l'adoption de pratiques écologiques.

C'est le cas de Manuel. Après son arrivée d'Espagne à Marseille il y a plus de 15 ans, cet homme de 45 ans est aujourd'hui gardien d'un foyer d'hébergement pour femmes victimes de violences conjugales, après avoir passé plus de 10 ans à la rue. Il décrit ses cercles actuels de sociabilité comme exclusivement composés de ses anciens « *compagnons de galère* », rencontrés dans la rue, des bénévoles de l'association d'accompagnement des personnes sans domicile qui l'ont aidé à trouver son emploi et un appartement, et des autres employés du foyer d'hébergement.

Enquêteur

« *Ça te dit quelque chose le terme sobriété ?*

Manuel :

« *C'est en rapport avec l'alcool ? [L'enquêteur évoque la possibilité de parler de sobriété dans le cadre des questions de transition écologique] Oui, il y'a ça aussi, bon, déjà moi, je vois ça comme une utopie. C'est des questions, des problèmes du gouvernement. Par exemple, [le gouvernement fait] monter le prix pour ne pas mettre beaucoup de centrales nucléaires. Si c'est fermer des centrales pour faire monter les prix, à quoi ça sert pour le citoyen ? C'est une contrainte. [...] [Les écologistes] t'attaquent pour tout ! Ils te disent, « non, ne fais pas ça ! » ou « il faut faire ci ou ça ! » Tu vois ? Par exemple, maintenant ils te prennent la tête avec tout en électrique. Mais de*

quoi on parle ? Pour moi, c'est une utopie en fait. Pour l'instant, c'est pas sérieux. C'est pas sérieux. Il ne faut pas parler avec eux. Moi, je n'y crois pas.

Manuel affirme ne pas croire aux discours écologiques, qu'il considère comme une vision imposée d'en haut. À ses yeux, les politiques de transition relèvent d'une stratégie gouvernementale pour faire artificiellement monter les prix de l'énergie, et non d'un réel souci de l'environnement. Il doute d'ailleurs de la réalité de la crise écologique actuelle : *« des changements de température, sur la planète, il y'en a toujours eus ».*

Plus encore, Manuel exprime un sentiment d'agression symbolique à l'égard de ceux qu'il appelle les *« écologistes » : « ils t'attaquent pour tout »*. Il critique une forme de surveillance morale des comportements, où les prescriptions écologiques (passer à l'électrique, réduire certaines consommations) apparaissent comme des injonctions normatives déconnectées des réalités de vie. Ce qu'il rejette n'est pas seulement une orientation politique, mais une manière de s'adresser à lui, perçue comme dévalorisante, culpabilisante et irréaliste. L'attitude qu'il prône envers *« eux »* est une attitude de méfiance et d'évitement : *« il ne faut pas parler avec eux ».*

Méfiance sur la réalité de la crise écologique et méfiance sur les intentions véritables des politiques écologiques se retrouvent également dans la position de Robert, retraité et célibataire sans enfant, qui décrit ses liens sociaux comme « *faible* » par « *goût de l'isolement* » :

Enquêtrice

« Par rapport à ta consommation, as-tu changé tes habitudes pour des raisons écologiques ?

Robert

« Non. Par rapport à ma santé, j'essaie de faire attention. [...] Parce que je ne vois pas l'intérêt de se poser ces questions. Je veux dire, la viande tu l'achètes dans les supermarchés, elle est proposée. C'est pas moi qui ai choisi qu'il y ait tel type de produit dans les supermarchés. C'est juste pour ma santé [que je fais attention].

Enquêtrice

« Tu n'es pas sensible aux effets des actions de chacun pour agir collectivement ?

Robert

« Non, ça, ça ne marche pas. Je n'y crois pas du tout.

La méfiance à l'égard de la réalité même de la crise écologique, accentuée par une suspicion sur les intentions véritables des politiques environnementales, se retrouve dans les propos de Robert, qui dit se méfier de tout discours perçu comme *« généralisant »* ou *« prescriptif ».*

Interrogé sur les enjeux environnementaux, Robert relativise d'abord leur importance : *« Depuis que je suis gamin, on entend que tout va s'effondrer. Mais bon, on est toujours là. Moi je crois surtout qu'on aime bien faire peur. »* À ses yeux, la crise écologique est largement exagérée, voire entretenue par les gouvernements à des fins politiques : *« C'est comme pour les retraites, la sécurité, maintenant l'écologie, à chaque fois on nous fait peur pour mieux faire passer des mesures. »*

Cette défiance ne se limite donc pas au contenu des politiques de transition, mais porte également sur la crédibilité de ceux qui les énoncent. Robert considère que les mesures environnementales sont souvent des prétextes pour imposer de nouvelles normes de comportement, sans que ceux qui les promeuvent s'y soumettent eux-mêms : *« C'est toujours les mêmes qui doivent se serrer la ceinture. »*

Robert rejette fortement l'asymétrie perçue entre les discours écologiques et ce qu'il y voit comme une injonction moralisatrice. Il résume sa position ainsi : *« Moi, je trie mes déchets, je gaspille pas, mais j'ai pas besoin qu'on vienne me dire comment je dois vivre. »*

L'écologie est ici reçue non comme un projet commun, mais comme un vecteur d'ingérence, renforçant le sentiment d'extériorité vis-à-vis d'un monde politique vécu comme lointain et intéressé. Le scepticisme sur la crise écologique se mêle alors à une crise plus large de la confiance : *« C'est des justifications pour continuer à faire monter les prix. »*

Manuel et Robert manifestent un rejet des politiques écologiques qui, s'il prend une forme radicale dans la critique qu'ils opposent à tous discours et toute action écologique, se formule dans un cadre que l'on retrouvera dans les sections suivantes à propos des critiques formulées chez des personnes par ailleurs adhérentes à la nécessité d'agir face au changement climatique et à l'érosion de la biodiversité. Trois motifs de critique principaux émergent : la dénonciation d'un *« double discours des élites »,* la crainte d'une dégradation du

pouvoir d'achat liée à la transition écologique, et le rejet de formes jugées moralisatrices, méprisantes ou dévalorisantes dans les appels au changement de comportement.

b. UNE CRITIQUE DU « DOUBLE DISCOURS » : LE SOUPÇON D'UN USAGE INSTRUMENTAL DE LA SOBRIÉTÉ

Plusieurs personnes interrogées expriment des réserves à l'égard des politiques de transition écologique, en pointant ce qu'elles perçoivent comme un décalage entre les injonctions adressées aux citoyennes et citoyens et les pratiques effectives des responsables publics ou des grandes entreprises. Cette dénonciation n'exprime pas une hostilité de principe envers la transition écologique, mais s'inscrit dans une défiance généralisée vis-à-vis des institutions. Elle repose sur l'idée que les appels à la sobriété relèveraient moins d'un impératif partagé que d'une mise à l'épreuve unilatérale des milieux populaires.

C'est ce que résume Pauline, mère célibataire de 38 ans, interrogée à propos des appels du gouvernement à limiter le chauffage individuel à 19 degrés durant l'hiver 2022 :

« Là, du coup, oui, le gouvernement propose ça. Ça me fait rire quand on voit les trajets en jet privé qu'ils font. Alors, qu'ils pourraient prendre le train ou des choses comme ça. Franchement, le gouvernement, les repas à l'Élysée pour je ne sais pas combien d'euros, en fait, le gouvernement n'est pas tout de suite dans la sobriété énergétique. Donc, c'est un peu facile de dire aux Français et Françaises de le faire, alors qu'eux-mêmes ne le font pas. »

Le sentiment d'injustice exprimé ici repose sur l'idée d'un écart intenable entre ce qui est prescrit et ce qui est pratiqué, entre l'exemplarité attendue et les comportements supposés.

Ce sentiment traverse également les propos de Sébastien, 24 ans, sans emploi, récemment installé à Marseille après avoir grandi en région parisienne. Bénéficiaire d'une allocation dans le cadre du contrat d'engagement jeune, il exprime une forte méfiance à l'égard de la communication gouvernementale sur la sobriété. Pour lui, cette notion a surtout servi à légitimer une hausse brutale des prix de l'énergie, en recourant à un vocabulaire valorisant pour masquer un « *renoncement politique* » : *« Je pense qu'ils n'ont fait que camoufler, ou chercher à justifier plutôt, la hausse des prix de l'énergie liée à la guerre. Et aussi, d'utiliser un mot qui fait bien, qui peut avoir une connotation un petit peu respectable... limite positive. »*

Ce qu'il critique ici, ce n'est pas seulement l'inaction, mais le fait de doter cette inaction d'un « *vernis* » écologique. Le mot sobriété devient pour lui un outil de communication politique : *« Ça fait bien de dire "sobriété", mais dans les faits, c'est juste une manière de nous habituer à consommer moins sans que rien ne change ailleurs. »*

Il y a là une double dénonciation : celle d'un discours perçu comme contradictoire, et celle d'un effort présenté comme collectif mais qui pèserait toujours sur « *les mêmes* ». *« C'est purement du greenwashing. C'est risible, c'est honteux. Ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas le faire, mais en fait ils ne sont pas légitimes à le dire, puisqu'ils ne font pas le job. »*

Cette remise en cause des discours institutionnels parfois jugés déconnectés ou instrumentalisés rejoint une critique plus structurelle : celle de la répartition concrète des efforts. Nombre de personnes interrogées estiment que la responsabilité effective de la transition repose avant tout sur les ménages des classes moyennes et populaires, tandis que les grands acteurs économiques seraient largement épargnés.

c. CRITIQUES D'UNE MISE À CONTRIBUTION ASYMÉTRIQUE PERÇUE ENTRE ENTREPRISES ET MÉNAGES

À la critique d'un double discours porté par les élites s'ajoute une mise en cause plus structurelle de la répartition des responsabilités dans la transition écologique. Plusieurs personnes interrogées pointent un déséquilibre manifeste à leurs yeux : les efforts demandés pèseraient principalement sur les ménages, alors que les grandes entreprises et les ménages les plus riches, pourtant perçues comme fortement contributeurs aux

émissions, échapperaient largement à ces injonctions. Ce sentiment d'injustice nourrit une demande de rééquilibrage dans la répartition des efforts. *« C'est peut-être bien que les grosses entreprises s'y mettent d'abord »,* propose ainsi Clémence, lorsqu'on lui demande ce qui, selon elle, permettrait d'aider les gens à être plus sobres.

À ses yeux, la mise en œuvre d'une politique écologique crédible suppose d'abord une action cohérente à grande échelle, engageant ceux qui disposent d'un pouvoir économique et politique. Elle insiste aussi sur l'importance de rendre les comportements vertueux plus accessibles : *« Peut-être y mettre les moyens dans le sens où, que ce soit moins cher d'acheter local, que ce soit moins cher de prendre le train que l'avion [...] mais tout ça, ça dépend du gouvernement. »*

L'enjeu, pour Clémence, n'est donc pas uniquement celui de la morale ou de la responsabilité individuelle, mais d'un arbitrage économique structuré : sans action publique cohérente et redistributive, les discours de sobriété ne sont pas entendus comme des appels au bien commun, mais comme des injonctions inéquitables qui renforcent les écarts existants.

Nombre de personnes interrogées estiment que le monde de l'entreprise et, plus largement, le secteur marchand, ne figurent pas parmi les principales cibles des efforts requis dans le cadre de la transition écologique.

Cette critique d'un déséquilibre dans la répartition des efforts requis s'articule fréquemment à une critique plus large des logiques de sobriété centrées sur les comportements individuels. Dans les entretiens, les personnes qui insistent sur la nécessité d'une contribution accrue des entreprises et du secteur marchand (ainsi que de l'État) sont aussi celles qui formulent les critiques les plus nettes à l'égard de ce qu'elles perçoivent comme une « écologie des petits gestes », jugée marginale au regard des enjeux ou irréalistes, fautes de dispositifs et d'accompagnement adaptés.

Ce décalage est parfois illustré à travers des observations du quotidien. Ainsi, Stéphane s'étonne de l'intensité du chauffage dans les supermarchés : *« Même des fois, je me rends bien compte, même dans les supermarchés, les trucs chauffants quand on passe en dessous, on transpire alors que dehors, on sort, on se gèle les miches. On passe d'un extrême à l'autre »* mettant en lumière des pratiques perçues comme énergivores dans les espaces commerciaux. Ce type de remarque traduit une incompréhension, voire une forme de désaccord, face à des écarts jugés incohérents entre les injonctions à la sobriété adressées aux ménages et la persistance de pratiques commerciales peu compatibles avec cet objectif.

La légitimité d'une plus forte implication des acteurs économiques dans les efforts de sobriété ne repose pas uniquement sur une critique d'injustice perçue, mais également sur une appréciation de leur capacité d'action. Plusieurs personnes interrogées soulignent que les entreprises disposent de leviers techniques, humains et financiers qui leur permettraient de jouer un rôle structurant dans la transition. Pour Valentin, c'est bien l'échelle d'intervention qui rend ces acteurs décisifs : *« Si tout le monde pouvait être sobre, si tout le monde le respectait, évidemment ça aurait une influence. [...] Mais si c'est des grosses entreprises qui essaient, ça fait beaucoup plus d'influence. Une entreprise a plus d'influence qu'une dizaine de personnes. »* Il évoque également la possibilité que des pôles spécialisés soient intégrés aux structures économiques pour accompagner cette transformation : *« Il peut y avoir des personnes dont ce serait entièrement le travail. »* Cette remarque souligne une attente explicite à l'égard des entreprises, non seulement en termes de responsabilité, mais aussi d'organisation concrète des moyens en faveur de la sobriété.

Cette attente d'une responsabilité accrue des entreprises et des pouvoirs publics dans l'organisation des efforts de transition se retrouve également chez Michel, 68 ans, retraité après avoir exercé de nombreux métiers tout au long de sa vie, souvent précaires. Fort d'une expérience professionnelle hétérogène (serveur, chauffeur de bus, employé aux espaces verts, etc.) Michel insiste sur la nécessité de tenir compte des contraintes matérielles des individus avant d'exiger des changements. À ses yeux, les appels à l'adoption de comportements plus écologiques ignorent trop souvent les réalités concrètes : *« On a tendance un petit peu à culpabiliser les gens sur l'écologie parce qu'on s'en fout qu'ils aient les moyens ou pas, on leur dit c'est comme ça ! »* Il critique une approche qu'il juge descendante, mal ciblée, et peu attentive aux conditions effectives d'application : *« Si on vous demande d'avoir une voiture électrique dans 5-10 ans, pour beaucoup ce n'est pas possible. »*

Il insiste sur le rôle structurant des entreprises, en particulier dans l'organisation des mobilités professionnelles, et considère que la responsabilité d'adaptation ne saurait être laissée aux seuls individus : *« C'est pas à lui [un salarié] d'acheter une voiture électrique, c'est au patron de lui en donner une. »* Pour Michel, l'injonction à la transition énergétique ne peut être dissociée d'un principe d'équité organisationnelle : *« Une société*

qui s'organise, ce n'est pas en disant : débrouille-toi, achète ta voiture, prends un crédit. » Il questionne également les fondements techniques de certaines solutions, à commencer par la voiture électrique, qu'il juge discutable au regard de l'extraction de matériaux nécessaires à sa fabrication. Ce faisant, il souligne que la mise en œuvre des objectifs écologiques ne peut faire abstraction des réalités économiques, et que les entreprises, y compris auprès de ceux qu'elles emploient, devraient assumer une part décisive de cette transformation.

La critique de l'asymétrie dans les efforts demandés s'étend à une dénonciation plus globale des inégalités perçues dans la répartition des responsabilités et des sacrifices. Michel élargit sa réflexion en mettant en cause l'exemplarité des élites politiques et économiques. Il évoque un « *train de vie de l'État* » qu'il juge incompatible avec les injonctions faites au grand public en matière de sobriété. À travers une série d'exemples concrets (dépenses « *somptuaires* » des représentations diplomatiques, avantages matériels accordés aux parlementaires, ou encore maintien de dispositifs perçus comme dispendieux) Michel dresse le tableau d'un système dont les efforts ne semblent pas répartis équitablement.

Ce qu'il dénonce, ce n'est pas seulement le décalage entre discours et pratiques, mais un ordre institutionnel perçu comme inefficace et inéquitable. *« On ne peut pas dire qu'il faut faire des efforts, et d'un autre côté, avoir une vie incroyable »,* résume-t-il. Pour Michel, les marges de manœuvre financières existent bel et bien – en particulier du côté des hauts revenus, des dépenses publiques jugées superflues, ou encore de la fiscalité des grandes entreprises – , mais elles ne sont pas mobilisées au service de la transition écologique.

Cette critique résonne comme une contestation des priorités politiques et budgétaires. À ses yeux, sans un engagement réel de l'État et sans une contribution significative des plus fortunés, l'appel à la sobriété conserve un caractère inacceptable : non pas tant en raison d'un rejet du principe, que du sentiment d'être, une fois encore, les seuls à qui l'on demanderait de changer.

En somme, les critiques adressées aux entreprises et au secteur marchand ne relèvent pas d'une remise en cause globale de l'objectif de transition, mais traduisent une attente de rééquilibrage dans la répartition des efforts. C'est bien l'asymétrie perçue entre les responsabilités réelles et les contraintes imposées qui alimente un sentiment d'injustice, susceptible de fragiliser l'adhésion aux politiques de sobriété.

d. CRITIQUES D'UN MANQUE D'EXEMPLARITÉ DES « ÉLITES »

Béatrice, une aide-soignante de 39 ans, se met en colère lorsque l'enquêteur lui demande ce qu'elle pense des politiques publiques de sobriété :

Béatrice

« Alors, je suis pour, justement, le chemin vers la sobriété. Je suis pour avoir des actes de consommation plus réfléchis et plus raisonnés, plus justes et plus dans le partage, et aussi agir dans ces modes de consommation plus en respect de l'environnement. Je suis complètement pour tout ça. Donc là-dessus, je suis d'accord. Par contre, ça me met quand même en colère, parce que le gouvernement demande à la population de faire des efforts. Mais le gouvernement, et en tout cas les politiciens, pour beaucoup, ont des pratiques complètement intolérables de consommation, que ce soit pour les campagnes électorales ou leur quotidien, pour leurs déplacements, pour les repas, quand il y a des manifestations politiques ou des choses comme ça. Voilà, donc ça, ça me met un petit peu en colère. On ne peut pas demander à la population de faire des efforts. OK, moi, je veux bien, mais il faut qu'ils montrent l'exemple aussi. Et je pense qu'il y a beaucoup d'efforts à faire déjà d'en haut, j'ai envie de dire.

Le propos de Béatrice illustre une position fréquente dans les entretiens : l'adhésion aux objectifs de sobriété ne s'oppose pas à une critique virulente des modalités de leur mise en œuvre. Ce n'est pas le principe des efforts demandés qui est rejeté, mais l'inégalité perçue dans leur application. La colère exprimée vise moins les contraintes elles-mêmes que l'absence d'exemplarité de la part de celles et ceux qui les formulent. La cohérence entre les discours politiques et les comportements des responsables publics apparaît ici comme une condition de légitimité. En l'absence de cette cohérence, les appels à la sobriété sont vécus comme disqualifiés, voire provocateurs.

Cette mise en cause de l'exemplarité des élites ne se limite pas aux seules inégalités de moyens ou à la répartition différenciée des efforts. Elle s'étend également à la manière dont certains discours publics sur l'écologie sont perçus comme éloignés des expériences ordinaires et peu accessibles à la majorité. Marc, 76 ans,

retraité après une double carrière comme imprimeur puis travailleur social, évoque avec pudeur son propre rapport à la culture écrite et au langage institutionnel. Ayant dû, selon ses mots, « *se former par la lecture* » en raison de difficultés scolaires précoces, il dit ressentir un profond malaise face à une forme de communication trop technique ou trop abstraite : *« J'entends beaucoup de philosophes parler avec un langage très châtié qui ne convient pas à 80 % de la population. »*

Ce qu'il met en question n'est pas tant le contenu des discours que leur forme, leur ton, et les présupposés implicites sur ceux à qui ils s'adressent. Il critique ce qu'il appelle une « *élite intellectuelle* » qui chercherait à « *éduquer les gens* » à travers des registres de langage et des références qui, selon lui, ne trouvent pas d'écho chez une large part de la population : *« Ce discours universitaire, il ne me parle pas. Moi, je me vante d'être populaire. »* L'usage de cette formule, qui conjugue fierté sociale et refus d'une certaine condescendance, donne à entendre une exigence de reconnaissance des formes ordinaires de savoirs et de sensibilité.

À plusieurs reprises, Marc revient sur la nécessité d'une parole plus accessible, *« une philosophie qui s'adresse à tout le monde »,* portée non par le souci de convaincre, mais par une forme de sincérité : *« Ce qui me touche, c'est quelqu'un qui parle avec son cœur. »* Ce qu'il rejette, au fond, c'est un écart jugé excessif entre ceux qui « *savent* » et ceux à qui l'on parle, entre une parole technicisée et les conditions sociales de sa réception. Cette critique rejoint, dans un autre registre, les nombreuses attentes d'exemplarité exprimées dans les entretiens. Elle exprime une forme de décrochage symbolique, où les catégories populaires ne se reconnaissent plus dans les discours portés par les élites, non seulement du fait de leur contenu, mais aussi de la manière dont ces discours sont formulés et adressés.

Plusieurs personnes interrogées formulent ainsi un appel explicite à la sobriété des « élites », perçues comme les premières devant montrer la voie, en cohérence avec les prescriptions adressées à la population. Nous retrouvons ici Sofia, 42 ans, résidante de Roubaix, qui insiste avec vigueur sur l'importance de cette exemplarité dans la construction d'un sens écologique partagé : *« Il suffit juste de dire, regardez, on fait comme ça. Donnez l'exemple, faites, montrez, vous. [...] C'est l'exemple. Et comme on dit, l'exemple, il vient d'en haut. Les gens regardent tout le temps là-haut. »*

Sa critique s'ancre dans une perception très concrète de l'incohérence entre les discours de sobriété et les pratiques observées des élites politiques : *« Tu es ministre de l'écologie, tu vas de là à là, à ton bureau, deux kilomètres pour aller à ton bureau. Mais derrière toi, il y a quatre voitures qui te suivent. Ben non, monte dans une voiture et va à ton bureau et ne gaspille pas tout ça. »* Au-delà du symbole, c'est l'idée d'un modèle d'action publique incarnée qui est ici en jeu, fondée sur une exigence de sobriété partagée et visible.

Dans sa parole se mêlent soucis écologique, critique des « *puissants* » et volonté de justice. Si elle appelle à davantage de sobriété, elle récuse cependant toute responsabilisation unilatérale des classes populaires : *« Ce n'est pas à nous, c'est aux grandes entreprises de faire. Nous on ne peut rien. Nous on est des moutons, même des pigeons. Moitié mouton, moitié pigeon. On fait ce qu'on nous dit. »* Sofia associe ses critiques à la conviction ferme que les questions sociales et les questions environnementales sont indissociables : « *Je pense que les deux sont liés. C'est comme la main droite et on marche avec les deux. On ne va pas marcher que comme ça. On est obligé d'avoir deux béquilles.* »

Cette conviction la conduit à formuler une critique politique d'ensemble, en appelant à un recentrage de l'action publique sur les enjeux concrets de sobriété et d'équité : *« Qu'ils soient, eux, sobres. Et qu'ils appliquent ce qu'ils aimeraient que les autres fassent. »* Loin d'un rejet abstrait, cette parole dit l'attachement à une écologie possible, mais à condition qu'elle soit incarnée, soutenue, et équitablement répartie.

Enfin, Marc, interroge le sens même de la sobriété dans un contexte où les figures politiques censées incarner cette exigence n'apparaissent pas comme légitimes aux yeux d'une partie des enquêtés. S'il revendique une vie simple *« je ne vais jamais en voyage, je n'ai pas de train de vie... voilà, tout est relatif »,* il dit son inconfort avec la notion de sobriété, telle qu'elle est aujourd'hui mobilisée : *« J'ai du mal à entendre ce mot-là, parce que les exemples qu'on me donne, et ceux qui sont à la tête, ne me donnent pas l'exemple de la sobriété. »* À ses yeux, la cohérence entre discours et comportements est une condition fondamentale de l'adhésion : *« La sobriété, c'est surtout montrer l'exemple, pour moi. »*

L'absence de modèles perçus comme crédibles alimente un conflit intérieur « *j'ai un conflit avec la sobriété* », dit-il, où se mêlent l'héritage d'une éducation fondée sur la simplicité, une expérience de vie marquée par la retenue, et le refus de recevoir des injonctions de la part de figures institutionnelles disqualifiées. Ce que dit ici Marc, avec d'autres, c'est que l'engagement dans la transition ne peut être exigé sans qu'un chemin soit rendu possible, et que la parole politique, pour être entendue, suppose une éthique du comportement à sa hauteur.

Zohra souligne avec force l'asymétrie entre les efforts demandés aux personnes *« on en fait déjà beaucoup, je trouve »* et l'absence de preuve tangible que les responsables politiques appliquent à eux-mêmes les principes qu'ils énoncent. La demande de réduction de la consommation énergétique domestique, notamment l'abaissement du chauffage à 19 degrés, est accueillie avec scepticisme et ironie : *« J'aimerais bien savoir, moi, est-ce que [la femme du Président de la République] va baisser à 19 degrés ? »* Ce type de réaction illustre une attente forte de cohérence entre discours public et comportement observé.

Plus largement, la critique de Zohra s'inscrit dans une dénonciation de la pression sociale généralisée pesant sur les publics précaires, et de ses effets sur les rapports sociaux : *« Ils rendent tellement les gens stressés, tendus... à un moment donné, ça va clasher. »* À ses yeux, la charge des efforts exigés, cumulée à une absence de reconnaissance des situations vécues, contribue à alimenter les tensions quotidiennes.

e. CRAINTE DU RENFORCEMENT DU CONTRÔLE SOCIAL

Si les critiques précédemment évoquées portent sur l'injustice perçue dans la répartition des efforts ou l'absence d'exemplarité des élites, d'autres prennent la forme d'un soupçon plus profond : celui d'un usage politique de la transition écologique à des fins de contrôle social. Pour certains enquêtés, les dispositifs techniques et réglementaires associés à la sobriété (compteurs intelligents, quotas carbone, incitations à la réduction des mobilités) ne sont pas uniquement perçus comme des outils de transformation, mais comme les prémices d'un encadrement accru des comportements individuels. La méfiance exprimée ici ne relève pas tant d'un refus de principe de la transition, que d'une inquiétude face à une écologie vécue comme contrainte, intrusive, et parfois instrumentalisée au nom d'un intérêt supérieur peu défini.

Ce soupçon se cristallise dans les propos de Sofia, qui exprime une méfiance marquée envers les intentions politiques sous-jacentes aux mesures de sobriété énergétique. Revenant sur les campagnes de communication gouvernementales de 2022, elle souligne leur efficacité apparente « *Ils ont bien réussi leur coup parce qu'ils voulaient 2%. Ils sont tombés à plus de 10%* » tout en les replaçant dans un contexte plus large de défiance. À ses yeux, les gestes écologiques demandés sont moins l'expression d'un souci collectif que l'effet d'une pression diffuse exercée sur les individus : *« On n'a même pas besoin de me le dire. Je n'ai pas le choix que d'être comme ça [de baisser ma consommation]. »*

Cette absence de choix est au cœur d'un sentiment de dépossession. Sofia évoque une surveillance croissante des comportements à travers les outils du numérique, y voyant les prémices d'un modèle inspiré du système chinois de crédit social. Le registre de la surveillance se renforce lorsqu'elle revient sur l'installation forcée d'un compteur connecté à son domicile, malgré ses demandes d'exemption : « *J'étais contre le compteur* [connecté], *on me l'a mis sans mon accord.* » Cette expérience vécue d'imposition sans recours alimente un discours critique où la sobriété deviendrait le masque d'une contrainte technocratique croissante.

Zohra, quant à elle, développe une critique plus diffuse, articulée à une perception d'un double discours des institutions. La critique se densifie autour d'un sentiment d'imposition permanente : *« On nous commande trop, qu'on nous impose trop, qu'on nous dit qu'on est libre, mais on n'est pas libre. »* Pour elle, le lien doit être fait avec la période de restriction liée à la crise du Covid-19 : *« Déjà là, on voyait toutes les techniques pour tracer et pister les gens. Si ça s'arrête vraiment là, pourquoi pas, mais après ils gardent ces savoir-faire et ils les réutilisent, un coup pour protéger les gens, un coup pour protéger la planète. Bientôt on vous bloque les choses et on vous surveille avec le carbone. »*

Ces propos ne se situent pas dans une opposition frontale à toute forme de régulation, mais interrogent les finalités, les modalités et les bénéficiaires de ce qui est présenté comme des politiques environnementales. Ce que pointent Sofia et Zohra, à travers des expériences différentes, c'est une crainte que l'écologie serve de levier à une extension du contrôle social, s'exerçant prioritairement sur les plus vulnérables. Pour Zohra, l'interdiction évoqué du nombre de vol permis dans une vie va dans ce sens.

Dans cette configuration, la demande de sobriété cesse d'apparaître comme une réponse partagée à un problème collectif, pour devenir une norme imposée, asymétrique et opaque à travers l'usage de technologies. Le sentiment d'être assigné à des comportements sans en maîtriser ni le sens ni les moyens de mise en œuvre nourrit une défiance profonde, qui ne remet pas tant en cause la finalité écologique que le régime d'autorité perçue dans lequel elle s'inscrit.

Conclusion

Ce chapitre visait à documenter et analyser les critiques adressées aux politiques de transition écologique par des personnes en situation de précarité, dans le but de mieux comprendre les freins à leur acceptation. Loin de traduire une hostilité générale à l'égard de l'écologie, les propos recueillis mettent en lumière des formes de distance, de défiance, voire de rejet, qui prennent appui sur l'expérience sociale des enquêtés et sur leur rapport au politique.

Trois grands registres critiques émergent. Le premier porte sur l'asymétrie perçue dans la répartition des efforts : les politiques de sobriété sont souvent reçues comme s'adressant en priorité aux ménages modestes, tandis que les grandes entreprises ou les élites économiques et politiques leur apparaissent peu mises à contribution. Le deuxième registre dénonce l'absence d'exemplarité des responsables publics, qui fragilise la légitimité même de leurs discours. Le troisième relève d'une crainte plus globale : celle que l'écologie serve de justification à un renforcement du contrôle social, notamment à travers l'imposition de normes et d'outils perçus comme contraignants.

Ces critiques expriment moins un refus des finalités écologiques qu'une interrogation sur les formes concrètes de leur mise en œuvre. Elles soulignent la nécessité d'une action publique cohérente, équitable et compréhensible, susceptible d'embarquer l'ensemble des composantes de la société. Identifier ces points de friction constitue une condition essentielle pour lever les blocages à l'adhésion et construire une transition juste, fondée sur la reconnaissance des situations vécues et l'inclusion des publics les plus exposés.

05. MOTIFS D'ADHÉSION AUX POLITIQUES DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

La réception des politiques de transition écologique et de sobriété ne peut être réduite à une série d'injonctions technocratiques ou à des mesures suscitant de la méfiance voire du rejet. L'enquête qualitative révèle également des formes d'adhésion significatives, souvent peu visibles dans le débat public. Celles-ci ne s'expriment pas nécessairement dans les termes d'un engagement militant ou d'une adhésion idéologique explicite, mais prennent appui sur des pratiques situées, des formes de savoir-faire hérités, des expériences partagées et des normes sociales considérées parfois comme allant de soi.

Pour une part importante des personnes rencontrées, les gestes valorisés par la transition écologique (limiter les déplacements en voiture, consommer moins d'énergie, éviter le gaspillage alimentaire, acheter des produits de saison) sont déjà intégrés au quotidien. Ces comportements sont souvent interprétés comme relevant du *« bon sens »,* et associés à des valeurs de mesure ou d'économie, transmises généralement dans le cadre familial ou local. Loin de constituer des ruptures, ces pratiques sont perçues comme une continuité, et donnent lieu à une demande explicite de reconnaissance : reconnaissance des efforts déjà fournis, mais aussi d'une forme de morale ordinaire, fondée sur le soin apporté aux ressources, au corps, et aux autres.

Ce lien entre écologie et souci de soi est particulièrement manifeste dans les discours portant sur l'alimentation, la santé ou le rapport au travail. Nombre d'enquêtés affirment être prêts à modifier leurs habitudes pour se sentir en meilleure santé, ou à s'engager dans des métiers en accord avec leurs principes. Dans ces registres, la transition écologique n'apparaît ni comme une contrainte, ni comme un idéal abstrait, mais comme une opportunité de rééquilibrer des manières de vivre, dans un contexte perçu comme marqué par des excès : excès de consommation, de vitesse, de pollution, mais aussi de désajustement entre les valeurs défendues et les conditions concrètes de leur mise en œuvre.

Les formes d'adhésion identifiées s'ancrent également dans une recherche d'égalité citoyenne et de reconnaissance collective. L'écologie est ici pensée à la croisée de plusieurs préoccupations : protection de l'environnement, justice sociale, qualité des relations humaines, et participation démocratique. Pour de nombreuses personnes interrogées, les principes de l'écologie rejoignent ceux du vivre ensemble, au point d'être parfois exprimés dans des termes moraux ou spirituels. Cette convergence entre écologie, morale partagée et exigence de justice nourrit des attentes fortes en matière de régulation publique, mais aussi de démocratisation des décisions environnementales.

Ce chapitre s'attache ainsi à restituer la diversité des motifs d'adhésion exprimés. Il s'agit de comprendre comment les politiques de transition écologique entrent en résonance avec des pratiques sociales déjà établies, des justifications enracinées dans des expériences concrètes, et des formes de légitimité construites dans l'ordinaire des vies sociales. En portant attention aux mots des personnes, à la pluralité des registres mobilisés, et aux collectifs dans lesquels s'inscrivent leurs engagements, ce chapitre vise à éclairer les conditions de possibilité d'une écologie vécue, appropriée et revendiquée au sein des milieux populaires.

a. DES PRATIQUES PRÉEXISTANTES RECODÉES COMME ÉCOLOGIQUES

Chez de nombreuses personnes rencontrées, l'adhésion aux objectifs de la transition écologique prend appui sur des pratiques déjà installées dans le quotidien, sans avoir nécessairement été initialement pensées comme « écologiques ». Ces pratiques relèvent le plus souvent d'une logique d'économie, de débrouille ou de préservation des ressources, et ne sont pas nécessairement identifiées comme relevant d'un engagement environnemental. Leur redécouverte ou requalification par les politiques publiques ou les discours institutionnels suscite parfois de l'étonnement, voire une forme d'agacement, tant ces gestes semblent relever d'une morale ordinaire, ancrée dans les contraintes de la vie courante.

Patrice, 59 ans, que nous avons déjà rencontré dans les chapitres précédents, illustre ce rapport à une consommation économe : « *Moi je passe ma vie à bouffer de la viande surtout, voire des fromages à moins 34 %, puisque c'est en fin de date. Moi, je ne sais pas, 50-60 % de mon alimentation, c'est du fin de date.* [...] *Et s'il y en a quatre, pour être très honnête, j'en achète deux fois deux, et j'en mets deux au congèle pour bouffer en fin de mois.* » Ce rapport à la consommation, structuré par les contraintes budgétaires, est également revendiqué comme une manière d'éviter le gaspillage alimentaire : *« C'est donc d'abord les prix, mais en plus je suis anti-gaspi. Avec ces manières de faire, non seulement je ne jette rien, mais je bouffe ce que d'autres auraient jeté. »*

Dans ce type de discours, le souci écologique n'est pas formulé comme tel, mais il entre en résonance avec une série de pratiques que les personnes considèrent comme justes, mesurées et respectueuses des ressources. La question du tri des déchets apparaît parfois comme l'unique comportement spontanément identifié comme « écologique », sans pour autant faire l'objet d'une forte valorisation symbolique. Patrice, toujours, exprime ainsi une adhésion modérée à cette pratique, tempérée par une certaine méfiance à l'égard du devenir effectif des déchets triés : *« Effectivement, mes bouteilles de flotte en plastique, je les mets dans le bac jaune. Mon emballage de quatre yaourts, le carton, je le mets dans le bac jaune. J'ai un petit seau chez moi où je mets le verre. [...] Mais j'ai vu, comme tout le monde, à la télé... tu mets la poubelle jaune, la poubelle machin, et puis au cul du camion, c'est mis dans la même. »*

Ces propos rappellent que certaines pratiques valorisées par les politiques environnementales peuvent déjà exister dans les usages populaires, sans être perçues comme telles, ou au contraire être affaiblies par un doute sur leur efficacité réelle. Leur légitimité, pour les personnes interrogées, repose moins sur un discours environnemental global que sur des logiques pratiques : faire des économies, éviter le gaspillage, réutiliser, et adapter ses comportements aux contraintes de la vie ordinaire.

Ce décalage entre certaines pratiques déjà en place et les discours de sensibilisation peut donner lieu à un sentiment d'injustice ou de mise à l'écart. Pour certaines personnes, l'irritation provient du fait que ces manières de faire, longtemps considérées comme ordinaires, voire contraintes, ne sont ni reconnues ni valorisées. Elles apparaissent ainsi comme invisibilisées dans les politiques publiques, alors même qu'elles participent de manière concrète à la sobriété et à la préservation des ressources.

Ce sentiment de ne pas voir ses efforts reconnus nourrit parfois une revendication explicite. Sofia exprime avec un mélange d'humour et de fierté son agacement face au manque de reconnaissance : *« Moi, je l'ai fait, ma consommation. Quand j'ai entendu ça, j'ai dit, normalement, ils doivent nous donner une prime ! [...] Je ne gaspille rien. Pour moi, je veux la médaille d'or ! »* Dans ce type de discours, les gestes de sobriété sont non seulement assumés, mais revendiqués comme des contributions à part entière, et donnent lieu à une demande de légitimation symbolique, voire matérielle.

Ces pratiques, souvent qualifiées de « bon sens », sont fréquemment rattachées à des formes de transmission familiale, elles-mêmes recodées comme écologiques. Cuisiner avec les restes, éteindre les lumières, ne pas laisser l'eau couler inutilement, ou encore recoudre un vêtement abîmé sont autant de gestes quotidiens, appris dès l'enfance, qui prennent aujourd'hui un sens nouveau dans le cadre de la transition écologique. Ils relèvent moins d'une conversion environnementale récente, que d'un ensemble de règles de conduite construites dans un contexte de ressources limitées et de recherche d'équilibre.

Matthieu, environ 40 ans, vit seul en Île-de-France. Il travaille au sein d'une association, après avoir exercé plusieurs années comme graphiste indépendant. Il décrit un mode de vie structuré par la précarité, mais aussi par une forme d'autonomie apprise et valorisée. Il revient ainsi sur l'héritage maternel d'une sobriété incorporée dès l'enfance : *« Ma mère était économe [...] elle n'avait pas d'argent non plus. [...] Je ne ferai pas de surconsommation, même si je peux me le permettre plus maintenant. »*

Ce rapport à la mesure, hérité du cadre familial, s'exprime également dans la manière dont il articule contraintes matérielles et recherche de sens : *« Je n'ai jamais vraiment généré d'argent, je n'ai jamais su être bon commercial. J'ai toujours été dans la précarité et c'est ça qui m'emmène à chercher de l'autonomie, fabriquer les choses. J'ai besoin de couverts, j'apprends à faire les cuillères en bois par exemple. [...] Au lieu de racheter continuellement des affaires, j'ai décidé de me mettre à coudre. »*

Pour Matthieu, cette forme de sobriété est inséparable de son parcours économique, mais elle devient aussi un motif de satisfaction et de fierté : *« Je suis sobre de par ma précarité [...] Ça reste de la sobriété, mais qui est généreuse ! »* S'il reconnaît la contrainte initiale, il souligne également la valeur morale et créative qu'il attribue aujourd'hui à ces manières de faire.

Il interroge d'ailleurs directement le lien entre conditions matérielles et dispositions écologiques : *« Est-ce que c'est mon niveau de précarité qui fait la personne que je suis ? Est-ce que j'essaierais d'avoir les mêmes idées si je n'avais pas eu le souci de faire attention à ce que je dois acheter ? »* Cette réflexion rejoint une idée souvent exprimée dans l'enquête : les pratiques de sobriété ne sont pas nécessairement choisies en dehors de tout contexte, mais elles s'inscrivent dans une continuité biographique, sociale et familiale qui leur donne sens et valeur.

D'autres personnes interrogées insistent également sur cette transmission précoce d'une forme de discipline écologique, sans que le mot lui-même ne soit prononcé : *« J'ai toujours été… dans ma famille on a été éduqués comme ça. On a été éduqués à faire des économies, à ne pas laisser l'eau couler. Non, ça a toujours fait partie de ma vie, mais ce n'est pas nouveau pour moi ça. »* Loin d'être perçues comme des innovations récentes, ces pratiques sont donc inscrites dans des valorisations anciennes, portées par un souci de mesure et une forme de respect à la fois des ressources et du travail nécessaire pour les obtenir.

Cette attention aux ressources se transmet aussi par des cadres familiaux marqués à la fois par la contrainte matérielle et par des formes de solidarité domestique. Les gestes de sobriété se construisent dans l'économie des moyens, mais s'inscrivent aussi dans une morale du partage et de la réutilisation. Réutiliser les vêtements, éviter le gaspillage d'eau ou d'électricité, organiser la consommation en fonction de ce qui est disponible plutôt qu'en fonction des envies : autant de pratiques décrites comme naturelles ou habituelles, et qui participent d'une forme de discipline quotidienne.

Sofia, 42 ans, bénéficiaire du RSA, vit à Marseille avec sa fille de 7 ans. Déjà évoquée dans les chapitres précédents, elle insiste sur la place de l'enfance et de la vie familiale dans la formation de cette attention aux ressources. Issue d'une fratrie nombreuse, elle explique : *« Les habits de mes sœurs, de mes grandes sœurs, je les ai mis. Et moi, ma petite sœur, elle a mis mes habits. »* Ce système d'échange et de réutilisation s'impose comme une norme sociale implicite, fondée sur la nécessité mais aussi sur une forme d'évidence : on ne jette pas ce qui peut encore servir.

Sofia formule de manière explicite le lien entre pauvreté et pratiques environnementales : *« Les pauvres, c'est les premiers écolos. »* Elle justifie cette formule à partir de gestes concrets, appris très tôt : *« Le robinet, vous allez le laisser ouvert pour faire la vaisselle ? Non. Vous prenez une bassine pour laver, une autre bassine pour*

rincer. [...] Et l'électricité, pareil. Pourquoi une pièce reste allumée alors que tu n'y es pas à l'intérieur ? Non, tu éteins. » Ces pratiques sont décrites sans affectation ni fierté ostentatoire, mais comme des évidences apprises dans un cadre familial soucieux d'économiser et de respecter ce que l'on possède, et non comme des engagements environnementaux construits a posteriori.

Cette morale pratique de l'attention aux ressources s'articule également à une valorisation de la solidarité familiale et de l'entraide. Sofia attribue cette manière de faire à son milieu d'origine, marqué par une culture musulmane et maghrébine : elle souligne que chez elle, on apprend très tôt à *« penser collectivement »,* à ne pas gâcher, à partager ce que l'on a. Il ne s'agit pas ici d'un discours sur l'identité, mais d'une manière de rapporter les pratiques à un cadre de vie structuré par des relations de proximité, des logiques d'entraide et une attention aux autres, qui donnent un sens moral à des comportements de sobriété.

On retrouve ici une forme de cohérence morale, où la sobriété ne relève pas d'un discours idéologique, mais de règles de conduite transmises, vérifiées par l'expérience, et adaptées à la vie quotidienne. Cette sobriété incorporée devient alors une forme de compétence sociale, en même temps qu'une base pour une possible relecture écologique, à condition que celle-ci reconnaisse les savoirs déjà là.

Cette transmission de pratiques économes ou sobres passe souvent par la figure maternelle, à laquelle est associée une sensibilité à la santé, à l'alimentation ou au respect de l'environnement. Plusieurs personnes interrogées mentionnent ainsi le rôle déterminant des mères dans l'apprentissage de gestes du quotidien, justifiés à la fois par des contraintes budgétaires, des habitudes familiales et des convictions sur la manière « juste » de consommer.

Sarah, 34 ans, vit seule à Châtillon dans une chambre, et travaille dans une association. Elle explique que ses choix de consommation actuels (tournés vers les produits bruts, achetés en vrac, et souvent issus de l'agriculture biologique) ne résultent pas d'un revirement récent, mais d'une continuité familiale. Elle raconte avoir grandi à la campagne, dans une famille modeste, où l'on consommait principalement les produits du jardin. *« On ne consommait que des choses qui venaient du jardin. [...] C'était aussi économique. »* Elle précise que sa mère, en particulier, était très sensible à la santé et à l'environnement : « *Même si on ne s'entend pas au niveau relationnel, ma mère est très... très sensible à l'environnement et à la santé.* »

Cette éducation influence encore aujourd'hui ses choix, malgré les contraintes économiques : *« Ça fait tellement longtemps que je consomme de cette manière [...] à la fin du mois, oui, je ne fais pas des sorties, mais j'ai un peu du mal à aller sur du conventionnel. »* Elle s'appuie aussi sur des lectures ou des informations pratiques pour adapter sa consommation, comme le fait de distinguer les fruits plus ou moins exposés aux pesticides. Sarah envisage par ailleurs d'adhérer à une Amap, en insistant sur la qualité et le rapport quantité-prix : *« La qualité des fruits et légumes et de la quantité pour un prix pas très cher, pourquoi pas. »*

Alice, 41 ans, mère d'un garçon de dix ans, a elle aussi été marquée par un rapport précoce à la nature, transmis par sa mère. Aujourd'hui en contrat d'insertion dans un jardin associatif, elle évoque un lien fort entre nature, bien-être personnel et responsabilité : *« Ma mère, elle nous a toujours emmenés en nature. Et pour moi, la nature, c'est un lieu qui me ressource et qui me soigne. »* Dans un contexte familial difficile, marqué par la violence paternelle, elle décrit la nature comme un espace de refuge, porteur de stabilité : *« La nature, pour moi, ça a été un endroit où j'ai pu retrouver de la stabilité. [...] Je ne peux pas faire autrement parce qu'elle m'a tellement guérie que je dois la préserver. »*

Dans ces récits, les gestes de sobriété ou d'attention à l'environnement s'enracinent dans une histoire familiale et affective, sans qu'ils aient été nommés comme « écologiques » à l'origine. La sensibilité aux ressources naturelles, à l'alimentation saine ou à la consommation responsable se transmet souvent par les mères, dans un registre mêlant souci de la santé, transmission de gestes concrets, et attachement à un cadre de vie équilibré.

b. SOUCIS DE SOI ET SANTÉ COMME LEVIER D'ADHÉSION MAJEUR

Pour une part importante des personnes rencontrées, l'adhésion aux pratiques associées à la transition écologique est d'abord motivée par un souci de santé. Loin d'être perçues comme des gestes environnementaux désintéressés, certaines habitudes alimentaires, pratiques de consommation ou choix de produits sont justifiées par leur effet supposé sur le bien-être physique. Le registre de la santé apparaît ainsi comme l'un des ressorts les plus puissants de réappropriation

des normes écologiques, dans une logique qui articule protection de soi, protection des autres, et parfois protection de la planète.

Sofia, que l'on a déjà rencontrée dans les sections précédentes, exprime une attention particulière aux produits cosmétiques qu'elle utilise. Bien qu'elle vive avec des revenus très modestes et fasse ses achats dans des enseignes à bas prix, elle affirme privilégier les produits estampillés *« vegan »* : *« Moi je regarde où c'est écrit vegan, je prends. »* Pour Sofia, ce label fonctionne comme une garantie à plusieurs niveaux : *« Que ça n'a pas été testé sur les animaux. Que c'est des produits sains et naturels. Pour moi vegan ça veut dire ça. »* Cette recherche de « *naturel* » s'articule ainsi à une préoccupation pour la santé et à une forme de sensibilité morale, exprimée à travers un choix de consommation éthique, mais compatible avec les réalités économiques du quotidien.

Dans ces discours, la santé est rarement détachée d'autres considérations : elle s'inscrit dans une critique plus large des modes de production, des inégalités d'accès à une alimentation de qualité, ou encore du sentiment d'impuissance face aux logiques marchandes. Rita, âgée de 48 ans et vivant dans la région lyonnaise, exprime clairement ce lien entre santé, écologie et justice sociale : *« Juste pouvoir soutenir les agriculteurs pour qu'ils soient mieux payés et que tout le monde mange mieux, je vois pas qu'est-ce qui nous empêche de faire ça. »* Pour elle, la transition écologique ne peut être dissociée d'une transformation plus générale du système alimentaire : *« On mange vraiment des choses pas bonnes [...] c'est une question environnementale, et de santé publique. »*

La demande exprimée ne porte donc pas seulement sur des gestes individuels, mais sur des politiques publiques capables de garantir un accès plus équitable à des produits sains et de qualité. Derrière l'évocation du « manger mieux », ce sont les conditions sociales d'une alimentation saine qui sont interrogées : « *Il y a de plus en plus de gens qui se serrent la ceinture et qui galèrent* », constate Rita, en appelant à des mesures qui permettraient à tous de *« mieux être, en meilleure santé ».* Le souci écologique se traduit ici par une demande de régulation et de soutien, dans un contexte perçu comme inégal et injuste.

Dans ces discours, la santé constitue ainsi une justification forte pour des pratiques souvent présentées comme écologiques, mais dont la légitimité repose de façon importante sur leur effet direct sur le corps, la qualité de vie et le bien-être au quotidien. Ce souci de soi peut alors fonctionner comme un point d'entrée vers des engagements plus larges, sans pour autant effacer les contraintes économiques ou les arbitrages permanents que les personnes doivent opérer.

Ce souci de soi se manifeste aussi dans la manière dont certaines personnes réorganisent leur quotidien à partir de critères de préservation de la santé physique ou mentale. Dans ces cas, la sobriété ne se présente pas comme un renoncement, mais comme une manière d'*« aller mieux »,* de retrouver un équilibre ou de réduire ce qui est perçu comme nuisible.

Marine, 37 ans, sans emploi au moment de l'enquête, vit en logement social à Lille, où elle est installée depuis toujours. Elle évoque des échanges réguliers avec des proches qui l'encouragent à adopter une forme de sobriété numérique, en lien direct avec le bien-être psychique : « *Il* [mon père] *me dit d'aller à la campagne, de m'apaiser l'esprit, de consommer moins, de couper le routeur, etc.* [...] *Je coupe le routeur tous les soirs. Pour des raisons de santé.* » La réduction des usages ou des nuisances perçues (ondes, bruit, écrans) s'inscrit ici dans un registre de prévention personnelle, où l'environnement et la santé sont directement reliés.

Chez les plus jeunes, la santé est également un critère décisif pour justifier certains changements dans les pratiques de consommation. Chloé, 19 ans, étudiante, explique vouloir arrêter sa consommation de viande, d'abord pour des raisons de bien-être animal, puis pour des considérations sanitaires : *« Dans la viande ils mettent plein de cochonneries. [...] Tu manges de la viande rouge, il y a des études qui sont sorties, mais c'est hyper mauvais pour la santé au final. »* Elle distingue ainsi différentes justifications qui coexistent : prix, respect des animaux, et vigilance envers ce qui est absorbé par le corps.

Dans plusieurs discours, la sobriété devient un objectif personnel, synonyme d'« *amélioration* », d'effort sur soi ou de quête d'équilibre. Jordan, 29 ans, habitant le Nord-Pas-de-Calais, associe la sobriété à un principe de progrès : *« Pour moi la sobriété, c'est l'amélioration, c'est toujours faire mieux. »* Cette définition, volontairement générale, témoigne d'une appropriation subjective du terme, qui permet à chacun d'y inscrire ses propres priorités, qu'elles soient alimentaires, énergétiques, relationnelles ou émotionnelles.

La santé fonctionne ainsi comme un levier transversal, mobilisé à la fois dans les pratiques concrètes (choix des aliments, coupure d'équipements et de réseaux, limitation des substances perçues comme toxiques) et dans les discours de justification. Elle permet de réconcilier sobriété et bénéfices personnels, et rend ac-

ceptables, voire désirables, des comportements parfois associés aux seules restrictions.

Ce registre du soin de soi, qui motive une partie des changements de pratiques, s'exprime fortement dans les choix alimentaires. Le recours aux produits frais, la réduction des aliments transformés, la méfiance à l'égard des additifs ou des pesticides, mais aussi le rejet des produits d'origine animale sont autant de gestes justifiés par le souci de préserver sa santé, ou de « *mieux manger* ». Pour plusieurs personnes interrogées, la manière de se nourrir cristallise des enjeux à la fois écologiques, économiques, moraux et sanitaires.

Marwan, 40 ans, auto-entrepreneur en situation précaire, décrit un rapport structuré à l'alimentation. Né à Alger, il revendique une culture culinaire héritée, à laquelle il reste fidèle malgré les contraintes économiques : *« C'est ma culture, parce que j'ai été élevé comme ça, et pour moi, c'est important, même si c'est... une grosse partie du salaire, c'est là que ça va. C'est la santé, c'est le plaisir. »* Il privilégie les produits frais, qu'il cuisine lui-même, et tente d'acheter un peu de bio et de limiter les emballages, même si les écarts de prix l'en empêchent parfois. Pour lui, cuisiner reste une évidence, une continuité : *« Pour nous c'est normal, ça n'existe même pas [les plats préparés], on ne pense même pas à en acheter. »*

Chez d'autres, comme Manon, étudiante de 22 ans à Lille, le végétarisme s'inscrit dans un ensemble de préoccupations : *« Conscience écologique, pour ma santé, pour la santé des humains, pour les animaux. »* Le refus de consommer des produits d'origine animale est présenté comme un « *chemin* », associant prise de conscience, respect du vivant et entretien du corps. Elle exprime également le souhait de réduire les produits transformés : *« Ce que j'aimerais bien, c'est au maximum ne plus acheter des produits tout faits et pouvoir acheter des ingrédients de base [...] parce que c'est plus économique et ça me permet aussi d'entretenir ma santé. »*

Patrice, que l'on a déjà rencontré dans la première section, relie aussi la réduction de la viande à des considérations de santé : *« Ça, je comprends, même d'un point de vue de la santé, et puis après on n'apprécie même plus. [...] Il faut faire gaffe à ce genre de choses. »* Même sans rupture radicale avec ses habitudes, il exprime une forme d'adhésion raisonnée à cette évolution, qu'il justifie par un équilibre du corps et du goût.

Dans tous ces récits, la santé ne constitue pas un thème isolé, mais un principe d'organisation de la vie quotidienne, souvent hérité, parfois retravaillé, et qui donne sens à des formes de sobriété dont la cohérence se construit au croisement du corps, de l'alimentation, des pratiques d'achat et des valeurs morales. C'est ce souci du bien-être, entendu dans un sens large, qui rend les pratiques écologiques acceptables, voire souhaitables, bien au-delà des discours institutionnels sur l'urgence climatique.

Cette attention portée à la santé dépasse souvent la seule dimension individuelle : elle s'inscrit dans un rapport plus global au vivant, au corps, à la nature et à la collectivité. Pour certaines personnes, prendre soin de soi revient aussi à prendre soin des autres formes de vie, à commencer par les plantes, les animaux, les insectes, les arbres. L'écologie n'est alors pas seulement une affaire de gestes personnels, mais un cadre de valeurs, structuré autour de la vulnérabilité partagée et de l'interdépendance.

Sarah exprime ainsi clairement cette conception de l'écologie comme devoir de soin : *« Prendre soin des animaux, prendre soin des insectes, prendre soin des plantes. [...] Pour moi, c'est prendre soin de notre planète. »* Ce registre du « *prendre soin* », souvent mobilisé par des femmes dans l'enquête, donne un sens concret aux pratiques dites écologiques. Il renvoie à une vision de la nature comme système fragile, dont la dégradation menace directement la santé humaine : *« Les arbres, c'est eux qui permettent le rafraîchissement de l'air. [...] Si on n'a pas assez d'arbres, c'est nous qui sommes impactés. »*

Ce lien entre santé individuelle et santé environnementale se retrouve également dans les choix alimentaires. Pour Sofia, l'attention aux emballages et aux additifs est immédiate : *« S'il y a plus de 3-4 additifs, je ne prends même pas. C'est du poison. »* Cette manière de parler n'est pas isolée : elle illustre une méfiance diffuse vis-à-vis des produits industriels, et une vigilance accrue à ce qui entre dans le corps, bien que les personnes doivent faire face à des arbitrages permanents entre prix, qualité et santé.

Ces exigences ne sont pas seulement des contraintes subies, mais aussi des revendications implicites : celle d'un droit à bien se nourrir, à vivre dans un environnement non toxique, à ne pas être exposé aux effets différenciés de la pollution ou des produits chimiques. Plusieurs personnes expriment ainsi une critique des dispositifs marchands, jugés trop peu contraints ou trop permissifs. Sarah, par exemple, remet en question la responsabilité assignée au seul consommateur : *« Tout ne vient pas que du consommateur. Il faut aussi proposer des choses en magasin. [...] C'est un peu trop tentant, je trouve, de consommer des choses qui sont emballées. »*

À travers ces propos, se dessine une écologie du quotidien, articulée à des demandes de justice alimentaire, de transformation des circuits de distribution, et de soutien à des modes de production plus respectueux du vivant. Dans ces discours, la santé apparaît comme une motivation constante : elle autorise à dépenser plus *« pour manger mieux »,* elle légitime les refus, elle structure les choix, et elle relie les échelles du corps et de la planète.

Elle constitue, avec le souci de liberté individuelle et la demande de reconnaissance des efforts déjà fournis, l'un des ressorts les plus puissants d'adhésion aux pratiques écologiques. À travers elle, ce sont aussi des aspirations plus larges à l'égalité, au respect, et à une vie digne qui s'expriment, bien au-delà des seuls critères de consommation.

C. UNE ÉCOLOGIE DU LIEN : MORALE PARTAGÉE, INCLUSION, DÉMOCRATIE

Pour les personnes interrogées, les gestes associés à l'écologie ne relèvent pas de principes abstraits ou de normes imposées de l'extérieur, mais d'une morale ordinaire, structurée autour du respect d'autrui, de l'attention à l'espace commun et de la volonté de ne pas nuire. Loin d'être détachées de la vie sociale, les pratiques valorisées par la transition écologique peuvent entrer en résonance avec des principes de « bonne conduite » inscrits dans la vie collective : ne pas salir, ne pas gaspiller, respecter les lieux et les autres.

Marcel, 45 ans, en situation de précarité et sans emploi au moment de l'enquête, témoigne de cette évolution dans ses manières de faire. Il ne se reconnaît pas dans des pratiques de tri formalisées, mais revendique un rapport à l'environnement fondé sur la propreté et le respect des lieux partagés : *« Tu vas à l'endroit, c'est propre, tu laisses, c'est propre. Moi je parle comme ça maintenant. Avant, je me disais "c'est pas grave". »* Ce changement, qu'il attribue à une prise de conscience progressive, ne repose pas sur un discours écologiste explicite, mais sur un principe moral fondamental : *« pour le principe »,* dit-il simplement, en évoquant le rangement et le nettoyage après une soirée entre amis. Dans cette perspective, l'écologie se confond avec une forme de politesse sociale, une manière de se montrer digne de la confiance des autres et du lieu.

Ces gestes ne sont pas pour autant assimilés à des normes écologiques institutionnelles. Marcel affirme par exemple ne pas trier ses déchets : « *Je prends un sac poubelle, je mets tout dedans, tout est ouvert, tout. Après, je prends ma poubelle, je la descends dans une poubelle.* » Le refus du tri sélectif n'invalide pas pour autant sa sensibilité à la propreté ou au respect des lieux partagés. Ce que l'on observe ici, c'est une redéfinition des pratiques dites écologiques à partir de normes pratiques, directement issues de la vie collective, plutôt que d'injonctions environnementales formelles.

Cette morale du respect partagé peut aussi prendre une forme plus explicite, et s'articuler à des cadres religieux ou spirituels, parfois mobilisés spontanément par les personnes interrogées pour donner sens à leurs pratiques. Pour certaines, la sobriété écologique fait écho à des expériences de privation volontaire, associées à des traditions religieuses fondées sur la retenue, la tempérance ou la gratitude envers les ressources disponibles.

Daria, lors d'un échange sur le mot « sobriété », établit spontanément un lien avec le jeûne religieux : *« Ça me fait penser au carême. [...] Ou ça me fait penser aux musulmans, quand on se prive aussi pour la religion. Pourquoi on fait pas aussi pour elle, comme tu dis, pour l'écologie ? »* Ce rapprochement, formulé sans détour, fait de la planète une entité digne de soin et de renoncement, à l'image des figures ou principes sacrés. À ses yeux, s'engager dans des pratiques sobres pour préserver l'environnement est une démarche comparable à celle du jeûne religieux : une forme d'abstention volontaire, orientée par une finalité supérieure, ici celle du respect de la vie et de la Terre. Elle conclut simplement : *« Moi, je le fais tout le temps, moi je fais ce que je peux. »*

Ce parallèle entre écologie et spiritualité se retrouve aussi chez certaines personnes qui articulent leur rapport au vivant avec des textes ou des figures religieuses. Émile, retraité ayant exercé divers métiers manuels, mentionne ainsi l'encyclique *Laudato si* du pape François comme une référence centrale : *« Quand je lis Laudato si du Pape François, c'est évident. »* Pour lui, l'écologie ne peut être pensée sans prendre en compte les inégalités : *« Les pauvres qui sont dans un coin, qui habitent dans une région où on ne peut pas cultiver parce qu'il y a tellement de pollution, ben ils sont encore plus pauvres. »* Il développe l'idée d'une interdépendance généralisée entre pauvreté, dégradation environnementale et vulnérabilité sociale : *« C'est un château de cartes, en fait. [...] La pauvreté entraîne la pauvreté. »*

Pour certaines personnes, les principes de sobriété, de retenue, ou de sens du partage, résonnent avec l'enseignement spirituel de leur religion, notamment l'islam. Sofia, qui évoque un parcours d'apprentissage religieux autodidacte, témoigne d'un rapport libre et intime à sa foi, nourri par la découverte tardive d'une pratique religieuse assumée : *« La religion, c'est écologie, c'est paix, c'est amour. »* Cette équation, formulée de manière spontanée, place l'écologie du côté d'une éthique universelle, que la religion vient conforter, sans l'imposer.

Sofia insiste aussi sur le fait que ces principes ne relèvent pas de prescriptions rigides, mais d'un choix intérieur guidé par une volonté de cohérence : *« C'est écrit dans le Coran, ce n'est pas une obligation. C'est si tu veux te sentir protégé. »* Cette liberté dans la foi se traduit dans sa manière de vivre l'écologie au quotidien (sobriété énergétique, boycott de certaines marques en raison de leur impact environnemental ou géopolitique, attention à l'origine des produits) qu'elle relie tantôt à ses convictions, tantôt à des valeurs apprises dans l'enfance, dans une famille nombreuse où l'on devait *« faire attention à tout ».*

L'islam, dans ce récit, ne se présente pas comme un ensemble de contraintes, mais comme une source de discipline intérieure, de respect pour les autres et pour la planète. À l'image de la sobriété, qu'elle associe à la simplicité et à la modération, cette spiritualité personnelle nourrit une écologie du quotidien, attentive à l'économie de moyens, au soin apporté à son environnement immédiat, et à l'éthique des gestes ordinaires.

Dans ces récits, les principes de l'écologie (attention aux ressources et aux effets de ses actions, soin des autres) sont indissociables d'une morale du vivre ensemble plus large, qui inclut aussi bien la relation aux humains qu'à la Terre ou au sacré. Ils ne relèvent pas de doctrines politiques, mais de convictions éthiques souvent nourries par des expériences de vie marquées par l'injustice, la pauvreté ou la fragilité. L'écologie y devient une forme de relation à l'autre, qui engage à agir pour plus d'équité, plus de respect, et une meilleure répartition des conditions de vie dignes.

Il ne s'agit pas ici de suggérer que l'engagement écologique découlerait directement d'une foi religieuse. Si certaines personnes interrogées mobilisent spontanément des références spirituelles ou religieuses pour exprimer leur rapport au vivant, celles-ci sont le plus souvent intégrées dans une morale plus large, civique, familiale ou quotidienne. Cette morale du vivre ensemble, souvent ancrée dans les expériences partagées d'injustice ou de solidarité, constitue le socle le plus commun des engagements en faveur de la sobriété ou de la préservation des ressources. Elle structure une éthique ordinaire de l'attention aux autres, du soin des lieux et de la mesure dans la consommation. C'est aussi depuis cette morale que se formulent des critiques à l'égard de certaines politiques écologiques perçues comme imposées, inégalitaires ou technocratiques.

À ce titre, les propos de Stéphane sont particulièrement significatifs. Ils éclairent une demande forte de démocratisation et d'inclusion des classes populaires dans la transition écologique. En articulant une critique des politiques existantes à une revendication de participation citoyenne, ils incarnent une aspiration à une écologie plus partagée, plus réfléchie et plus respectueuse de la diversité des parcours de vie.

Stéphane, que nous avons déjà rencontré dans les chapitres précédents, a 44 ans et travaille dans une structure d'insertion par l'emploi. Il vit en région parisienne, après un parcours professionnel marqué par des ruptures et une précarité persistante. Son discours illustre de façon saisissante la tension entre l'adhésion aux objectifs de l'écologie politique et la critique de ses modalités actuelles, jugées précipitées, technocratiques et déconnectées des réalités vécues.

« En fait, ils prennent un très bon sujet. C'est un excellent sujet pour l'avenir de l'espèce humaine. C'est extrêmement important parce que sans ça, on ne pourrait pas vivre. » Dès l'ouverture de son propos, Stéphane affirme sans détour l'importance de l'écologie. Mais très vite, il exprime un malaise face aux manières dont les politiques écologiques sont aujourd'hui conduites. *« Ils veulent tout faire trop, trop vite. Et ils ne réfléchissent pas assez de temps en temps. [...] La précipitation, en fait, c'est de là qu'on fait des erreurs. On veut tout faire trop vite et on se plante. »*

Cette critique s'adosse à des exemples concrets. À propos du passage aux véhicules électriques, il s'interroge : *« On fait des batteries. Les batteries, c'est bien. Et est-ce que ça se recycle, les batteries ? Ben non. Donc au final, qu'est-ce qu'on en fait ? Ben rien. On fait des tas de déchets et on pollue. Voilà. C'est comme on dit, on veut faire les choses bien, mais ils prennent le problème un petit peu à l'envers. »* L'argumentation de Stéphane s'inscrit dans une logique de bon sens pratique, construite par l'observation et l'expérience, loin des abstractions idéologiques.

Il plaide pour une transition pensée collectivement, à hauteur de citoyen : *« Je pense que même de temps en temps, ils devraient peut-être même faire un référendum, demander directement aux citoyens ce qu'ils*

en pensent, et comment ils verraient la transition eux aussi. Parce que peut-être que des gens qui ne font pas du tout partie de la politique pourraient avoir de très bonnes idées aussi. » Il souligne à plusieurs reprises la nécessité d'ouvrir les décisions à d'autres voix, moins légitimes en apparence mais souvent plus lucides : *« On n'est jamais assez de plusieurs cerveaux pour réfléchir. »*

Stéphane insiste sur l'exclusion des personnes vulnérables, y compris dans les débats écologiques. Il évoque sa propre expérience : *« Par exemple, les personnes à mobilité réduite, les PMR ou n'importe quoi, il y en a encore beaucoup qui les considèrent comme des moins que rien. [...] Ce n'est pas parce qu'elles sont physiquement ou mentalement diminuées par rapport à d'autres que ça les empêche de réfléchir correctement. [...] Je pense même que des fois, il y en a même qui tournent mieux, parce que les autres les considèrent comme des moins que rien, et ils se disent, au final, c'est eux qui sont cons. Moi, je suis meilleur que tout le monde. »*

À travers ce plaidoyer, c'est une autre idée de la citoyenneté qui se dessine : inclusive, fondée sur l'expérience, ouverte à l'intelligence populaire. Stéphane revient inlassablement à une proposition simple mais puissante : redonner du pouvoir aux gestes ordinaires. *« Sensibiliser les gens, parce que chacun, avec leurs petits gestes, peuvent faire avancer les choses beaucoup plus vite et de manière beaucoup plus efficace. Je pense que tous ensemble, on serait beaucoup plus efficaces. »* Il déplore que cette sensibilisation soit trop souvent négligée, ou confisquée par des experts peu enclins au dialogue : *« Ils sont un petit peu trop arrêtés sur leurs idées. Ils disent "il faut faire ça" mais ils ne laissent pas la porte ouverte à "est-ce qu'on peut l'arranger comme ça ?" Est-ce qu'on peut faire autrement ? »*

Dans ce récit, l'écologie ne se réduit ni à un enjeu technique ni à une doctrine politique. Elle devient une affaire de justice, de respect, de lenteur, et de confiance. La voix de Stéphane éclaire ce que pourrait être une démocratie écologique : un projet commun, discuté, corrigé, partagé, à partir des réalités vécues.

Cette demande de reconnaissance et de démocratie s'accompagne, chez nombre de personnes interrogées, d'un appel explicite à une meilleure prise en compte de la dimension politique de l'écologie. Si l'engagement individuel demeure valorisé, il ne peut se substituer à la responsabilité collective, et notamment à celle de l'État. La sobriété, dès lors qu'elle est pensée comme un principe collectif, ne peut être réduite à une somme de comportements vertueux : elle appelle à une régulation plus équitable des ressources et à une répartition plus juste des efforts, qui engage les institutions publiques dans leur rôle de garant du bien commun.

C'est ce que souligne Émile, retraité, en réponse à la question : « Si tu étais nommé premier ministre, qu'est-ce que tu aimerais mettre en place en France ? » Il commence par une critique des dépenses publiques mal orientées : *« Faire une enquête sur toutes les dépenses inutiles. Il y a de l'argent qui s'évapore pour des biens personnels. L'armement, je te dis, c'est quelque chose qui me scandalise. Donc vraiment minimiser toutes ces dépenses-là. Et réinjecter dans le social. »* L'enjeu écologique est ici étroitement articulé à une justice sociale : offrir un logement, un accès au travail, assurer les conditions d'une vie digne. L'écologie, selon Émile, ne peut advenir que si l'État revoit ses priorités et engage des réformes profondes dans l'allocation de ses ressources : *« Oui, c'est la gestion de l'État qui doit être revue. »*

Ce lien entre régulation publique et changement de modes de vie revient de manière récurrente dans les entretiens. Rita, par exemple, affirme : *« Je pense qu'on a besoin d'un petit coup de pouce, que ce soit de l'État, des entreprises, des choses comme ça. De ne pas pousser à la consommation en permanence. »* Elle évoque des mesures concrètes, comme l'encadrement de la publicité, notamment sur les transports ou l'électronique : *« Il y a des mesures qui décident déjà d'interdire la publicité pour les avions. [...] Vous avez des publicités pour les téléphones en permanence... Honnêtement, on s'en fiche. »* Ce que réclame Rita, c'est une régulation plus ferme de l'incitation à consommer, qui repose selon elle à la fois sur les pouvoirs publics et les acteurs économiques.

Dans le même esprit, Chloé insiste sur la responsabilité de l'État pour accompagner les efforts collectifs : *« Des lois, de l'État. Si l'État était plus sévère par rapport à ça, tout le monde serait plus sain. »* La priorité qu'elle identifie est claire : limiter la surconsommation, en particulier dans le domaine du textile, dont elle rappelle qu'il est l'un des secteurs les plus polluants. Elle plaide pour une consommation plus raisonnée, davantage tournée vers la qualité, la durabilité, et la seconde main. Cette sobriété volontaire, pour être efficace et partagée, suppose un appui institutionnel : « *C'est comme ça que... c'est sur ça que tout le monde devrait faire un effort.* »

Sarah enfin, exprime sans détour la nécessité d'une régulation contraignante : *« Pour moi, tout simplement, c'est au niveau législatif, il faudrait qu'il y ait des lois. [...] C'est peut-être dur, mais... Parce qu'il y en a qui n'ont rien à faire de l'écologie. »* Son propos, bien que radical dans sa forme, traduit une lassitude face à l'inefficacité

des incitations morales ou volontaires. Elle appelle à une écologie régulée, qui s'assume comme un cadre collectif partagé, même au prix de certaines contraintes.

Ces prises de parole convergent toutes vers une même idée : la sobriété, pour devenir une norme sociale effective, doit être portée politiquement. Elle ne peut reposer uniquement sur la conscience des individus, ni sur une responsabilisation à sens unique des ménages. À travers les critiques exprimées, se dessine une attente forte envers les pouvoirs publics : celle de reconnaître la dimension globale de la crise écologique, d'intervenir sur les structures de la consommation, et de garantir des conditions équitables pour permettre à chacun de contribuer à l'effort commun.

À cette demande de régulation institutionnelle s'ajoute une autre forme de revendication, plus diffuse mais tout aussi essentielle : celle d'un renforcement du lien social, perçu comme une condition de possibilité pour faire émerger des pratiques plus sobres, solidaires et conscientes. La transition écologique ne peut faire l'économie d'un tissu social réparé, de relations de proximité réhabilitées, et d'une éducation à la citoyenneté mieux pensée dès le plus jeune âge.

C'est ce que formule avec une grande clarté Alain, dans un plaidoyer pour le retour du travail social de terrain : *« Qu'on remettrait les éducateurs dans les quartiers, on remettrait déjà des proximités, au lieu de les enlever, de tout ce qu'il peut mettre en lien. »* Pour lui, la sobriété passe par une capacité retrouvée à faire société, à retisser des solidarités concrètes, en particulier auprès des jeunes. Il insiste sur l'importance d'une éducation précoce, à la fois sensible et accessible : *« C'est prendre la racine de la souffrance à l'enfance, très très tôt. S'occuper des enfants très très jeunes, et surtout des discours, mais à tous les niveaux, que ce soit intellectuel ou universitaire, qui se mettent à la portée de personnes qui au départ n'ont pas été éduquées. »* Il met en garde contre une transmission trop verticale, déconnectée de la réalité sociale, qui risquerait de devenir un facteur d'exclusion supplémentaire : *« Parce que c'est pareil, si vous éduquez les jeunes en leur donnant des leçons de philosophie et d'université, ils ne vont pas toucher les gens, ils ne vont pas comprendre. »*

Marc, de son côté, rejoint ce constat en élargissant la réflexion au rôle de l'action publique. Il critique une politique trop souvent tournée vers des résultats immédiats, sans travail en profondeur sur les causes structurelles des difficultés sociales et écologiques : *« C'est la prévention. C'est pas quand la société est malade et qu'après on se fait matraquer. D'un côté il y a des incendies, de l'autre côté il y a des tasers. Là c'est trop tard. »*

Ce qu'il appelle de ses vœux, c'est une véritable politique de l'écoute, incarnée par des dispositifs de proximité : *« Dans chaque quartier, il devrait y avoir un lieu d'écoute avec des responsables qui vont transmettre. »*

Ces critiques ne sont pas étrangères à l'écologie, mais en formulent les conditions d'acceptabilité : une écologie sans tissu social solide, sans confiance, sans éducation partagée, ne peut susciter l'adhésion.

d. FOCUS : LES MÉTIERS DE LA TRANSITION

Dans la continuité des motifs d'adhésion à la transition écologique, cette section propose un éclairage centré sur les réponses de cinq personnes engagées dans des métiers liés à l'environnement. Il ne s'agit pas ici de proposer une étude générale sur l'emploi « vert », mais de restituer des expériences situées, afin de comprendre comment certaines formes de travail peuvent renforcer un rapport positif, concret et durable à l'écologie, et comment des métiers de la transition peuvent renouveler le rapport au travail.

Cette perspective s'inscrit en écho aux réflexions portées par le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE), dans son rapport *Faire de la transition écologique un levier de l'inclusion sociale* (2024). Celui-ci souligne que les métiers de la transition peuvent représenter une opportunité de revalorisation, d'utilité sociale et de projection vers l'avenir pour des personnes éloignées de l'emploi, à condition de penser les conditions concrètes de leur engagement, la qualité de l'accompagnement et la reconnaissance réelle du travail effectué.

Ce détour par le monde du travail permet d'approfondir l'analyse entamée dans les sections précédentes. Il montre comment les enjeux de transition peuvent trouver une forme d'incarnation dans des parcours professionnels accompagnés, et comment l'adhésion à l'écologie peut s'ancrer dans le quotidien du travail, à travers des formes de reconnaissance et de solidarité.

Certaines trajectoires professionnelles rencontrées dans l'enquête révèlent un lien étroit entre transition écologique et redéfinition du rapport au travail. Loin d'être envisagée uniquement sous l'angle de l'emploi ou de la réinsertion, la transition devient pour plusieurs personnes une épreuve morale, appelant une cohé-

rence nouvelle entre les convictions personnelles et l'activité exercée.

Alice, 41 ans, en insertion dans un jardin associatif, témoigne d'un tel cheminement. Ancienne graphiste dans des secteurs valorisés comme le luxe, la cosmétique ou les spiritueux, elle décrit une rupture nette avec son ancien milieu professionnel, motivée par un rejet de ce qu'elle perçoit comme des pratiques trompeuses et destructrices. « *On vend du rêve, on vend des produits qui sont jolis, mais à l'intérieur c'est du poison.* » Cette critique s'adresse moins au métier de graphiste qu'à son usage dans des logiques de communication éloignées des réalités environnementales.

Le déclic survient à la naissance de son fils, à un moment de redéfinition des priorités : « *Quand j'ai eu mon fils, j'ai vu un reportage sur les bouteilles plastiques, j'en ai pleuré*. » Elle associe cette prise de conscience à une volonté de ne plus contribuer à des mécanismes perçus comme nuisibles. Son départ du secteur n'est pas un renoncement mais une tentative de fidélité à des principes personnels : « *J'ai dit à mon fils que je ne voulais pas participer à ça.* »

Engagée aujourd'hui dans une structure d'insertion, Alice redonne sens à son parcours à travers des activités concrètes, en lien avec la nature et l'écologie. Elle envisage de reprendre le graphisme, mais dans un cadre éthique : « *Je veux continuer, mais pas comme avant. J'aimerais bien faire de la communication pour une asso comme ici, où je vois que c'est cohérent.* » Cette démarche témoigne d'un effort de réconciliation entre compétences acquises et aspirations éthiques.

© Unsplash

À travers ce récit, la transition écologique apparaît comme un levier de requalification du travail. Elle permet d'articuler savoir-faire professionnel, engagement personnel et quête de cohérence, dans une logique de réparation autant que de projection. Pour Alice, travailler autrement signifie avant tout pouvoir *« être alignée avec ce qu'on fait »,* et inscrire son activité dans un monde qu'elle souhaite préserver pour son enfant.

Pour certaines personnes interrogées, les métiers liés à la transition écologique représentent une opportunité de reconversion, à la suite d'un désengagement progressif ou forcé d'un secteur en déclin. Ces trajectoires sont marquées par une perte de repères professionnels, mais aussi par une recherche active de sens et de stabilité dans des contextes où l'emploi devient plus incertain et moins gratifiant.

Comme Alice, Patrice a connu une rupture avec son ancien milieu professionnel, marquée par un épuisement progressif et une perte de sens. Mais son itinéraire se distingue par une plus grande durée dans l'exercice manuel, et par une sortie liée à des problèmes de santé qui l'ont placé en situation d'inaptitude au travail. Ce n'est pas une conversion écologique qui motive son engagement dans un chantier environnemental, mais une nécessité vitale de rester debout, de maintenir un lien avec une activité, malgré un corps fragilisé et un avenir professionnel à ses yeux « *compromis* ».

Patrice a exercé pendant treize ans comme jardinier dans une entreprise privée. Il avait lui-même choisi ce métier après une reconversion amorcée à la quarantaine, lorsqu'il quitte l'industrie du disque, en déclin. « *Le disque, c'était foutu.* [...] *J'ai vécu l'épuisement du CD, où les gens téléchargent.* » La transition vers le jardinage s'inscrit alors dans un double mouvement : la fin d'un secteur d'activité et une aspiration à un travail plus concret, plus physique, qui permette de « *faire* », comme il le dit. La formation d'adulte, qu'il suit avec motivation, débouche rapidement sur une embauche stable.

Mais les conditions de travail dégradent progressivement sa santé. Pendant plus d'une décennie, il travaille seul, à bord d'un camion, avec une autonomie complète sur ses chantiers. Ce mode d'organisation, qu'il compare à celui d'un artisan sans protection, finit par avoir un coût : « *À 45 ans, ça va. À 55, beaucoup moins.* » Fractures, tendinites, dos bloqué : le corps lâche, et la médecine du travail le déclare inapte. « *C'est même pas mon patron qui m'a licencié, c'est la médecine du travail. Moi, je suis sorti en pleurs, je n'ai pas honte de le dire.* » Patrice évoque cette rupture comme une humiliation, mais surtout comme un basculement

dans l'incertitude. Il ne se voit pas inactif, encore moins à la retraite. « *Moi, dans ma tête, j'allais jusqu'à 62. Pas 59 ans devant ma télé à me demander si c'était pêche ou pêche l'après-midi. Et je n'aime pas la pêche.* »

C'est dans ce contexte de décrochage brutal qu'il rejoint une association d'insertion par le travail. Il y voit moins une opportunité professionnelle qu'un « *emploi inespéré* » qui lui permet de sortir d'une « *torpeur* » psychique. « *Moi, je ne voulais pas crever chez moi devant la télé.* »

Même si l'activité est faiblement rémunérée, elle redonne un rythme, une utilité, une appartenance. Il insiste sur cette dimension de relance existentielle : *« Ça m'a sorti de ma torpeur. [...] Moi, j'en étais arrivé à rester chez moi, j'avais le paquet de chips à gauche, la télécommande à droite. Et pour être très honnête, le paquet de bières n'était pas bien loin. »*

Mais cette reconnaissance a ses limites. Patrice décrit son poste comme étant « *entre l'occupation et l'emploi* », dans une situation où les tâches à accomplir sont limitées, parfois peu stimulantes. « *Ce qu'on me demande de faire dans une semaine, je le faisais en une demi-journée.* » Il ne cache pas une forme d'ambivalence : gratitude d'avoir retrouvé un cadre de travail, mais doute sur l'utilité réelle du dispositif pour les plus jeunes. « *Pour moi, c'est cool. Je vais tenir jusqu'à mes 62, peut-être mes 64. C'est un moyen très paisible de finir ma carrière. Et je remercie l'association de m'offrir ça. Mais pour les autres, je ne suis pas sûr que ce soit top.* »

Sa critique porte aussi sur l'absence de débouché réel : « *Ça ne forme pas assez au métier.* » À ses yeux, l'expérience d'insertion ne permet pas d'acquérir suffisamment de compétences techniques ni les qualifications nécessaires pour devenir jardinier ou animateur.

Au fil de son récit, le travail apparaît moins à ses yeux comme une fonction d'insertion que comme un espace de maintien, de transition douce vers la sortie d'activité, après une carrière usante. Patrice ne se projette plus dans un avenir professionnel, mais dans une continuité soutenable jusqu'à la retraite, portée par un engagement mesuré. Cette dernière étape de sa vie active, bien que marquée par les contraintes financières et l'incertitude, est vécue comme une forme de réhabilitation. *« Socialement, bien sûr que si [ça change]. Et puis psychologiquement, bien sûr que si. »*

Pour d'autres personnes interrogées, s'engager dans les métiers de la transition ne relève pas d'une réorientation strictement économique ou d'une quête de réalisation personnelle, mais d'un besoin de se dégager de pratiques professionnelles vécues comme moralement inacceptables. Le travail environnemental offre alors un appui pour se reconstruire, en redonnant un cadre d'action plus aligné avec des valeurs éthiques et relationnelles.

Sarah, diplômée d'un bac +3 en commerce international puis d'une année de master en ressources humaines, revient sur son choix d'interrompre ses études et de s'éloigner des débouchés attendus dans le secteur privé : « *J'avais envie de m'en éloigner de ça, parce que je me suis rendu compte que ça n'était pas fait pour moi, ça ne me correspondait pas.* » Derrière cette formulation volontairement sobre, se dessine une critique profonde du fonctionnement des entreprises dans lesquelles elle a été en alternance. Elle évoque de manière précise les formes de discriminations qu'elle a observées : *« Des discriminations en tous genres. Discrimination par l'âge. [...] Discriminations raciales aussi. »*

Sarah rapporte plusieurs épisodes concrets, où des candidats ont été écartés pour des raisons qui ne relevaient pas de leurs compétences. Elle se souvient d'un client ayant explicitement demandé à ne pas recruter de personnes noires ou arabes, demande transmise sans filtre par sa direction. Dans un autre cas, c'est l'exigence de nationalité française qui est invoquée, dans un secteur, l'aéronautique, où cette clause peut parfois être légitime, mais qui lui semble ici utilisée comme un prétexte. « *Je soupçonne que c'était juste une excuse. Parce que ça arrivait trop souvent.* »

Au-delà des discriminations, c'est l'ensemble des pratiques de recrutement qui lui apparaît dégradé. Sarah évoque l'usage d'annonces fictives pour collecter des CV sans poste réel à pourvoir. Mais un événement particulier a constitué pour elle une ligne rouge. Une jeune femme, en situation de précarité administrative, est recrutée sur un poste inexistant. « *On lui a promis un emploi, une date de début, même un logement. Elle pensait que c'était bon, donc elle n'a pas cherché ailleurs. Et son titre de séjour est arrivé à expiration.* » Sarah dit avoir été profondément choquée de cette instrumentalisation : « *On l'a faite venir juste pour la période d'essai*. [...] *Là, dans le mensonge, j'ai trouvé que ça allait beaucoup trop loin*. »

Cette expérience a laissé une empreinte durable. Elle explique son refus de continuer dans ce milieu par un souci d'intégrité personnelle : « *Je n'avais pas envie que cette situation se reproduise et que moi, je sois impliquée dans ces choses-là.* » Elle exprime le besoin de s'extraire d'un monde du travail où elle se sentait forcée de participer à des logiques contraires à ses

principes, et où les décisions prises pouvaient avoir des conséquences lourdes sur la vie d'autrui. Ce refus de la compromission devient un moteur central de son repositionnement professionnel.

Dans le cadre de l'association où elle travaille désormais, Sarah retrouve un environnement plus cohérent avec ses valeurs. Elle met en avant l'importance de transmettre des *« belles valeurs autour de l'écologie »,* en rupture avec les injonctions commerciales et les rapports de domination qu'elle a connus. Si elle n'était pas familière du secteur écologique à l'origine, elle y trouve aujourd'hui une forme de continuité morale : un espace où il n'est plus nécessaire de « *faire semblant* », où l'on peut agir en cohérence avec soi-même et avec les autres.

Le lien entre écologie et justice prend ici une forme spécifique : il ne passe pas par une militance revendiquée, ni par un engagement environnemental de longue date, mais par une expérience directe des injustices ordinaires, et par la recherche d'un espace professionnel qui permette de se tenir à distance de ces pratiques. Travailler dans l'écologie, pour Sarah, ne signifie pas seulement œuvrer pour l'environnement, mais aussi retrouver un cadre éthique, dans lequel la parole a du poids, les *« personnes sont respectées »,* et les *« engagements tenus ».*

L'expérience professionnelle dans le secteur de la transition écologique ne transforme pas seulement les trajectoires individuelles. Elle agit aussi comme un espace de socialisation, où les manières de parler d'écologie, d'envisager la transmission et d'entrer en relation évoluent. Pour certaines personnes, cette socialisation permet d'apprendre à sortir d'un rapport « *moralisateur* » ou « *culpabilisant* », au profit d'un dialogue plus ouvert et plus accessible.

Sarah évoque ce déplacement avec clarté. Elle explique qu'avant d'intégrer l'association, elle avait déjà certaines pratiques écologiques dans sa vie personnelle. Mais elle n'en parlait pas, ou alors de manière maladroite. *« Je ne savais pas comment aborder les choses avec les gens. Des fois, le fait de faire la morale sur certaines choses, ça peut être contre-productif.* » Le souci de l'environnement était bien présent, mais il peinait à se traduire en discours ou en engagement partagé. Elle reconnaît avoir parfois tenu des propos trop radicaux, mal reçus par son entourage : « *Je sais que j'ai déjà tenu certains discours, mais qui étaient un peu, limite, un peu extrémistes*. »

Travailler au sein de l'association lui a permis de développer une autre approche. *« Ce qui m'aide aujourd'hui, c'est de pouvoir en parler d'une manière assez détendue [...] qui ne soit pas moralisatrice. »* Cette transformation ne passe pas par une formation formelle, ni par une injonction. Elle repose sur une expérience partagée du travail, où l'écologie devient un cadre d'action collectif, inscrit dans des gestes quotidiens, et non un ensemble d'obligations descendantes.

Le changement ne concerne donc pas seulement les contenus transmis, mais les manières de transmettre. Sarah découvre qu'il est possible d'aborder l'écologie de manière accessible, posée, sans culpabilisation, et que cela produit souvent plus d'écoute. Ce qu'elle nomme « *parler de l'environnement de manière détendue* » renvoie à un apprentissage relationnel : trouver les bons mots, doser les messages, respecter les rythmes de chacun. Cette capacité nouvelle n'est pas théorisée, mais vécue comme un soulagement. Elle permet à la fois de faire passer ses convictions, et de maintenir un lien de confiance avec les autres.

À travers ce déplacement, c'est une forme d'écologie relationnelle qui se construit : une manière de faire tenir ensemble l'engagement, la bienveillance et la pédagogie. Pour Sarah, l'entrée dans les métiers de la transition ne consiste pas à devenir porteuse d'un savoir ou d'une doctrine, mais à s'essayer à une parole plus ajustée, plus ouverte, plus compatible avec les réalités de celles et ceux à qui elle s'adresse.

Pour certaines personnes, l'engagement dans les métiers de la transition écologique modifie le regard porté sur l'environnement, sans que cela entraîne une transformation immédiate des comportements personnels. La participation à des activités concrètes, perçues comme utiles et collectives, renforce une forme de conscience écologique, mais cette évolution s'inscrit souvent dans un temps long, sans conversion spectaculaire ni injonction à changer.

Stéphane témoigne de ce décalage. Lorsqu'on l'interroge sur ses préoccupations environnementales antérieures, il répond avec franchise : « *J'y ai toujours pensé un petit peu, on va dire, sans vraiment me poser les questions de bases.* » Il évoque un sentiment diffus d'inquiétude face à la dégradation des milieux naturels, qui précède son engagement dans le chantier d'espaces verts. « *On bétonne de partout, il y a de moins en moins d'espaces verts. Et au final, on essaye de virer le béton pour remettre des espaces verts.* »

Cette prise de conscience se consolide avec l'expérience professionnelle. En travaillant dans la nature, il prend la mesure de l'utilité de certaines actions : « *Là, je vois qu'on construit des petits hôtels à insectes pour*

justement préserver la biodiversité [...] Au départ je me disais, une cage en bois avec des brindilles, à quoi ça sert ? Et en fait, je vois que les insectes vont réellement dedans. » L'observation directe de la vie animale transforme son jugement. Ce n'est plus un discours abstrait sur la biodiversité, mais une expérience sensible et concrète. « *Dans les petits tubes de bambou, on a vu des petites abeilles. Franchement, je trouve ça super sympa.* »

Il affirme que son travail actuel a « *énormément changé* » sa manière de penser, même si ses pratiques personnelles n'ont pas évolué dans la même mesure. *« Sur les pratiques, pas vraiment. Par contre, sur la pensée, oui. »* Ce décalage n'est pas présenté comme un manque, mais comme une réalité assumée. Le changement de regard constitue déjà une étape importante : celle qui permet d'attribuer un sens à ce que l'on fait, et de se sentir relié à des enjeux plus larges que soi. *« Là, je vois que je sers vraiment à quelque chose. »*

Pour Stéphane, la valeur de son travail ne tient pas à une transformation individuelle spectaculaire, mais à une utilité partagée, observable, située. L'écologie devient crédible non parce qu'elle impose des normes, mais parce qu'elle donne lieu à des gestes concrets, qui produisent des effets visibles. La réévaluation du rôle des insectes, la redécouverte de leur place dans l'équilibre écologique, et la possibilité d'y contribuer sont autant d'éléments qui renforcent un sentiment de participation à un monde commun.

Pour plusieurs personnes interrogées, les métiers de la transition écologique ne se limitent pas à des tâches techniques ou à un levier d'insertion. Ils participent d'un processus plus profond de réintégration sociale, en redonnant une forme de visibilité, de légitimité et de reconnaissance à celles et ceux qui occupent des positions fragiles dans la division du travail. En ce sens, la transition écologique peut devenir un vecteur de dignité, dans un monde professionnel où la précarité efface souvent les contributions les plus discrètes.

Matthieu, qui a connu des périodes de chômage, de fatigue psychique liée à un usage intensif des outils numériques, et de recherche d'un autre rapport au travail, décrit cette bascule avec simplicité. « *Juste avant de découvrir les plantes, entre burn-out de l'ordi et envie de faire autre chose, j'avais envie tout simplement d'aller voir les gens dans la maison de retraite à côté, et leur dire : ça vous dit, l'après-midi, on se fait une heure, deux heures de sortie ?* » Cette démarche, qu'il situe à l'origine de sa réorientation vers des activités environnementales, exprime un désir de lien et d'utilité, en dehors des circuits classiques du travail.

Aujourd'hui impliqué dans des activités d'animation autour de l'environnement, Matthieu insiste sur ce que lui apporte le fait d'avoir un public. Parler en public, s'adresser à des groupes, transmettre des savoirs ou des gestes sont autant d'occasions de reprendre confiance, mais surtout de se sentir reconnu. *« Je me sens peut-être un peu plus... alors pas en confiance, c'est utile, le premier mot qui me vient à l'esprit [...] Reconnaissance, peut-être. Ça fait du bien à l'âme. »*

Ce qu'il met en avant, c'est moins la stabilité d'un statut que l'expérience sensible d'une place retrouvée. Il ne s'agit pas ici d'un accomplissement professionnel ou d'une carrière, mais d'un positionnement dans la société qui procure une satisfaction existentielle. Le fait de *« se rendre utile »*, dans des activités concrètes et orientées vers les autres, permet de reconstruire un rapport positif à soi-même, dans un contexte de fragilité économique et de bifurcation.

Cette reconnaissance, toutefois, reste partielle. Matthieu évoque avec lucidité le caractère incomplet de cette forme d'intégration : *« Éventuellement, après, si le salaire suivait, ça serait le paradis sur Terre. »* Le sentiment d'utilité sociale ne suffit pas à compenser l'insécurité matérielle. Mais il constitue un socle à partir duquel il devient possible de se projeter, d'agir, et de se penser comme acteur, même modestement, d'un monde commun à réparer.

Les parcours décrits dans cette section montrent comment les métiers de la transition écologique peuvent redonner du sens et de la valeur au travail, en particulier pour des personnes ayant connu des ruptures, des discriminations ou des expériences professionnelles marquées par une perte de cohérence éthique. Pour Alice, par exemple, c'est le refus de participer à un système insoutenable pour l'avenir de son enfant qui motivent sa reconversion. Pour Patrice, c'est une sortie contrainte du monde ouvrier qui ouvre la possibilité d'une fin de carrière plus apaisée, au sein d'un cadre où l'on peut encore « *faire* » quelque chose d'utile, malgré l'usure du corps.

Dans ces récits, la transition écologique n'apparaît pas comme un secteur neutre ou purement technique, mais comme un espace dans lequel les personnes peuvent

requalifier leur activité, réinvestir leurs compétences, et parfois même réconcilier des fragments disjoints de leur parcours.

Pour plusieurs personnes, ces métiers ont également permis de réintégrer des pratiques professionnelles qu'elles avaient dû abandonner ou fuir. Dans ces cas, la transition écologique devient une opportunité de réinvestir des savoir-faire sans renier ses principes.

Le travail environnemental permet aussi d'apprendre à transmettre autrement. Sarah, par exemple, raconte comment elle a modifié sa manière de parler d'écologie grâce à son expérience professionnelle. Loin des injonctions culpabilisantes, la transmission écologique devient un exercice de relation, de pédagogie, de mise en confiance. Ce déplacement n'est pas seulement discursif : il correspond à une transformation du rapport aux autres, qui redéfinit le travail comme espace d'ajustement et de cohabitation.

Dans d'autres cas, l'effet le plus marquant de ces métiers est la possibilité de se sentir à nouveau utile, à la fois pour soi, pour les autres, et pour le monde. Stéphane, tout en reconnaissant que ses pratiques personnelles n'ont pas radicalement changé, insiste sur l'utilité concrète de ce qu'il fait : construire un abri à insectes, observer la biodiversité, contribuer à une tâche qui a du sens. Matthieu, de son côté, insiste sur le sentiment de reconnaissance procuré par le fait d'animer, de transmettre, de se sentir inclus dans une dynamique collective. Le travail écologique est ici porteur d'un effet d'intégration, comme manière d'éprouver une place dans la société et dans le progrès commun.

Ainsi, les métiers de la transition écologique, tels qu'ils sont vécus par les personnes interrogées, ne relèvent pas d'une adhésion abstraite à un projet environnemental. Ils offrent des prises concrètes pour reconstruire un rapport digne, utile et habité au travail. Ils permettent de réconcilier des valeurs parfois mises à mal dans d'autres contextes professionnels, et de redonner un horizon d'engagement à celles et ceux qui, trop souvent, ont été assignés à des places invisibles ou disqualifiées dans la division du travail.

Pour autant, les personnes interrogées expriment des attentes fortes en matière de rémunération, de formation et de stabilité professionnelle : si la transition écologique permet de redonner du sens au travail, elle ne suffit pas dans la forme actuelle du marché du travail à répondre pleinement aux besoins de sécurisation, de formation, d'évolution professionnelle et de reconnaissance durable qu'elles associent à une trajectoire professionnelle digne.

Conclusion

Ce chapitre a montré que l'adhésion aux politiques de transition écologique s'ancre dans des pratiques ordinaires, souvent anciennes, que les personnes interrogées ne nomment pas nécessairement comme « écologiques », mais qu'elles associent à des formes de bon sens, de mesure et de transmission familiale. Ces gestes (cuisiner avec les restes, éteindre les lumières, acheter en vrac, limiter les déplacements, etc.) sont décrits comme des habitudes héritées, souvent inculquées dès l'enfance, et portées par une morale pratique de l'économie des ressources.

Ce sont aussi ces pratiques, déjà existantes, qui fondent une demande de reconnaissance. Les personnes expriment un étonnement, parfois mêlé d'agacement, à ne pas voir valorisées des manières de faire qu'elles estiment être des contributions effectives à la sobriété. Cette demande de reconnaissance s'accompagne d'une volonté d'être prises en compte dans les politiques publiques, non comme des publics à sensibiliser, mais comme des actrices et acteurs déjà engagés, malgré eux, dans une forme de sobriété contrainte mais porteuses de sagesses pour tous.

Le motif de la santé apparaît comme l'un des ressorts les plus puissants de réappropriation des normes écologiques. Elle permet de relier protection de soi, attention aux autres et souci de la planète. À ce titre, elle constitue un point d'articulation central entre écologie, justice sociale et aspirations à une vie digne.

De façon plus large, les personnes interrogées favorables à la transition écologique relient étroitement souci de soi, respect du vivant et exigence d'égalité dans la répartition des efforts. Cette articulation donne à l'écologie une épaisseur morale, nourrie par des expériences concrètes de fragilité, de solidarité ou de vécues d'injustices. Pour beaucoup, les principes écologiques rejoignent les principes du vivre-ensemble : ils relèvent d'une morale partagée, parfois soutenue par des référents spirituels, et toujours située dans des relations sociales et territoriales.

Ces formes d'adhésion s'accompagnent d'attentes fortes vis-à-vis des pouvoirs publics. La transition ne saurait reposer uniquement sur les individus. Elle doit faire l'objet d'une régulation collective, perçue comme une condition de justice, mais aussi d'efficacité. Les personnes interrogées appellent à des politiques plus justes, plus compréhensibles, et plus accessibles, tant dans leur conception que dans leurs effets.

Enfin, le chapitre a montré que les métiers de la transition écologique peuvent constituer un levier important de réengagement. Lorsqu'ils permettent de redonner du sens à son activité, de se sentir utile, de réinvestir des compétences ou de transmettre sans culpabiliser, ils deviennent un espace de réconciliation avec le travail et, plus largement, avec la société. Pour autant, les limites de ces expériences sont également soulignées : faible rémunération, manque de débouchés, absence de perspectives claires. Si ces métiers ouvrent des possibles, ils ne suffisent pas, dans leur forme actuelle, à répondre aux attentes de formation, de stabilité et de reconnaissance durable exprimées par les personnes concernées.

© Unsplash

06. SYNTHÈSE DES PROPOSITIONS MÉTHODOLOGIQUES FORMULÉES PAR LES PERSONNES CONCERNÉES POUR UNE TRANSITION JUSTE

L'enquête qualitative menée s'est attachée à recueillir les expériences, les perceptions, les critiques et les propositions des personnes en situation de précarité face aux enjeux de la transition écologique et de la sobriété. Au fil des entretiens, il apparaît que ces personnes formulent rarement leurs recommandations sous forme de mesures directement applicables. Leur parole ne se présente pas comme un ensemble détaillé de solutions précises, mais plutôt comme une réflexion sur les principes qui devraient guider les pratiques collectives et l'action publique. Ces principes sont issus de leurs situations concrètes, de leurs expériences quotidiennes et des analyses qu'elles en font.

Ce chapitre propose une synthèse transversale de ces apports. L'objectif n'est pas de transformer mécaniquement ces propos en réponses techniques, mais de mettre en lumière les logiques d'action et les conditions qui rendent les politiques publiques acceptables et recevables, telles qu'elles ressortent des entretiens. Les personnes rencontrées soulignent la nécessité de politiques solidaires à l'échelle de l'ensemble de la société, et non de dispositifs centrés uniquement sur les personnes les plus pauvres. Elles appellent à des changements collectifs et équitables, fondés à la fois sur la régulation publique et sur un engagement exemplaire des acteurs économiques, politiques et académiques. Elles privilégient des démarches incitatives, respectueuses des situations de chacun, plutôt que des dispositifs perçus comme moralisateurs ou dissimulant des formes de contrôle. Elles expriment des demandes d'implication effective et réaliste dans les décisions et dans les modalités de leur mise en œuvre, selon des démarches de co-construction s'appuyant sur les connaissances issues de leurs styles de vie et des difficultés qu'elles rencontrent. Enfin, les pratiques de sobriété déjà pré-

sentes dans leur quotidien méritent à leurs yeux d'être reconnues et prises en compte comme des ressources existantes, plutôt que comme des lacunes à combler.

C'est à partir de cette lecture transversale des entretiens que s'organise la présentation des propositions méthodologiques qui suivent, en s'appuyant sur les formulations et les attentes exprimées par les personnes elles-mêmes.

1 PENSER LA TRANSITION À L'ÉCHELLE DE LA SOCIÉTÉ ENTIÈRE

Tout au long des entretiens, revient de manière constante l'idée que la transition écologique ne saurait peser principalement sur les ménages les plus modestes. Le changement est envisagé comme devant engager l'ensemble de la société, y compris les plus favorisés. Les grands acteurs économiques et politiques sont ainsi appelés à montrer l'exemple et à assumer une responsabilité proportionnée à leurs moyens. Plusieurs soulignent qu'il serait injuste de « *demander à ceux qui ont déjà peu de se priver encore plus* », comme le résume l'une des personnes rencontrées. Pour beaucoup, les solutions attendues passent d'abord par des politiques de régulation portées par l'État, afin de fixer des règles collectives justes et cohérentes, ainsi que par des décisions structurantes des pouvoirs publics permettant à chacun d'accéder réellement aux changements de comportement attendus. À travers ces propositions, ce sont les causes structurelles et les inégalités initiales qui sont désignées comme nécessitant une action prioritaire.

2 RECONNAÎTRE ET VALORISER LES EFFORTS DÉJÀ RÉALISÉS

Des pratiques de sobriété sont largement présentes dans les modes de vie décrits par les personnes interrogées. Nombreux sont ceux qui indiquent avoir, depuis longtemps, adopté des comportements visant à limiter le gaspillage, réduire les consommations et optimiser les ressources pour vivre avec peu. « *On vit avec ce qu'on a, on sait faire attention* », rappelle un participant. Ces pratiques, issues de contraintes économiques fortes mais aussi d'une morale pratique et de choix engagés, constituent des efforts déjà consentis aux yeux des personnes interrogées, qui ne doivent pas être ignorés ou minimisés dans les discours publics. Celles-ci insistent sur le fait que la sobriété n'est pas une nouveauté pour elles, et que les politiques publiques doivent tenir compte de ces pratiques antérieures. La sobriété ne peut être pensée comme une rupture avec les pratiques existantes, mais doit au contraire s'appuyer sur la créativité, les savoir-faire et les modes de régulation quotidienne déjà développés. Par ailleurs, les personnes interrogées rappellent que la sobriété n'a pas la même signification pour tous : selon les revenus, les ressources et les situations de chacun, les marges de manœuvre sont différentes. Les personnes soulignent qu'une politique juste ne saurait imposer les mêmes efforts à tous sans tenir compte de ces écarts de conditions.

3 FAVORISER DES TRANSITIONS PROGRESSIVES ET ACCOMPAGNÉES

Les changements de pratiques sont souvent envisagés comme des évolutions qui demandent du temps et des appuis adaptés. Les personnes interrogées insistent sur la dimension temporelle du changement : « *Il faut laisser aux gens le temps de s'y faire, on ne peut pas changer du jour au lendemain* », explique une enquêtée. Le rôle des réseaux de proximité, des associations et des professionnels de l'accompagnement social est évoqué pour faciliter ces transitions. Il s'agit de s'appuyer sur les dynamiques des liens sociaux existants pour les renforcer, et non de provoquer des ruptures qui fragiliseraient davantage ceux qui cumulent déjà les difficultés, ou manquent de réseaux de solidarités.

4 INCITER PLUTÔT QUE CONTRAINDRE, EN JOUANT NOTAMMENT SUR LES LEVIERS ÉCONOMIQUES ET INFORMATIONNELS

Les formes d'incitation sont privilégiées lorsqu'il s'agit d'envisager des outils d'action. Plusieurs participants proposent d'agir sur les prix et la fiscalité, de modifier l'offre de produits de consommation, ou encore de favoriser les systèmes d'étiquetage environnemental clairs. L'objectif est de créer un cadre économique qui facilite les choix favorables à la transition écologique. « *C'est plus facile de faire attention quand on a des produits abordables et qu'on sait ce qu'on achète* », exprime un enquêté. L'idée qui revient est que la responsabilité du climat ne peut pas reposer sur les seuls individus ; l'ensemble du système économique doit rendre possible et soutenable une consommation plus sobre.

5 ARTICULER TRANSITION ÉCOLOGIQUE, JUSTICE SOCIALE ET RECONNAISSANCE DES STYLES DE VIE POPULAIRES

L'ensemble des entretiens met en évidence la nécessité de penser les politiques écologiques à partir des pratiques concrètes et des styles de vie des classes populaires. Les personnes interrogées insistent sur le fait que leurs pratiques quotidiennes de sobriété doivent être reconnues et intégrées comme des savoir-faire éprouvés, qui devraient servir de socle aux politiques de transition juste. Les mesures écologiques doivent ainsi prendre en compte les pratiques, les contraintes et les aspirations des personnes précaires, en s'appuyant sur leurs capacités d'adaptation et leur inventivité déjà mises en œuvre au quotidien. La diversité des modes de régulation du quotidien, souvent revendiquée comme une continuité de l'héritage familial ou décrite comme rendu nécessaire à la suite de contraintes économiques prolongées, constitue un ensemble d'expériences jugées incontournables pour construire une transition juste. Le respect de ces pratiques et de ces aspirations, sans uniformisation ni moralisation, est perçu comme une condition indispensable à l'acceptation de politique de changement. Les enquêtés insistent sur le fait que la dimension sociale de ces politiques doit demeurer centrale et ne pas être éclipsée par les seuls objectifs environnementaux.

6 LIER TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ATTENTES DE RESPECT ET DE DIGNITÉ DE LA PERSONNE, DE SOUCI DE SOI ET DE SOIN

La transition écologique apparaît davantage acceptable lorsqu'elle est associée à des préoccupations concrètes liées à la santé, au bien-être et au soin de soi et des autres. L'alimentation, la qualité de l'air, la protection contre le froid sont régulièrement cités comme des enjeux concrets qui articulent écologie et qualité de vie digne. Cette approche du « prendre soin » est souvent évoquée comme un levier d'adhésion, dans la mesure où elle évite de culpabiliser et met en avant la recherche partagée d'une vie meilleure.

7 FAIRE DE L'ACCÈS ET DE LA QUALITÉ DU LOGEMENT UNE PRIORITÉ

La question du logement revient de manière récurrente dans les préoccupations exprimées. Les problèmes d'isolation ou de chauffage sont fréquemment présentés comme des obstacles majeurs aux politiques de sobriété énergétique. Avant de solliciter des efforts de réduction de consommation, il apparaît essentiel d'assurer à chacun des conditions de logement dignes, saines et économes en énergie. La rénovation des logements est ainsi perçue à la fois comme une mesure sociale et comme un levier essentiel d'une transition écologique efficace et juste.

8 REFUSER LA CULPABILISATION, L'UNIFORMISATION ET LE CONTRÔLE SOCIAL

Une méfiance récurrente s'exprime vis-à-vis des politiques qui tendent à moraliser ou à uniformiser les comportements sous couvert d'écologie. Les personnes interrogées expriment la crainte de dispositifs qui, sous couvert de transition écologique, viendraient renforcer des logiques de contrôle social ou de surveillance des ménages populaires. Les mesures doivent préserver la diversité des situations sans transformer les enjeux écologiques en outils de stigmatisation et de contrôle, aux yeux des personnes interrogées. Un point d'attention constant concerne la manière dont sont formulées les politiques de sobriété : les dispositifs qui semblent culpabiliser, moraliser ou uniformiser les comportements sont très mal perçus.

9 ASSOCIER DE FAÇON EFFECTIVE LES PERSONNES CONCERNÉES À L'ÉLABORATION DES POLITIQUES

Enfin, nombre d'enquêtés expriment le souhait que les politiques publiques prennent davantage en compte les réalités vécues des premiers concernés. Au-delà des consultations formelles, ils revendiquent une véritable participation et une intégration à la construction et à la mise en œuvre des dispositifs, prenant en compte leurs savoirs, leurs contraintes quotidiennes et les solutions qu'ils expérimentent déjà. Cette implication est perçue comme une condition de pertinence et d'acceptabilité des mesures mises en œuvre, et de plein exercice de leur citoyenneté.

07. CONCLUSION DE L'ENQUÊTE QUALITATIVE

L'enquête qualitative menée auprès des personnes en situation de précarité permet de restituer une réception nuancée des questions liées à la sobriété et à la transition écologique. Les discours recueillis ne traduisent ni une hostilité de principe à l'égard des questions environnementales, ni une adhésion homogène aux politiques telles qu'elles sont aujourd'hui mises en œuvre. Si toutes les personnes interrogées reconnaissent l'importance des menaces qui pèsent sur le climat et la biodiversité, et si aucune ne conteste la nécessité d'agir face à ces phénomènes, l'écologie ne constitue pas toujours, pour autant, un référentiel central dans leurs priorités ou dans la hiérarchie de leurs préoccupations quotidiennes.

La sobriété, telle qu'elle est discutée dans les entretiens, apparaît d'abord comme un mot aux valences et usages variés, parfois méconnu ou investi de significations éloignées de la seule sobriété énergétique. Pour certains, elle évoque le rapport à l'alcool ; pour d'autres, une contrainte subie liée à des ressources économiques limitées ; pour d'autres encore, un principe de simplicité, de mesure, de respect et d'attention au monde. Au fil des échanges, plusieurs personnes expriment ainsi, plus en profondeur, une conception de la sobriété comme une manière d'être au monde qui permet de « *faire du bien* » aux autres et à la planète, et devient un chemin d'équilibre personnel et d'ouverture collective.

La notion de pauvreté elle-même est reçue de manière ambivalente. Nombre de personnes hésitent à s'y reconnaître pleinement, lui préférant les termes de précarité. Le qualificatif de pauvre est souvent réservé aux situations d'extrême dénuement, où s'effacent les appuis matériels, sociaux et symboliques qui permettent de préserver une dignité et une appartenance sociale minimale. L'accès au logement, à des formes d'entraide quotidiennes et aux réseaux d'assistances et de droits sociaux constituent ainsi des soutiens essentiels pour faire face aux difficultés, et des points d'appuis pour qualifier sa propre situation sociale.

Face aux politiques de sobriété, les personnes interrogées expriment un attachement marqué à certains seuils qu'elles considèrent comme non négociables :

le chauffage, l'accès à l'eau, l'intimité du logement relèvent pour elles de conditions élémentaires de la vie digne. Les injonctions indifférenciées à réduire ces usages suscitent une incompréhension dès lors qu'elles apparaissent déconnectées des situations concrètes et des efforts déjà consentis.

Les critiques formulées à l'encontre des politiques de transition s'articulent autour de plusieurs registres récurrents. Elles dénoncent une répartition perçue comme inéquitable des efforts, qui pèserait d'abord sur les ménages les plus modestes, tandis que les entreprises, les plus favorisés et les responsables publics échapperaient largement à ces contraintes. Elles critiquent fortement un manque d'exemplarité des grands acteurs politiques et économiques, qui fragilise la légitimité des appels au changement. Enfin, certaines expriment une crainte plus diffuse que l'écologie ne serve de support à un contrôle social accru, via des dispositifs techniques et des nomes imposés perçus comme intrusifs et asymétriques.

Pour autant, l'enquête révèle aussi que de nombreuses pratiques valorisées par la transition écologique sont déjà présentes dans les modes de vie des personnes rencontrées. Issues de contraintes économiques, de transmissions familiales ou de valeurs partagées, ces pratiques relèvent d'une morale ordinaire fondée sur la mesure, la responsabilité et l'attention portée aux ressources. Ce sont ces efforts déjà fournis, dans un contexte souvent contraint, qui fondent une demande explicite de reconnaissance, tant sociale que politique.

Parmi les leviers d'adhésion identifiés, le souci de la santé constitue un ressort particulièrement présent dans les propos recueillis. Loin de constituer une adhésion abstraite aux politiques de transition, c'est souvent à travers le rapport au corps, au bien-être et à l'alimentation que les personnes interrogées relient leurs pratiques de consommation aux enjeux environnementaux. La santé agit alors comme un principe organisateur de choix pratiques, qu'il s'agisse de limiter les produits transformés, de privilégier les circuits courts lorsque cela est possible, d'ajuster ses comportements alimentaires ou de se protéger des substances jugées nocives. Pour beaucoup, cette attention s'appuie sur des logiques de transmission au sein des familles, où les gestes de mesure et de vigilance alimentaire relèvent d'un « *bon sens* » plus que d'un discours explicitement écologique, ainsi que sur une adhésion croissante au souci de soi. Ce souci de préserver sa santé personnelle rejoint aussi, chez plusieurs enquêtés, une attention plus large au soin des proches, à la qualité de l'environnement immédiat et, plus largement, à une forme de responsabilité à l'égard du vivant.

Au-delà des critiques adressées aux formes actuelles de la transition, les personnes expriment également des attentes précises à l'égard de l'action publique. Nombreuses sont celles qui formulent une demande de participation effective aux politiques qui les concernent, et appellent à un rôle accru de l'État comme régulateur et garant d'une transition socialement juste. Elles soulignent l'importance que les politiques publiques tiennent compte des soutiens concrets qui permettent de se maintenir comme personne : les solidarités locales, les réseaux familiaux, les formes d'entraide de quartier, mais aussi les repères culturels et symboliques qui structurent leur vie collective. Cette demande de reconnaissance s'étend aussi à ce qu'elles identifient comme les promesses fondamentales de la modernité : le droit à un logement chauffé, à la santé, à une alimentation de qualité, à la mobilité, à l'éducation et à la dignité sociale. Pour beaucoup, la transition écologique ne peut consister à « *revenir en arrière* » sur ces acquis essentiels.

Enfin, l'enquête montre que les métiers de la transition peuvent constituer, pour certains, des espaces où redonner sens à leur parcours professionnel et réintégrer une activité socialement valorisée. Ces métiers apparaissent comme des lieux possibles de reconstruction d'une utilité sociale, de transmission de savoir-faire et de redéfinition des relations au travail, à condition qu'ils s'accompagnent de véritables garanties en matière de reconnaissance et de sécurisation des parcours.

Aucune des personnes interrogées ne remet en cause la nécessité d'agir face aux crises sociales, climatiques ou écologiques. Mais c'est bien dans les conditions de cette transition que se logent les points de tension : dans la répartition concrète des efforts, dans les formes de participation proposées, dans la reconnaissance effective des expériences vécues et des pratiques déjà existantes. Si un certain pessimisme prévaut quant aux difficultés présentes et aux inégalités persistantes, il coexiste avec une espérance mesurée dans la possibilité d'une société plus juste et plus solidaire, à condition que celle-ci soit véritablement construite collectivement.

© Unsplash

CONCLUSION GÉNÉRALE

Le croisement des deux volets de l'enquête, quantitatif et qualitatif, permet de mieux comprendre, de façon fine et nuancée, la manière dont les personnes en situation de pauvreté perçoivent et vivent les enjeux de sobriété et de transition écologique. On constate d'abord, et assez nettement, que la sensibilité des personnes précaires aux questions environnementales est bien réelle. Dès le sondage, une majorité de répondants expriment une forte préoccupation face au dérèglement climatique, à la perte de biodiversité ou à la dégradation des ressources naturelles. Contrairement à une image parfois véhiculée, ces personnes ne sont ni indifférentes ni éloignées de ces problématiques. Bien au contraire, elles expriment des inquiétudes souvent très liées à leur vécu quotidien et aux épreuves qu'elles affrontent.

En même temps, cette préoccupation pour l'environnement s'inscrit, chez la plupart des personnes interrogées, dans une hiérarchie de priorités où la question sociale demeure centrale. Cela ressort de façon particulièrement nette dans les entretiens qualitatifs, à travers l'évocation des difficultés d'accès aux biens essentiels, à la pression sur le pouvoir d'achat et à l'épuisement dû à la gestion constante de contraintes financières. Les pratiques de sobriété existent, mais elles se traduisent d'abord par des logiques de « débrouille », qui ne sont pas toujours formulées en termes écologiques, mais rejoignent pourtant des principes de modération des consommations et d'éthique de consommation. À travers leurs expériences et leurs récits, certaines personnes donnent aussi à voir une conception plus large de la sobriété, pensée comme une manière d'être au monde, qui vise à prendre soin des autres et de la planète, et qui peut devenir un chemin d'équilibre personnel et de construction collective.

Les personnes rencontrées décrivent un ensemble de pratiques quotidiennes, tel que faire durer les équipements, éviter le gaspillage alimentaire, réparer plutôt que remplacer, s'appuyer sur la solidarité familiale ou associative, privilégier les circuits de seconde main, etc., formant des savoir-faire ordinaires, acquis souvent par nécessité, qui constituent une forme de sobriété de fait. On voit bien ici que la sobriété, pour ces personnes, n'est pas un choix théorique mais une pratique de longue date, qui s'ancre dans les contraintes économiques et les arbitrages permanents, mais aussi dans des héritages familiaux, spirituels, dans un souci de soin, de

© Unsplash

santé, une attention au monde, une façon de l'habiter et une conscience citoyenne.

Les personnes interrogées soulignent l'importance des solidarités familiales et associatives, des réseaux de proximité, des liens sociaux plus larges qui permettent de maintenir une forme de participation à la vie collective. Ce besoin de lien avec l'ensemble de la société revient avec force, aussi bien dans les résultats du sondage que dans les récits des entretiens.

Au cœur des difficultés qu'elles traversent, plusieurs personnes soulignent aussi l'importance des interactions entre les différents enjeux de la transition. Elles mettent en avant les bénéfices conjoints que peuvent produire certaines mesures écologiques, particulièrement en matière de santé, d'emploi et de qualité de vie. Cette prise en compte des liens entre les dimensions sociales et environnementales s'accompagne d'une attente forte d'articulation concrète entre les différents niveaux d'acteurs : décideurs nationaux, responsables locaux, acteurs associatifs, professionnels de terrain, citoyens, etc.

Au fil des échanges, les personnes concernées montrent aussi leur grande capacité d'observation des dispositifs publics et des blocages qu'elles rencontrent, et une forte aspiration à la participation à l'élaboration des politiques publiques et à leur mise en œuvre. Cette demande de participation ne se limite pas à une simple consultation symbolique ; il s'agit pour elles d'être véritablement considérées comme des acteurs légitimes, capables de contribuer à la réflexion collective en apportant leurs expériences et leurs analyses. Elles souhaitent que leurs pratiques, leurs styles de vie et les épreuves qu'elles traversent soient mieux compris et mieux pris en compte, et que les décisions publiques tiennent compte de ces réalités.

La transition écologique ne pourra réussir que si elle s'articule de manière étroite avec la justice sociale. C'est l'un des rappels centraux qu'expriment les personnes. Si les politiques publiques ne prennent pas en compte les contraintes des plus modestes, elles risquent d'aggraver encore les inégalités ou les oppositions aux politiques de transition. Inversement, une transition juste suppose de développer des mesures structurelles qui permettent à chacun d'agir à la hauteur de ses moyens réels. Cela implique de penser les politiques de transition en tenant compte des budgets contraints, des conditions de logement, des situations d'emploi et des formes de sociabilité des différents groupes sociaux. Il s'agit aussi de reconnaître la valeur des pratiques déjà existantes de sobriété ordinaire, qui constituent des ressources concrètes pour penser autrement la transformation des modes de vie.

Au terme de cette enquête, il apparaît ainsi que construire une transition écologique soutenable passe nécessairement par une révision profonde du cadre des politiques publiques. L'enjeu n'est pas d'exiger plus de ceux qui sont déjà les plus contraints, mais de créer les conditions collectives qui rendent possible une transition concrètement accessible pour tous. La parole des personnes concernées, en mettant en lumière à la fois les tensions, les ajustements possibles et les leviers mobilisables, constitue un apport essentiel. La réussite des transitions écologiques dépendra de la capacité collective à intégrer pleinement ces acteurs, tant dans la définition des priorités que dans les processus de décision et leur mise en œuvre.

© Unsplash

POSTFACE DU PACTE CIVIQUE

EN S'APPUYANT SUR LA PAROLE DES PLUS VULNÉRABLES, PENSER ET CONSTRUIRE AUTREMENT LA SOBRIÉTÉ

Quelques voix s'étaient élevées avant le démarrage du projet « Sobriété et Pauvreté » pour considérer qu'il ne serait pas convenable de rapprocher ces deux termes, au motif que les plus vulnérables faisaient déjà beaucoup d'efforts – ce qui est certain et confirmé par l'enquête – et que leur parler de sobriété serait perçu comme un déni de leurs difficultés, voire comme une provocation.

Mais si la sobriété est un incontournable de la transition, un nouvel impératif aux formes multiples, voire même désormais une valeur de la République[1], si c'est vraiment l'affaire de tous, on ne peut pas laisser ce sujet sous le boisseau : comment décliner la sobriété en particulier avec celles et ceux qui la pratiquent par nécessité ? Comment la rendre compatible avec le progrès social ? Comment passer d'une sobriété subie à une sobriété choisie ? Et d'ailleurs, qu'ont ces personnes à nous dire de leurs pratiques qui pourraient nous inspirer sur un terrain où, en fait, ils nous devancent, fût-ce à leur corps défendant ?

C'est en refusant de traiter des rapports entre sobriété et précarité que l'on a abouti au phénomène des gilets jaunes, puis aux difficultés que rencontre aujourd'hui la transition écologique. Cela conduit à une sobriété du bout des lèvres qui ne s'assume pas vraiment, plombée par la culpabilité, limitée au domaine énergétique, alors qu'il s'agit à l'évidence d'une transformation globale si on veut avoir la moindre chance de maîtriser l'évolution du climat et

1 C'est un débat que le Pacte civique souhaiterait ouvrir : voir la conclusion du livre du Pacte civique (sous la direction d'Elisabeth Javelaud) Le choix des sobriétés, Éditions de l'Atelier, 2022.

© Unsplash

de restaurer la biodiversité. La sobriété est un objectif et un moyen de transformation globale qui concerne à la fois le domaine économique (accroître l'épargne pour investir dans cette nouvelle révolution industrielle) et les modes de vie, deux dimensions complémentaires.

Comment ne pas associer les personnes les plus vulnérables à cette réflexion, alors que le drame environnemental crée de nouvelles formes d'inégalités ? En lançant le projet « Sobriété et Pauvreté », le Pacte civique avait la conviction que la richesse des savoirs, des cultures, des expériences de ces personnes induisait leur capacité à nourrir la construction de cette transition juste.

Les résultats de ces deux années de travail approfondi confirment ces prémisses. Ils éclairent le chemin d'une transition juste, enracinée dans l'expérience. Et ils vont bien au-delà, grâce à la richesse d'expression que la confiance établie tout au long de l'enquête a rendue possible.

L'enquête a en effet révélé des résultats pour partie inattendus, notamment dans leur ampleur. Les personnes interrogées ont une conscience aigüe des enjeux du dérèglement climatique, de la perte de la biodiversité, et de la nécessité d'y répondre ; elles font des efforts déjà significatifs ; elles sont blessées par des injonctions qui leur semblent brutales et injustes, et soulignent avec finesse « qu'elles n'ont pas les moyens d'avoir un usage irresponsable des ressources ». Elles font même parfois déjà certains efforts supplémentaires par souci de la planète et donnent des exemples concrets pour appuyer leurs propos. Elles sont disposées à en faire d'autres, mais pas sur tout, pas seules et pas n'importe comment.

Elles demandent à être partie prenante de la définition et de la mise en œuvre des réponses. Elles ne veulent pas être assignées à une case, à une catégorie, et ainsi stigmatisées ; elles veulent être reconnues comme citoyens à part entière, à égalité avec les autres. Cela les conduit à rejeter des politiques de transition spécifiques aux plus pauvres. Elles demandent que, dès l'origine, la transition intègre des exigences de justice.

Tout est lié, soulignent-elles. Elles nous disent, avec leurs mots, qu'elles contribuent déjà à la transition écologique et, que non seulement la convergence sociale et environnementale est indispensable, mais qu'elle est possible si chacun fait sa part....

Le Pacte civique s'efforcera de donner une suite concrète à l'ensemble de ces travaux. Mais il voudrait insister, dès à présent, sur quatre orientations auxquelles nous invitent les personnes interrogées et qu'il conviendra d'approfondir :

a. PENSER LA SOBRIÉTÉ DE MANIÈRE LARGE

Le Giec définit de façon large la sobriété : « Un ensemble de mesures et de pratiques quotidiennes qui évitent la demande d'énergie, de matériaux, de terres et d'eau, tout en assurant le bienêtre humain pour tous, à l'intérieur des limites planétaires ». Certaines personnes vont au-delà en soulignant que pour elles « la sobriété, c'est une façon d'être, de faire du bien aux autres », et que « cela s'applique à tout ». Celles qui s'expriment ainsi font spontanément le lien entre la protection de la planète et le respect des personnes. Elles nous rappellent ainsi tout simplement que la sobriété authentique est, par nature, respectueuse des êtres humains et doit rester à l'abri des glissements sémantiques. Elles invitent ainsi à aller au-delà de la seule transition écologique.

Cela rejoint la préoccupation centrale du Pacte civique de considérer la sobriété de façon globale, comme une manière de vivre et d'être, ni figée, ni triste, mais créative, juste et fraternelle et qui doit être conjuguée à tous les étages, les comportements personnels, le fonctionnement des organisations et les politiques publiques. Mais tout ceci reste à construire[1].

b. CONSTRUIRE LA SOBRIÉTÉ DE MANIÈRE DÉMOCRATIQUE

En commençant par le respect de la dignité et de la citoyenneté de tous, nous disent les personnes interrogées. Elles sont choquées de voir des catégorisations simplistes voire humiliantes, des injonctions blessantes qui méconnaissent les efforts de la vie réelle tout comme l'expérience acquise, des « écoutes » qui, trop souvent, n'en sont pas quand celui qui les reçoit les entend avec ses mots à lui et non avec ceux de celui qui parle, une consultation qui ne se fait pas « à atouts égaux », des décisions déconnectées de la phase de dialogue , des modalités de mise en œuvre qui dénaturent la décision annoncée.

1 Voir IB de Foucauld, « La sobriété, une bifurcation éthique », intervention au colloque de Cerisy sur la sobriété organisée par la Caisse des dépôts et consignations en octobre 2023 (Actes à paraître).

Autant d'observations et de questions sur la nature et les modalités de l'exercice démocratique que d'autres membres de la société civile pourraient formuler -et formulent déjà- et auxquelles il est nécessaire d'apporter des réponses claires. Pour se limiter au présent objet, on se limitera à trois propositions :

→ Dans la formation aux responsabilités et dans l'exercice de celles-ci, une place importante doit être consacrée à ce que l'on pourrait appeler l'éthique de la consultation : celle-ci doit être effectuée en amont de la décision et celle-ci en tenir compte. On a trop abusé des consultations pour ordre, destinées à épuiser le débat plus qu'à le construire. Cela sape ce que Pierre Rosanvallon appelle les institutions invisibles de la démocratie (la confiance, l'autorité, la légitimité), particulièrement auprès des personnes défavorisées qui en déduisent qu'elles n'ont pas droit au chapitre ;

→ Associer les personnes vulnérables aux procédures normales de consultation pour les mesures qui concernent la transition écologique. A cet effet, mettre en place des dispositifs d'échange innovants qui permettent l'émergence de la parole et qui sachent restituer sans distorsion ce qui est exprimé, comme la présente enquête l'a fait, dans son champ et à son échelle ;

→ Les associer également à la mise en œuvre des décisions et à leur évaluation.

On aura noté que les répondants pointent également les dangers d'approches « en silo », sources potentielles d'incompréhensions et d'incohérences. A l'inverse, elles mettent en évidence ce que l'on peut appeler les « Co bénéfices » de l'action pour la planète, notamment en matière de santé, d'alimentation et d'emploi. Une observation qu'il est important de souligner pour la mise en œuvre des politiques publiques.

De manière plus générale, comme le recommande, notamment, le Pacte du pouvoir de vivre, il convient d'évaluer l'incidence sur la pauvreté de toute nouvelle politique publique, d'en mesurer l'impact sur les personnes et si besoin de mettre en œuvre les modalités d'accompagnement nécessaires.

C. METTRE EN ŒUVRE LA SOBRIÉTÉ DE MANIÈRE PLUS JUSTE

Les personnes rencontrées soulignent par ailleurs qu'elles ne veulent pas être écartées d'un minimum nécessaire, pas tant comme élément de confort, mais comme symbole de leur dignité et de leur citoyenneté, ainsi que de leur appartenance pleine et entière à la société. Cette demande de « minimum nécessaire », exprimée dans le cadre de la transition écologique, va bien au-delà et donne à réfléchir à un « socle de droits » qu'il conviendrait de construire et de garantir.

Dans cette perspective, l'État-Social devrait s'engager sur de nouveaux terrains au fur et à mesure que la sobriété se diffuse. La mutation écologique va entrainer des coûts qui risquent de peser lourdement sur les personnes les plus défavorisées. La question d'un accès assuré pour chacun aux biens de base que sont l'eau, l'électricité, internet, le cas échéant les transports collectifs locaux, est dans ces conditions posée, ce qui suppose que le financement d'une quotité de ces biens soit assurée à tous, non plus par un tarif, mais par une contribution sur le revenu. Une réflexion à mener.

Mais il faut aller au-delà et travailler sur les grandes régulations qui régissent notre capitalisme, afin d'en inventer de nouvelles qui permettent de cheminer vers une économie de marché sobre. C'est une sorte de révolution, puisqu'il ne s'agit rien moins que de cesser d'alimenter sans cesse les désirs matériels, de les modérer et de les hiérarchiser[1] pour que chacun puisse accéder à ce qui est essentiel pour lui, tout en préservant la planète, et sans rompre avec le progrès. Ces sujets sont traités dans l'ouvrage du Pacte civique « Les chemins de la décarbonation »[2]. On notera toutefois l'importance du débat entre les partisans de la taxe carbone et ceux de la carte carbone (un quota d'émission de gaz à effet de serre égal pour tous). Du point de vue des plus pauvres, la seconde solution serait plus favorable car, dans un premier temps du moins, ils ne consommeraient pas leur quota et pourraient revendre le solde non dépensé à ceux qui excèdent leurs droits, leur vertu, contrainte ou non, étant ainsi récompensée. La mise en œuvre d'un tel changement est toutefois délicate, notamment sur le plan technique.

1 JB de Foucauld, « L'abondance frugale, pour une nouvelle solidarité », Odile Jacob, 2010.
2 Février 2025, Jacques André Éditeur.

d. VIVRE LA SOBRIÉTÉ DE MANIÈRE PLUS FRATERNELLE

La **confiance** est apparue comme un fil rouge des travaux, essentielle dans la chaîne de relations qui a permis de faire émerger une parole sincère et libre dans les phases d'enquête, et, à l'inverse, perçue comme absente vis-à-vis des décideurs, affaiblissant d'autant les possibilités d'adhésion aux politiques menées. Comment restaurer cette confiance là où elle s'est perdue ? Là encore, les enquêtés livrent plusieurs clefs pour la restaurer.

Ils insistent beaucoup sur **la force des liens,** qu'il s'agisse des liens entre les personnes, entre les sujets, entre les acteurs. Ils aident à surmonter les difficultés de la vie. Il est significatif qu'ils refusent les restrictions dans les domaines qui leur assurent le lien avec les autres et avec la société (culture, mobilité, numérique, etc..). Ils mettent en évidence la richesse du lien avec autrui, de manière individuelle et collective, et l'importance de pouvoir s'appuyer sur un tissu social solide, notamment grâce aux associations. Pour le Pacte civique, la conséquence à en tirer est qu'une politique du lien social doit accompagner la marche vers la sobriété.

Ils posent par ailleurs la question de **l'exemplarité,** choqués qu'ils sont par les décalages constatés entre les injonctions faites à tous et les comportements de certains décideurs. Évidence que le Pacte civique entend soutenir de manière encore plus sensible, en interne comme en externe, grâce à ses trois niveaux d'intervention :

→ Individuel, avec des engagements personnels de ses adhérents, permettant à chacun de se demander : « Et moi, que suis- je en train de faire pour la planète ? ». Incitation à ce que le Pacte civique ouvre auprès de ses membres et au-delà un débat mobilisateur sur le vécu de la sobriété, ses avancées, ses résistances ;

→ Collectif, via ses collectifs locaux qui permettent d'agir sur des enjeux territoriaux et de contribuer à mettre en place des actions de référence mettant en évidence la possibilité d'agir selon ses principes ;

→ Institutionnel, pour peser sur les politiques publiques et inciter à une cohérence renforcée des décideurs.

Jean-Baptiste de Foucauld,
co-fondateur du Pacte civique

« Les personnes vulnérables ont éclairé le chemin...
« À nous tous et à chacun de construire la route.